

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL- PATRIE

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU LITTORAL

DEPARTEMENT DE LA SANAGA MARITIME

COMMUNE DE DIBAMBA



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE -WORK - FATHERLAND

MINISTRY OF TERRITORIAL ADMINISTRATION
AND DECENTRALIZATION

LITTORAL REGION

SANAGA MARITIME DIVISION

DIBAMBA COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE DIBAMBA



Réalisé avec l'appui :

Financier du
Programme National de
Développement Participatif
(PNDP)



Technique du
Cercle d'Appui au Développement Intégré des
Communautés (C.A.D.I.C)
B.P : 5708 Yaoundé Nlongkak

AVRIL 2012

Visa du Délégué Départemental du MINEPAT

Edéa, le.....

**Signature du Préfet du Département de
la Sanaga Maritime**

Edéa, le.....

SOMMAIRE

SOMMAIRE	ii
RESUME DU PCD	iv
LISTE DES ABREVIATIONS	vi
LISTE DES TABLEAUX	vii
LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES ANNEXES.....	viii
1. INTRODUCTION.....	1
1.1. Contexte et justification.....	1
1.2. Objectifs du PCD.....	2
1.2.1.Objectif global.....	2
1.2.2.Objectifs spécifiques.....	2
1.3. Structure du document	3
2. METHODOLOGIE	4
2.1. Préparation de l'ensemble du processus	4
2.1.1Mise en place du Comité de Pilotage.....	4
2.1.2Prise de contact.....	4
2.1.3Information et sensibilisation des autorités traditionnelles et administratives	4
2.1.4Préparation pédagogique	5
2.2. Collecte des informations et traitement.....	5
2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie	6
2.4.Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	7
2.4.1.Préparation et tenue de l'atelier de planification.....	7
2.4.2.Restitution des données consolidées du diagnostic.....	7
2.4.3.Mobilisation des ressources	7
2.4.4.Planification	8
2.4.5.Programmation.....	8
2.5.Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	8
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	9
3.1. Localisation de la Commune	9
3.2. Milieu Biophysique.....	11
3.2.1. Le climat.....	11
3.2.2. Le relief et les sols.....	11
3.2.3. L'hydrographie.....	11
3.2.4. La Flore	11
3.2.5. La Faune	11
3.3. Milieu humain et principales activités économiques.....	12
3.3.1. Milieu humain	12
3.3.2. Principales activités économiques	12
3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune.....	15

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	17
4.1. Synthèse du DIC	17
4.1.1. Forces et faiblesses de l'institution communale	17
4.1.2. Les axes de Renforcement de la Commune	19
4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	21
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE	38
5.1. Vision et Objectifs du PCD	38
5.1.1. Vision	38
5.1.2. Objectifs	38
5.2. Cadres logiques par secteur	39
5.3. Coût estimatif du PCD	100
5.4. Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	101
6. PROGRAMMATION.....	103
6.1. Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	103
6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale et sociale du PIA et CDMT	107
6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation.....	108
6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	121
6.3. Plan d'Investissement Annuel (PIA).....	123
6.3.1. Ressources mobilisables et échéances	123
6.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires	123
6.3.2. Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables.....	126
6.4. Plan de passation des marchés.....	127
7. MECANISME DE SUIVI EVALUATION	130
7.1. Le suivi évaluation interne	130
7.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA	132
7.4. Dispositif, outils et fréquence du reporting	133
7.5. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	133
7.5.1. Préparation du PIA	133
7.5.2. Révision du PCD	133
8. PLAN DE COMMUNICATION.....	134
BIBLIOGRAPHIE.....	136
ANNEXES.....	137

RESUME DU PCD

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif (PNDP), la Commune de DIBAMBA a sollicité l'accompagnement de l'Organisme d'Appui Local Cercle d'Appui au Développement Intégré des Communautés (CADIC), en vue de l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD). L'objectif de cette mission était de permettre à cette Commune de disposer d'un outil d'impulsion, d'orientation, et de soutien aux actions concertées de développement économique, social, culturel et sportif de son territoire.

L'approche méthodologique utilisée dans le cadre de cette activité s'est organisée en cinq phases successives allant de la préparation du processus à la mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif, en passant par la collecte des informations, la consolidation des données des diagnostics et la facilitation de l'atelier de planification. Cette méthodologie a été mise en œuvre avec la participation effective de toutes les parties prenantes, à travers des observations directes, des travaux de groupes, des séances plénières et des interviews semi-structurées.

Les résultats des diagnostics participatifs conduits tant au niveau de l'institution communale, de l'espace urbain communal que dans les villages révèlent que la Commune de DIBAMBA dispose de multiples potentialités dans ses ressources naturelles. Seulement, elle reste insuffisamment équipée en infrastructures sociales et économiques. Le tissu économique local est encore embryonnaire avec un faible développement organisationnel et institutionnel de la Mairie. Près de 80% de la population active exerce dans le secteur primaire. Les problèmes que rencontre la Commune de DIBAMBA sont de divers ordre dont les plus importants sont :

- La faible production agropastorale ;
- L'accès difficile au patrimoine foncier ;
- La précarité de l'habitat ;
- La faible collaboration entre l'administration et les populations ;
- L'accès difficile aux services sociaux de base ;
- Les difficultés d'insertion des jeunes ;
- Le mauvais état des infrastructures routières ;
- La dégradation continue de l'environnement et de la faune ;
- Le faible épanouissement de la femme et de la jeune fille ;
- Le faible développement des activités sportives, touristiques et culturelles et commerciales ;
- Difficultés d'insertion professionnelle des jeunes ;

- Faible développement des petites et moyennes entreprises et des services de transport ;
- Faible utilisation des résultats de la recherche ;
- Faible accès aux technologies de l'information et de la communication ;
- Difficultés d'accès à l'information.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier leurs causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquels la Commune peut agir pour les résoudre. L'atelier de planification a abouti à un Plan Communal de Développement qui compte 185 projets dans l'ensemble des secteurs pour un montant total de **9 766 500 000** FCFA. Un Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour l'année 2012 a été élaboré. Il compte 12 projets dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, l'éducation de base, la santé publique, les travaux publics, l'agriculture et l'enseignement secondaire ; pour un coût estimatif de **289 800 000** FCFA. Ce financement est réparti entre plusieurs bailleurs dont la Commune (**11 750 000** FCFA), le PNDP (**97 250 000** FCFA), le FEICOM (**100 000 000** FCFA) et le BIP (**80 800 000** FCFA).

Pour ce qui est des années 2013, 2014 et 2015, l'atelier de planification a permis d'obtenir un cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) comptant 23 projets pour un montant total de **937 780 000** FCFA.

Dans la perspective de la mise en œuvre de ces projets, un cadre sommaire de gestion environnementale ainsi qu'un plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et un plan de passation des marchés ont été produits.

Au terme du processus de planification, un Comité de Suivi Evaluation chargé de la mise en œuvre des actions retenues dans le PCD a été mis en place après large concertation. Il compte six membres dont :

- Un Président ;
- Un secrétaire ;
- 04 membres.

LISTE DES ABREVIATIONS

AAA :	Analyse des Approches Alternatives
AG :	Assemblée Générale
AGR :	activités génératrices des Revenus
AS :	Aide-soignant
ARMP :	Agence de Régulation des Marchés Publics
BIP :	Budget Investissement Publique
CADIC :	Cercle d'Appui au Développement Intégré des Communautés
CCSE :	Comité Communal de Suivi-Evaluation
CES :	Collège enseignement publique
CETIC :	Collège enseignement technique Industrie et Commercial
CTD :	Collectivités Territoriales Décentralisés
CDMT :	Cadre des Dépenses à Moyen Terme
CMD :	Centre Médical Arrondissement
DEUC :	Diagnostic de l'Espace Urbain et Communal
DPNV :	Diagnostic Participatif Niveau Village
DIC :	Diagnostic Institutionnel Communal
GIC :	Groupe d'Initiative Commune
IB :	Infirmier Breveté
IDE :	Infirmier Diplômé d'Etat
INS :	Institut Nationale pour la Statistique
MINEPAT :	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINSANTE :	Ministère de la santé publique
MINEE :	Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINEPDED :	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et Développement Durable
MINPTT :	Ministère des postes et télécommunication
MINTP :	Ministère des Travaux Publics
MINHDU :	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINESEC :	Ministère de l'enseignement secondaire
MINEDUB :	Ministère de l'Education de Base
MINAS :	Ministère des Affaires Sociales
MINFOF :	Ministère de la Forêt et de la Faune
MINCOM :	Ministère de la Communication
MINPOSTEL :	Ministère des Postes et Télécommunication
MINJEC :	Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique
OAL :	Organisme d'Appui Local
ONG :	Organisme non gouvernemental
PAJER-U :	Programme d'Appui aux Jeunes Ruraux et Urbain
PNDP :	Programme National de Développement Participatif
PCD :	Plan Communal de Développement
PIA :	Plan d'Investissement Annuel
PPVCC :	Programme de Protection du Verger Cacao et Café
Ppte :	Pays Pauvre et Très Endetté
PSCC :	Programme Semencier Cacao et Café
PV :	Procès-verbal
SAR/SM :	Section Artisanale et Rurale / Section Ménagère

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 :	Principales infrastructures de la Commune.....	14
Tableau 2:	Matrice des ressources de la commune de DIBAMBA.....	15
Tableau 3:	Cout Estimatif du PCD.....	101
Tableau 4 :	Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires.....	104
Tableau 5 :	Principaux impacts sociaux des projets de construction du CDMT.....	109
Tableau 6 :	Principaux impacts environnementaux sur les projets de construction du CDMT.....	111
Tableau 7 :	Principaux impacts sociaux des projets d'hydraulique du CDMT.....	112
Tableau 8 :	Principaux impacts environnementaux sur les projets d'hydraulique.....	114
Tableau 9 :	Principaux impacts sociaux des projets structurants	115
Tableau 10 :	Principaux impacts environnementaux des projets structurants	117
Tableau 11 :	Principaux impacts sociaux des projets de gestion des ressources naturelles	119
Tableau 12 :	Principaux impacts environnementaux des projets de gestion des ressources naturelles	120
Tableau 13 :	Plan sommaire de gestion de l'environnement.....	121
Tableau 14	Ressources mobilisables.....	123
Tableau 15 :	Programmation actuelle des projets prioritaire.....	123
Tableau 16 :	Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables.....	126
Tableau 17:	Plan de Passation des Marchés des microprojets du Plan d'Investissement Annuel de la Commune de la DIBAMBA.....	127
Tableau 18:	Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA.....	132
Tableau 19:	coût de la campagne de communication du PCD.....	135

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Plan actuel d'utilisation et de gestion durable des terres de l'espace communal.....	102
Figure 2 : Proposition du Plan d'utilisation et de gestion durable des terres de l'espace communal.....	103

LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la commune de DIBAMBA.....	10
--	----

LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Fiches des projets du PIA
- Annexe 2 : Atlas des cartes
- Annexe 3 : Rapport consolidé des données du diagnostic

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa vision de développement à l'horizon 2035, le gouvernement du Cameroun a élaboré le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) avec pour objectifs de porter la croissance du Cameroun à 5,5% et de réduire sous emploi à moins de 50%, et de réduire la pauvreté monétaire à 28,7%.

Pour ce faire, le gouvernement a mis en place un nouveau dispositif législatif à travers les lois de décentralisation de 2004. Ces lois consacrent le transfert par l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées, des compétences particulières et de moyens appropriés. Pour le législateur camerounais, la décentralisation constitue l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local.

Pour accompagner la mise en œuvre du processus de décentralisation et outiller les institutions communales afin que chacune d'elles se dote des moyens d'une participation effective à la mise en œuvre du processus de développement local durable sur son territoire, le Gouvernement a mis en place avec l'appui de ses partenaires au développement un ensemble de programmes parmi lesquels le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

A travers le PNDP, le Gouvernement entend responsabiliser les communes et les communautés à la base dans le processus progressif de décentralisation afin de les rendre acteurs de leur propre développement. Ses interventions devraient permettre de réduire la pauvreté et de promouvoir le développement durable en zone rurale à travers l'organisation des bénéficiaires, le renforcement de leurs capacités, leur implication dans l'identification de leurs besoins prioritaires, la recherche des solutions, la planification et la mise en œuvre des relations de développement social et économique.

Pour le faire, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans sa deuxième phase de mise en œuvre appelée accompagne 329 communes dont celle de DIBAMBA dans la Région du Littoral. Au nombre des activités relevant de ce partenariat, l'on compte l'élaboration du PCD. Pour ce faire, la Commune de DIBAMBA a bénéficié de l'appui technique de l'OAL CADIC.

Le cahier de charge de l'OAL CADIC prévoyait deux phases d'activités :

- La première phase, de Juillet 2011 à mars 2012, concernant l'élaboration effective du PCD, est subdivisée en sept étapes qui sont : la préparation du processus, le diagnostic participatif (le DIC, le DEUC et le DNV), l'atelier de planification, de mobilisation des ressources, de programmation, la mise en œuvre du plan et le suivi-évaluation ;

- La deuxième phase, de *mars à mai 2012* portant sur l'accompagnement de la commune dans l'élaboration de micros projets issu du PIA et sur la recherche de financement pour leur mise en œuvre.

Les cinq premières étapes de la première phase du contrat ont été réalisées et validées par les différentes parties prenantes. Il s'agit à ce niveau de rédiger le document final du Plan Communal de Développement de DIBAMBA. Son approbation par le Conseil municipal suivra avant sa validation par le Préfet du Département de la Sanaga Maritime.

1.2. Objectifs du PCD

1.2.1. Objectif global

L'objectif de ce Plan Communal de Développement est de mettre à la disposition de la Commune de DIBAMBA un document de référence fournissant la vision de son développement dans tous les secteurs.

1.2.2. Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, les objectifs du PCD se déclinent ainsi qu'il suit :

- ✓ Permettre à l'institution communale de faire un état des lieux de la situation de développement dans 28 secteurs sur l'espace géographique de la commune et d'arrêter les actions à entreprendre ;
- ✓ Permettre aux acteurs de développement sur le territoire communal d'élaborer et de valider un plan d'action stratégique de développement de l'espace géographique de la commune ;
- ✓ Permettre à l'institution communale d'élaborer et de valider un Plan d'Investissement annuel (PIA) pour la première année de mise en œuvre du PCD dans la commune ;
- ✓ Mettre en place un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement sur le territoire de la commune pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le PCD ;
- ✓ Mettre en place au sein de l'institution communale, un plan marketing du PCD et une stratégie pour la recherche des financements à la réalisation des actions envisagées;
- ✓ Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue de les rendre plus aptes à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre du processus de planification locale dans l'espace géographique de la commune.

1.3. Structure du document

Le présent document met en évidence :

- ✓ La démarche méthodologique utilisée pour élaborer le PCD dans la commune ;
- ✓ La présentation sommaire de la commune ;
- ✓ Les principaux résultats du diagnostic participatif ;
- ✓ La planification stratégique ;
- ✓ La programmation triennale 2013 – 2015 ;
- ✓ Le plan d'investissement annuel pour l'année 2012 ;
- ✓ Les mécanismes de suivi-évaluation du PCD ;
- ✓ Le plan de communication sur la mise en œuvre du PCD dans la commune ;

2. METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la Commune de DIBAMBA s'est réalisé en cinq phases essentielles :

- la préparation de l'ensemble du processus,
- la collecte des informations et le traitement,
- la consolidation des données des diagnostics et cartographie,
- l'atelier de planification et de programmation,
- la mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif,
- la rédaction du document final.

2.1. Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus avait pour but d'amener toutes les parties prenantes bénéficiaires à comprendre l'importance du processus et à y adhérer de manière à assurer son succès. Elle a consisté en plusieurs activités.

2.1.1 Mise en place du Comité de Pilotage

La première activité essentielle a été la mise en place et l'opérationnalisation du Comité de pilotage. Ses membres ont été choisis en fonction de leurs qualités spécifiques et du rôle qu'ils auront à jouer au sein de cette entité. Le Comité a pour missions d'appuyer le processus de planification communale. De ce fait, il était chargé de définir les orientations et la stratégie d'élaboration du PCD, de veiller au bon déroulement du processus de planification et de s'assurer de la participation effective des populations à tous les stades du processus.

2.1.2 Prise de contact

La prise de contact avec l'exécutif municipal s'est tenue le 05 juillet 2011. Elle a donné lieu à la présentation l'équipe complète de l'OAL CADIC. La vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre a été faite. Le cahier de charge de l'OAL CADIC, la méthodologie et le projet de chronogramme détaillé ont été présentés et discutés avec les membres de l'exécutif communal. Ils ont ensuite été sensibilisés à l'identification des sources de financement potentielles à présenter lors de l'atelier de planification.

2.1.3 Information et sensibilisation des autorités traditionnelles et administratives

L'information et la sensibilisation des autorités administratives et traditionnelles locales s'est faite à travers une réunion de prise de contact avec le Préfet du Département de la Sanaga Maritime, ponctuée par la présentation du contrat e du cahier de charges. La prise de contact avec les conseillers municipaux, les sectoriels et les chefs traditionnels s'est faite à travers l'atelier de lancement du processus. Au cours de cet atelier, l'OAL CADIC a présenté

la méthodologie d'intervention et le programme de travail arrêté avec l'Exécutif municipal. Les conseillers municipaux et les chefs traditionnels ont été sensibilisés à assurer la réception des équipes de planificateurs dans les villages et surtout la mobilisation de la population pour les trois (03) jours de diagnostic dans chaque village.

2.1.4 Préparation pédagogique

La préparation pédagogique a consisté en la restitution de la formation reçue du PNDP à l'ensemble des facilitateurs et des membres du Comité de pilotage. Elle s'est tenue du 05 au 06 juillet 2011 dans la salle de réunion de la Mairie de DIBAMBA. Par ailleurs, les facilitateurs endogènes, identifiés dans les villages de la Commune avec l'appui des Chefs traditionnels ont également bénéficié de cette restitution.

2.2. Collecte des informations et traitement

La collecte des données proprement dite a commencé après l'atelier de lancement du processus qui s'est tenue le 12 juillet 2011 dans la salle des fêtes de la commune de DIBAMBA. Cette collecte des données s'est déroulée à travers la réalisation de trois types de diagnostics : le diagnostic institutionnel communal (DIC), le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et le diagnostic participatif niveau village (DPNV).

Au niveau de l'Institution communale et de l'espace urbain

La réalisation du DIC a compris une phase de collecte des données et une phase de restitution. La collecte des données s'est déroulée du 13 au 16 juillet 2011. Elle a ciblé les conseillers municipaux, les membres de l'Exécutif communal, le personnel communal. Les entretiens portaient sur les ressources humaines, les ressources financières, le patrimoine et les relations de la Commune. L'analyse a mis en évidence les forces et les faiblesses de la Commune dans ces différents domaines. La restitution/validation, organisée le 30 Août 2011, a donné lieu à l'enrichissement et la validation des résultats du diagnostic. Elle s'est achevée par l'identification des axes de renforcement de l'Institution, ce qui a été adossé à un plan de renforcement.

La collecte des données du DEUC s'est déroulée du 13 au 16 juillet 2011 suivie d'une restitution et validation. Elle s'est faite à l'aide d'une fiche d'enquête socio économique et environnementale. Les principales cibles de l'activité étaient les corps de métiers, les agents techniques communaux, les sectoriels et les personnes appartenant à des catégories sociales vulnérables. L'analyse prenait en compte la description des principales activités économiques, les atouts, opportunités et contraintes de la ville et des parties prenantes. Pour chaque corps de métier et les catégories de personnes vulnérables, les problèmes, contraintes, attentes et opportunités ont été identifiées. Les données du DEUC ont été restituées aux différents acteurs au cours d'un atelier participatif, suivi de l'analyse des

problèmes et de l'identification des solutions. La restitution/validation des données collectées s'est effectuée le 30 Août 2011.

Au niveau des villages

Le DPNV s'est effectué du 20 septembre 2012 au 19 octobre 2011 dans les 15 villages de l'espace communal par 02 équipes de 03 planificateurs, appuyés par 01 facilitateur endogène, à raison de trois jours par village.

Identification des problèmes et potentialités par secteur

Cette identification s'est faite au cours du diagnostic en s'appuyant sur une démarche d'animation participative, qui consiste à accompagner et faciliter les réflexions des populations à travers les questionnements, les travaux en groupes socio-professionnels, les restitutions en plénière et les synthèses et validations.

Durant le diagnostic participatif dans chaque village, les activités suivantes ont été déroulées :

- L'introduction de l'activité
- L'identification des problèmes et potentialités dans les 28 secteurs de développement à travers les outils d'identification tels que la carte villageoise, les interviews, le SEPO etc.

Analyse des problèmes par secteur et recherche des solutions

L'analyse des différents problèmes par secteur et la recherche des solutions a été faite à travers l'utilisation des outils d'analyse adaptés tels que l'arbre à problème, les tableaux d'analyse qui ont permis d'analyser les causes et les effets. Les tableaux de recherche des solutions endogènes ont permis de trouver des solutions sur lesquelles les populations peuvent agir et le diagramme de VENN a permis de connaître les acteurs qui interagissent avec le village.

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Après les DPNV et l'exploitation des données collectées auprès des sectoriels, les problèmes de tous les villages de la Commune ont été regroupés par secteur. Dans un premier temps, les problèmes communs pour tous les villages ont été regroupés. Puis, tous les problèmes nouveaux apparaissant dans un seul village ont été recensés pour chaque secteur. Les données relatives à la gestion des ressources naturelles collectées au sein des villages ont par la suite été consolidées. Les données obtenues du DEUC y ont également été intégrées. En effet, les problèmes des différents corps de métier et couches vulnérables ont au préalable été regroupés par secteur. Puis, les problèmes de l'espace urbain et ceux des villages ont été consolidés par secteur. La consolidation des données du DIC a consisté à faire une synthèse des forces et faiblesses de la Commune dans les différents domaines

(ressources humaines, financière, gestion du patrimoine communal, et des relations) et à recenser des axes de renforcement des capacités de la Commune.

Les résultats des deux diagnostics ainsi consolidés ont été utilisés pour l'atelier de planification, mobilisation des ressources et de programmation. Mais auparavant, une étape importante a été l'élaboration des documents synthèses des diagnostics par secteur (incluant la présentation de l'existant, les contraintes et potentialités, l'analyse du problème sectoriel, les besoins, les idées de projets et les cadres logiques). Ils ont été amendés par l'Exécutif Communal, les conseillers municipaux et les sectoriels du département de la Sanaga Maritime.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

2.4.1. Préparation et tenue de l'atelier de planification

La préparation de l'atelier de planification a été faite par le Maire de la Commune et l'OAL CADIC. Les TDR de l'activité ont été élaborés. Les personnes ressources et acteurs clés ont été identifiés et les invitations transmises. La préparation pédagogique et technique a été réalisée au niveau de l'OAL et les différents discours rédigés.

L'atelier s'est tenu en deux phases : les 12 et 13 janvier puis du 20 au 21 janvier 2011 dans la salle des fêtes de la Commune de DIBAMBA. Il a connu trois (03) principales articulations : la restitution des données consolidées des diagnostics, le recensement des ressources mobilisables à court et à moyen terme, la planification et la programmation des actions de développement.

2.4.2. Restitution des données consolidées du diagnostic

A la suite de la restitution des données consolidées, les sectoriels et les Conseillers municipaux ont parcouru les cadres logiques par secteur. Les observations faites par les participants ont ainsi permis de bien circonscrire pour chaque secteur, les problèmes, les besoins exprimés, les objectifs, les activités à entreprendre, les solutions et les indicateurs de résultat.

2.4.3. Mobilisation des ressources

Un tableau des ressources de la Commune a été élaboré à travers les différentes sources de financement. Le montant global du plan de campagne de l'exécutif municipal a été estimé, ainsi que les ressources attendues du BIP (Budget d'investissement public), du FEICOM, de l'allocation PNDP. C'est sur la base de la somme estimative totale disponible pour la première année de mise œuvre du PCD que PIA 2012 a été réalisé.

2.4.4. Planification

La planification s'est tenue durant le deuxième jour de l'atelier. Elle a principalement consisté en l'élaboration du PIA (Plan d'investissement annuel). Elle a largement été facilitée par l'estimation préalable des ressources mobilisables identifiées. Pour chaque projet identifié, il fallait amener les participants à indiquer le lieu d'implantation, l'indicateur de résultat, la période de réalisation et le coût estimatif.

2.4.5. Programmation

La programmation s'est effectuée tout au long de la troisième journée de l'atelier. Elle a consisté en l'élaboration du CDMT (Cadre des Dépenses à Moyen Terme étalé sur la période allant de 2013 à 2015), sur la base des ressources mobilisables par la Commune. Ces ressources mobilisables ont été mises en évidence à partir de toutes les ressources potentiellement disponibles en 2012 et de l'estimation des plans de campagne de la Commune au cours des trois dernières années. Les idées de projet identifiées dans les cadres logiques ont été tour à tour revisitées et priorisées par les participants. Pour chaque projet choisi, des indicateurs de résultats, des responsables, une période de réalisation (étalée sur au plus trois ans), le coût estimatif et les sources de financement étaient précisés.

Une fois le CDMT élaboré, l'assistance a été accompagnée par les Délégués départementaux du MINAS et du MINEPDED à l'élaboration du plan opérationnel en faveur des populations vulnérables et du cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT. Ce cadre de gestion socio environnementale a été conçu sur la base des principaux impacts de chaque type de projet et des mesures de mitigation afférentes. Un Plan de passation des marchés a également été élaboré, de manière à faciliter le début de la mise en œuvre du PCD par l'Exécutif communal.

2.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

En vue du suivi de l'exécution des actions de développement retenues dans le cadre du Plan Communal de Développement de DIBAMBA, un Comité de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place au terme de l'atelier de planification. Il a pour mission de :

- Veiller à la réalisation des activités contenues dans le PCD ;
- Présenter l'état de mise en œuvre du PCD au cours des sessions du Conseil municipal.

Il est constitué d'un (01) président, d'un (01) rapporteur et de quatre (04) membres.

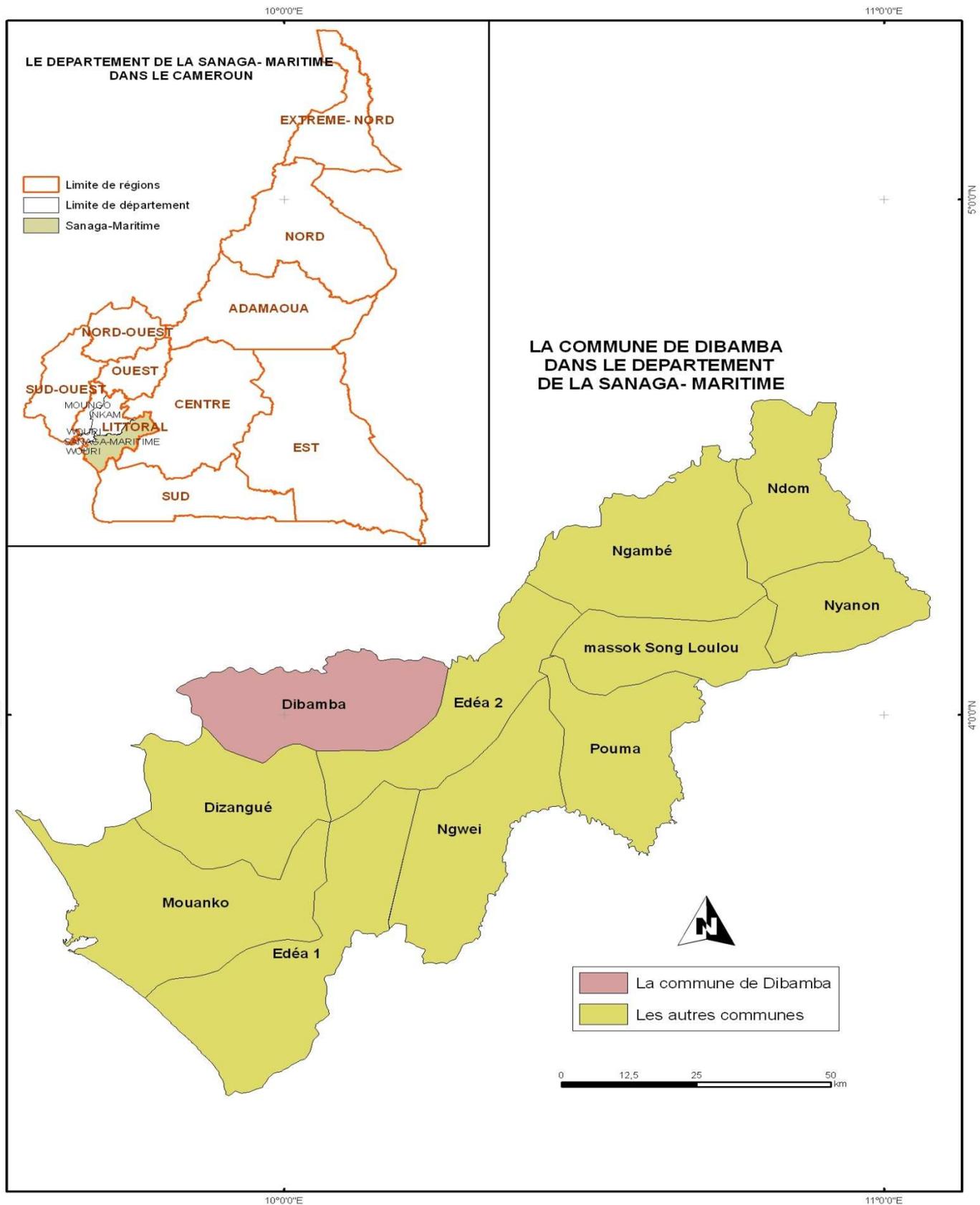
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1. Localisation de la Commune

La Commune de la DIBAMBA se trouve dans la Région du Littoral. Elle est l'une des neuf (09) Communes que compte le Département de la Sanaga Maritime. Elle a été créée le 24 Avril 2007 par décret présidentiel n°2007/117. La Commune de la DIBAMBA, située dans la Nord-ouest du Département de la Sanaga Maritime se trouve à 15 km d'Edéa, Chef lieu du Département de la Sanaga Maritime, à 30 km de Douala, Chef lieu de la Région du Littoral et à 215 km de Yaoundé capitale du Cameroun. La Commune de la DIBAMBA a une superficie de 1600 km² et est traversée la Route Nationale N°3 (RN3) reliant la Capitale du Cameroun au chef-lieu de la Région du Littoral sur environ 30km. Elle est limitée :

- Au Nord par les Communes de Yabassi et Yingui ;
- Au Sud les Communes de Dizangué et Edéa II^{ème} ;
- A l'est par la commune d'Edéa II^{ème} ;
- A l'Ouest par la Commune de Douala III^{ème}.

Carte 1 : Localisation de la Commune de DIBAMBA



3.2. Milieu Biophysique

3.2.1. Le climat

Le climat de cette commune est de type tropical humide constitué de 2 grandes saisons bien distinctes à savoir une saison sèche qui dure entre 4 et 5 mois (novembre à février) et une saison des pluies qui dure généralement de mars à octobre. Les températures moyennes mensuelles varient entre 24 et 28°C.

3.2.2. Le relief et les sols

La commune se trouve dans la plaine du fleuve dont elle porte le nom et présente un relief assez vallonné fait de collines à plateau de pentes (versants des collines) assez faibles.

Aucun document consulté ne nous a donné les principales formes pédologiques de la commune de DIBAMBA. Cependant, l'observation à l'œil nu montre qu'ils ont en majorité une texture argilo-sableuse sur les thalwegs et sablo-argileuse dans les vallées. Ce sont généralement des sols ferrallitiques de couleur à tendance jaunâtre. Ces sols sont assez riches en concrétions latéritiques à faible profondeur ; ce qui justifie les nombreuses carrières de latérites qu'exploitent des sociétés de travaux publics (RAZEL, KECTH, NEO TP etc.).

3.2.3. L'hydrographie

La commune DIBAMBA est arrosée par le fleuve du même nom et l'EBO. A côté de ceux-ci, on note la présence de plusieurs rivières et ruisseaux qui arrose les villages de la Commune (Ngombé, Welmakoulou, Ybong, Manyo-Manyo, Bibalé, Missolé, Manaté, Mayané, ossa, Mitotom etc...) regorgeant de ressources halieutiques diversifiées

3.2.4. La Flore

La végétation est majoritairement constituée des forêts primaires et secondaires avec de grandes clairières arbustives à graminées. Dans ces forêts, les essences exploitables sont l'iroko, le bubinga, le bilinga etc. Les jachères existantes dans la localité sont colonisées principalement par les graminées, *Musanga cercropiodes* (parassolier), *Eupatorium* sp et *Chromolaena odorata*.

3.2.5. La Faune

La faune est très diversifiée et constituée essentiellement des singes, chimpanzés, antilopes, biches reptiles, crocodiles, porcs épics, pangolins, chats tigres, rats, éperviers, calaos, toucans etc. Quelques espèces protégées telles que le gorille, la tortue etc. existent aussi.

La faune aquatique est constituée principalement des espèces ci-après : Silure, tilapia sauvage, poisson chat, poisson vipère. Ces espèces sont pêchées dans les affluents du fleuve DIBAMBA.

3.3. Milieu humain et principales activités économiques

3.3.1. Milieu humain

La Commune de la DIBAMBA couvre le canton Longasse et compte une population estimée à environ 14 000 habitants. Cette population est disséminée dans 15 villages. Les ethnies autochtones sont les Bassa des familles (Batchegui, Log Balag, Dog Nyang, Dog Kouma, Dog Yap, Log Momb, Dog Bayeg, Dog Ngahnkeng, Dog Som et Dog Koupsi). D'autres populations qui viennent de toutes les ethnies du Cameroun de même que de nombreux expatriés originaires d'Afrique centrale ou de l'Ouest (maliens, Nigériens, Tchadiens ...) sont installées dans la Commune.

Plusieurs groupes religieux existent dans la Commune de DIBAMBA. On y trouve ainsi les Chrétiens (les catholiques, les presbytériens, les évangéliques etc.), les témoins de Jéhovah, les pentecôtistes, les musulmans. Certains de ces groupes comme l'EEC et l'église catholique ont des paroisses bien construites alors que certains groupes officient dans les domiciles privés.

3.3.2. Principales activités économiques

Les principales activités économiques menées par les populations de la commune de DIBAMBA sont : l'agriculture, la pêche, le commerce, l'exploitation artisanale des produits de carrières (sable, latérites, argile, gravier, pierres) etc.

L'agriculture

La culture pérenne dominante pratiquée est le palmier à huile. En dehors de cette spéculation, c'est une agriculture de subsistance et les produits sont destinés à la consommation familiale. Le surplus des productions est vendu sur les marchés des villes voisines que sont Douala et Edéa.

Les cultures vivrières, essentiellement pratiquées par les femmes sont : le manioc, le macabo, le taro, le plantain, la banane douce, l'igname, le maïs, l'arachide etc. Le mode de culture est l'agriculture itinérante sur brûlis et la jachère.

Certaines productions agricoles sont transformées sur place. C'est le cas de l'huile de palme qui est produite à travers de nombreuses huileries artisanales et du manioc qui est transformé en, en « miondo », en cossettes, en farine de manioc et « mintoumba ».

Le secteur agricole est encadré par quelques programmes et projets du Ministère de l'Agriculture notamment : le Programme de Vulgarisation et de Recherches Agricole (PNVRA), le Programme National de Développement des Racines et Tubercules (PNDRT), le Programme d'Amélioration de la compétitivité Agricole (PACA).

La pêche

La pêche constitue l'une des activités lucratives pour les populations des villages riverains du fleuve DIBAMBA qui traverse et arrose la commune. Il s'agit d'une pêche artisanale. Les techniques de pêche utilisées comprennent le filet, les nasses, les lignes et les produits chimiques (néfaste pour l'environnement et la santé humaine). Cette activité connaît un ralentissement pendant la saison de pluies qui va du mois de septembre au mois d'octobre, puis connaît des périodes d'intenses activités au courant des mois de Février à Avril et de Novembre à Décembre. Les espèces de poissons les plus pêchées sont entre autres le Tilapia du Nil (*Oréochromis niloticus*), les silures (*Clarias gariepinus*), le poisson serpent (*Chana chana*).

La chasse

La Commune DIBAMBA regorge d'une faune diversifiée et abondante. Cette faune joue un rôle crucial dans l'économie locale et la fourniture en protéines animales des populations. Cette activité est l'apanage des hommes et des jeunes garçons.

Les principales techniques cynégétiques utilisées le piège à câble, la chasse à l'arme. Le braconnage est assez important dans la réserve de NGOMBE. Les principaux clients de ces derniers sont les vendeuses de denrées alimentaires et les automobilistes de la Route National N°3 (RN3) qui traverse la Commune.

Le petit commerce

La position géographique la Commune de la DIBAMBA (entre deux grandes métropoles que sont Douala et Edéa) favorise les échanges commerciaux.

Certains villages de la Commune situés en bordure de la RN3 disposent de marchés très fréquentés (MISSOLE 2). Les villages situés le long du chemin de fer ont vu leurs activités économiques réduites à cause de l'irrégularité des trains. La ville de LOGBADJECK ne dispose pas de marché pour la commercialisation des produits vivriers. Toutefois dans la ville communale et la majorité des villages, on trouve des échoppes pour la vente des produits de première nécessité et des débits de boisson.

L'exploitation des ressources minières

La Commune de la DIBAMBA est assez riche en ressources minières tels que : le sable, la latérite, le gravier, les pierres et l'argile. Les différentes ressources minières sont exploitées par des sociétés d'exploitation et par les différents acteurs de la communauté à diverses fins. Le sable, est exploité par les populations à des fins de construction et est vendu sur place. Plusieurs carrières d'exploitation des pierres et de la latérite existent dans la

commune et sont l'apanage des grandes sociétés comme RAZEL, KETCH, SCPG et Néo TP pour ne citer que celles-ci.

3.4. Principales infrastructures de la Commune

Tableau 1 : Principales infrastructures de la Commune

SECTEURS	TYPE D'INFRASTRUCTURE	NOMBRE	LOCALISATION
Education de base	Ecoles primaires publiques	10	Kopongo, Somakek, Logbadjeck, Missole I, Missolé II, Kendeck, Pitti-gare, Loungahe, Sikoum,
	Ecoles maternelles	05	Kopongo, Logbadjeck, Pitti-gare, Bessombe, Missolé II
	Ecoles primaires Privés	01	Missolé II
Énergie et eau	Puits	25	Nkom, Pout-Njouma, Logbadjeck gare, Logbadjeck centre, Bonépoupa, Kopongo, Bienkok, Somakek, Bessombe, Missole I, Missole II, Nkondjock, Loungahe, Sikoum
	Forages	11	Nkom, Logbadjeck gare, Logbadjeck centre, Kopongo, Pitti-gare, Bessombe, Missole I, Missole II, Sikoum
	Captage	01	Logbadjeck centre
	Source aménagée	01	Logbadjeck-gare
	Réseau haute tension	02	Commune
	Réseau basse tension	02	Kopongo ; Nkom ; Bienkok ; Somakek ; Pout-Njouma ; Logbadjeck.
Culture	Foyers communautaires	03	Kopongo- Bienkok- Bessombe
	Salle des fêtes	01	Logbadjeck
Santé	CSI	02	Logbadjeck; Somakek (non fonctionnel)
	Centre de santé privé	01	Missolé I
Enseignement secondaire	Collège d'Enseignement Secondaire	01	Missolé II
	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial	01	Kopongo
	Lycée d'Enseignement Général	01	Logbadjeck
Jeunesse	Foyer des jeunes	01	Logbadjeck
Travaux publics	ponts (sur la DIBAMBA)	02	Bonépoupa, Missolé I
	ponceaux	08	Pout-njouma, Nkom, Somakek Bessombé, Bienkok
	Route bitumée	03	Edéa-Missole I ; Edéa- Kopongo - Logbadjeck-Bonépoupa ; Sikoum-Logbadjeck.
	Routes en terre	04	Pout njouma-Somakek-Bienkok-Nkom-Kopongo-Logbadjeck ; Sikoum-Loungahe-Pittigare-Kendeck-Missolé I; Nkondjock-Kendeck Somakek-Maboudou
Télécommunications	Antenne relais	02	Sikoum

3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

De manière générale, la commune de DIBAMBA présente de par sa situation géographique et ses ressources naturelles beaucoup de potentialités. Celles-ci sont essentiellement liées à la proximité des villes de Douala et Edéa avec les industries qui s'y trouvent, au fleuve Dibamba.

Tableau 2: Atouts et potentialités de la Commune de DIBAMBA par secteur

SECTEUR	ATOUPS/POTENTIALITES
AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des structures d'encadrement des producteurs • Proximité de deux grandes villes • Espaces propices à l'agriculture disponibles
ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un CZV • Climat favorable • Proximité de deux grandes villes • Espaces disponibles • Existence de nombreux cours d'eau permanent et de la Sanaga
SANTE PUBLIQUE	02 centres de santé intégré (CSI), 01 centre de santé privé <ul style="list-style-type: none"> • Existence du COSA Proximité de deux grandes villes
TRAVAUX PUBLICS	Existence de plusieurs sociétés privées Environ 20km de route bitumée et environs km de routes enterre plus ou moins praticable en toute saison Existence de carrières de sable, de pierres et de latérite
EDUCATION DE BASE	10 écoles primaires publiques, 05 écoles maternelles, 01 école primaire privée <ul style="list-style-type: none"> • Existence de l'inspection d'arrondissement
CULTURE	03 foyers communautaires, 01 salle de fête Proximité de deux grandes villes
PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	<ul style="list-style-type: none"> • Proximité de deux grandes villes Niveau scolaire des femmes acceptable
AFFAIRES SOCIALES	
HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	<ul style="list-style-type: none"> • Accès plus ou moins facile dans tous les villages et dans la ville communale • Terrain municipal en cours d'acquisition Proximité de deux grandes villes
ENERGIE ET EAU	25 puits, 11 forages, 01 captage, 01 source aménagée 02 lignes électriques Haute tension 06 villages électrifiés

DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	Espace disponible
ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	Faible dégradation de l'environnement
FORET ET FAUNE	Existence d'une zone forestière importante et d'une importante faune terrestre et aquatique Existence d'un poste forestier et chasse
ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Espace disponible pour la construction des bâtiments administratifs
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	Existence d'un lycée d'enseignement général à cycle complet Proximité des établissements d'enseignement supérieur de la ville de Douala
JEUNESSE	01 foyer des jeunes
SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	Espaces disponibles pour la réalisation des infrastructures sportives
TRANSPORT	Proximité des grands centres urbains
EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	Proximité des grands centres urbains Existence de plusieurs entreprises dans et à proximité de la Commune
PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	Existence de nombreuses ressources forestières
RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	proximité de la station IRAD de Dizangué
TOURISME	Proximité de deux grandes villes Existence de la zone forestière et du fleuve Dibamba
MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	Existence de carrières de sable, de pierres et de latérite
COMMERCE	Accès plus ou moins facile dans tous les villages de la Commune Proximité de deux grandes villes
POSTES ET TELECOMMUNICATION	02 antennes relais de téléphonie mobile Proximité de deux grandes villes
TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	01 Lycée à cycle complet, 01 Collège d'Enseignement Secondaire, 01 CETIC Proximité des villes de Douala et Edéa
COMMUNICATION	• Proximité de deux grandes villes Bonne couverture radio

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. Synthèse du DIC

4.1.1. Forces et faiblesses de l'institution communale

ASPECTS	FORCES	FAIBLESSES
Gestion des Ressources Humaines	<ul style="list-style-type: none"> • Les conseillers municipaux appartiennent tous au même parti • Plus de la moitié des conseillers municipaux réside dans la Commune • Tenue régulière des sessions du conseil • Existence d'un certain nombre de compétence au sein du conseil • Niveau élevé de formation de l'exécutif communal • Disponibilité du Maire et du 2^e adjoint • Tâches bien réparties • Exécution régulière des résolutions du CM • niveau de formation élevé de certains personnels 	<ul style="list-style-type: none"> • les conseillers municipaux ne maîtrisent pas toujours leur rôle • les conseillers municipaux ne rendent pas toujours compte aux populations • les conseillers municipaux ne participent pas à l'élaboration du budget • le Conseil Municipal ne suit pas l'exécution du budget et des projets • Manque de communication entre l'exécutif et le CM • Maire et 1^{er} adjoint non résidants • Faible implication du 1^{er} Adjoint au maire dans les activités de la commune • Insuffisance des réunions • Faible tenue des archives • Pas de politique de gestion du personnel • Absence de plan de renforcement des capacités • Tout le personnel permanent est non résidant Personnels détachés travaillant pour plusieurs structures • Faible qualification du personnel temporaire • Absence de contrat pour le personnel temporaire • Faible motivation • Absence de plan de carrière • Non maîtrise des cahiers de charges des postes de travail • Non versement des contributions et cotisations à la CNPS • irrégularité du personnel au travail • personnel sous utilisé

Gestion Ressources Financières	des <ul style="list-style-type: none"> • Budget adopté à temps • Compte administratif validé par la tutelle • Taux d'exécution élevé • Existence d'un grand potentiel financier 	<ul style="list-style-type: none"> • Faibles taux de recouvrement des Taxes Communales Directes • Fichier des contribuables pas mis à jour • Bureau de la recette communale basé à Edéa • Absence de politique de recouvrement • Agents de recouvrement non formés • Absence de traçabilité des recettes • Difficulté de recouvrement des taxes d'extraction auprès des grandes entreprises • Receveur municipal en charge de plusieurs communes et non résidant
Gestion Patrimoine	du <ul style="list-style-type: none"> • Existence de valeurs mobilières à la SOCAPALM • Taux d'exécution des investissements élevé 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du matériel roulant • Insuffisance des équipements • Valeur d'acquisition et actuelle du patrimoine non connue • Inexistence d'un véritable hôtel de ville • Absence de résidence du Maire • Absence d'un système précis de gestion (traçabilité des recettes) • Comptable matières non résidant
Gestion des Relations	<ul style="list-style-type: none"> • Bonnes relations avec les chefferies • Bonne relations avec le FEICOM 	<ul style="list-style-type: none"> • Relations froides avec les services administratifs • Mauvaises relations avec certaines communes limitrophes (Edéa I et II) • Relations très faibles avec les associations

4.1.2. Les axes de Renforcement de la Commune

Au regard des contraintes et des opportunités sus évoquées, le développement de la Commune de la DIBAMBA passera par le développement des axes stratégiques ci-après :

Renforcement des ressources humaines

- Formation des Conseillers Municipaux à la maîtrise de leur rôle ;
- Formation de l'Exécutif Communal sur leurs attributions, l'élaboration des budgets (planification) et sur la gestion (financières et des ressources humaines) ;
- Adoption d'un plan de renforcement des capacités des employés (formation à l'utilisation de l'outil informatique, en comptabilité) ;
- Réorganisation des services et adoption d'un organigramme en harmonie avec l'Arrêté N°00136/A/MINATD/DCTD du 24 août 2009 rendant exécutoire les tableaux types des emplois communaux ;
- Adoption d'un règlement intérieur pour les employés ;
- Affiliation des employés à la CNPS ;
- Etablissement des contrats de travail des employés ;
- Election d'un délégué du personnel ;
- Tenue mensuelle des réunions du personnel ;
- Amélioration de la présence du maire titulaire au bureau ;
- Paiement régulier des salaires et des arriérés aux employés ;
- Verser au personnel les primes et avantages dues comme indiqués dans le budget ;

Renforcement des ressources financières

- Actualiser le fichier des contribuables ;
- Prévoir les taxes communales directes sur l'exploitation des produits de la forêt ;
- Définir de nouvelles taxes (sur l'exploitation des PFNL, des carrières, le cubage du bois etc.) ;
- Adoption d'une grille et paiement régulier des salaires du personnel
- Redéfinir le système de recouvrement des taxes pour une meilleure traçabilité ;
- Elaborer de budgets réalistes ;
- Rechercher et attirer les potentiels commerçants et investisseurs à LOGBADJECK ;
- Poursuivre les négociations avec les sociétés privées pour le reversement direct des impôts dus à la mairie ;
- Améliorer le processus de préparation et de vote du budget ;
- Améliorer la traçabilité des recettes issues du patrimoine communal ;
- Publier les différents comptes (compte administratif et compte de gestion) ;
- Améliorer la tenue des comptes ;

- Vendre les timbres communaux ;
- Mettre à contribution et responsabiliser l'agent financier ;
- Explorer d'autres sources de financement ;
- S'imprégner de la notion de budget participatif et des pratiques de bonne gouvernance.

Renforcement du patrimoine communal

- Convoquer une session du Conseil municipal pour la délimitation de l'espace urbain ;
- Finaliser la procédure de sécurisation du terrain communal ;
- Mettre à jour le fichier du patrimoine communal ;
- Construction d'un hôtel de ville ;
- Acquérir le matériel de bureau ;
- Création d'une forêt communale ;
- Création d'une réserve foncière communale ;
- Acheter le matériel roulant (un véhicule pick-up, un camion benne une motocyclette) ;
- Adopter un manuel des procédures de gestion des éléments du patrimoine ;
- Décider du mode de gestion (concession ou régie) de certains éléments du patrimoine ;
- Vendre le camion en panne ;
- Créer une voirie communale ;
- Acheter et mettre à disposition le matériel informatique (un ordinateur et une imprimante) pour chaque service ;
- Acquérir des équipements de bureau ;
- Adopter une politique de maintenance du patrimoine.

4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR 1 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible production agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'intrants agricoles et autres produits phytosanitaires • Outillage rudimentaire • Encadrement technique insuffisant • Insuffisance de moyens financiers • Faible capacité organisationnelle des paysans • Infertilité des sols • Récurrence des maladies des plantes • Pratique de l'agriculture itinérante sur brûlis et jachère • insuffisance de postes agricoles • Présence d'animaux ravageurs • Cout élevé des intrants • Changements climatiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu • Baisse des récoltes • Abandon des cultures • Agriculture de subsistance • Exode rural • Insuffisance alimentaire • Découragement 	<ul style="list-style-type: none"> - Dotation en intrants agricoles - Amélioration de l'outillage - Encadrement technique et formation - Création d'une banque agricole - Création de postes agricoles - Restructuration et création des GIC 	Tous les villages

SECTEUR 2: ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible encadrement des éleveurs et des pêcheurs	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'encadrement technique • Manque d'alevins • Difficulté d'alimentation des bêtes (bovins, caprins) • Divagation des animaux domestiques • Habitudes culturelles • Absence du personnel d'encadrement • Faible intérêt pour l'activité d'élevage • Rareté et coût élevé des sujets améliorés 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu • Insécurité alimentaire • Insalubrité du village • Développement des épidémies • Conflits • Découragement • Les maladies (chiques, pestes etc.) • L'exode rural • Vol des animaux • Destruction de plusieurs espèces aquatiques • intoxication 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation en technique de production d'alevins et en élevage intensif - Financement des activités - Création des GIC - Dotation en sujets améliorés - Construction d'enclos collectif - Affectation de personnels qualifiés 	Tous les villages

	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de matériel adéquat • Baisse de la richesse faunique aquacole • Manque d'organisation des populations • Pollution des cours d'eau par les produits de pêche chimique • Manque d'encadrement technique 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible revenu • Découragement • Destruction de plusieurs espèces aquatiques • intoxication 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des GIC - Création des étangs piscicoles - Dotation en matériel de pêche - IEC sur les méthodes de pêche durable - Affectation de personnels qualifiés 	Missole I Bonépoupa
--	--	---	---	----------------------------

SECTEUR 3: SANTE PUBLIQUE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de Centre de Santé • Faible accès aux médicaments • Manque de moyens financiers • Eloignement des centres de santé • Non fonctionnalité du CSI de SOMAKEK 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la mortalité maternelle et infantile • Cherté des soins • Automédication • Complication • Recours aux charlatans • Récurrences des maladies • Décès 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de nouvelles structures sanitaires - Dotation en équipements (Lits, réfrigérateur etc.) - Multiplication des campagnes de sensibilisation et de vaccination - Distribution gratuite de moustiquaires imprégnées aux femmes enceintes - Construction et équipement du CSI de SOMAKEK 	Tous les villages
	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel soignant qualifié • Equipement insuffisant dans les structures sanitaires • Insuffisance de moyens financiers • Enclavement de la zone entraînant le refus de certain personnel médical • Absence d'ambulance • Absence d'agent de santé communautaire • Manque de conscience professionnelle du personnel de santé • Cout élevé des soins de santé • Insuffisance des infrastructures sanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvais suivi prénatal • Augmentation de la mortalité maternelle et infantile • Cherté des soins • Automédication • Complication • Recours aux charlatans • Récurrences des maladies • Décès 	<ul style="list-style-type: none"> - Fourniture en médicaments - Affectation du personnel soignant - Dotation en équipements (Lits, réfrigérateur etc.) - Multiplication des campagnes de sensibilisation et de vaccination - Distribution gratuite de moustiquaires imprégnées aux femmes enceintes - Formation des jeunes de la commune en soins infirmier 	LOGBADJECK ville et MISSOLE I

SECTEUR 4: EDUCATION DE BASE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'écoles primaires et maternelles • Insuffisance de salles de classe • Insuffisance de tables bancs • Eloignement de certaines écoles existantes • Insuffisance du personnel enseignant qualifié • Absence de logement pour enseignant • Irrégularité de salaire des contractuels • Insuffisance du paquet minimum • Dysfonctionnement des APEE • Absentéisme des enseignants fonctionnaires • Irrégularité des salaires des contractuels • Insuffisance du matériel didactique • Insuffisance de fournitures scolaires • Absence de point d'eau dans les écoles 	<ul style="list-style-type: none"> • Analphabétisme • Délinquance juvénile • Echec scolaire répété • Sous-effectif • Exode rural • Epuisement physique des enfants • Consommation d'eau souillée • Maladies hydriques • Absentéisme de certains enseignants • Mauvaises conditions de travail des enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et construction de nouvelles écoles primaires et maternelles - Affectation du Personnel enseignant qualifié - Construction des logements pour enseignant - Dotation en matériel didactique - Construction des salles de classe - Construction des latrines - Construction des clôtures - Dotation en tables bancs - Construction de points d'eau dans les écoles 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 5: ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès aux enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du personnel enseignant qualifié • Refus de rejoindre les postes d'affectation • Faible revenus des parents • Insuffisance du matériel didactique • Faible intérêt des parents pour l'éducation des enfants • Insuffisance de spécialisations et 	<ul style="list-style-type: none"> • Médiocrité de l'enseignement • Mauvais suivi des élèves • Faible taux de réussite aux examens officiels • Délinquance juvénile • Abandon des études • Découragement des 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et construction d'autres établissements d'enseignement secondaire dans la commune - Recrutement d'enseignants qualifié - Dotation en tables bancs - Ouverture de salles informatique - Aménagement des aires de jeu - Transformation du CETIC en lycée technique - Construction de nouvelles salles de classe 	Tous les villages

	<ul style="list-style-type: none"> d'ateliers Absence de bibliothèque fonctionnelle Absence de logement pour enseignant Insuffisance d'infrastructure scolaire Insuffisance des établissements d'enseignement secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> parents et élèves Oisiveté Exode rural Alcoolisme Grossesses précoces Chômage 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de points d'eau dans les établissements - Construction de blocs administratifs - Construction des ateliers de pratique au CETIC - Transformation du CES de Missolé II et Lycée 	
--	---	--	--	--

SECTEUR 6: TRAVAUX PUBLICS

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès aux villages de la commune	<ul style="list-style-type: none"> Mauvais état des routes Absence d'ouvrage d'art de franchissement Entretien insuffisant des voies d'accès Erosion Enclavement 	<ul style="list-style-type: none"> Accidents de circulation fréquents Rareté des véhicules Coût élevé du transport et des produits de première nécessité Ecoulement difficile des produits et marchandises Pratique de la marche à pied Immobilité des populations Surcharge des passagers et bagages 	<ul style="list-style-type: none"> - Reprofilage des tronçons Pout-njouma-Somakek-Bienkok-Nkoum-Kopongo-Logbadjeck (18 Km) - Aménagement des routes Sikoum-Loungahe (09 Km), Pitti gare-Kendeck-Nkondjock (15 Km), Kendeck-Missolé I (05 Km) Sikoum-Dizangué (07 Km), et Somakek-Maboudou (5 Km) - Construction d'ouvrage de franchissements (ponceaux, buses, etc.) - Réhabilitation des pistes rurales - Pose de dos d'âne près des écoles, des marchés et à l'entrée des agglomérations de forte densité démographique 	Tous les villages sauf : Kopongo, Logbajeck, Sikoum, Missolé I, Missolé II, Bessombe et Bonépoupa

SECTEUR 7: JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> • Faible encadrement des jeunes • Faible capacité organisationnelle des jeunes • Insuffisance d'appui des jeunes • Absence des structures d'encadrement • Faible capacité entrepreneuriale et managériale des jeunes • Absence de formateurs • Non fonctionnalité du foyer des jeunes de Logbadjeck • Absence de foyer dans les villages • Sous information des jeunes • Manque d'emploi • Insuffisance de moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> • Désœuvrement et oisiveté • Déperdition scolaire • Délinquance juvénile • Dépravation des mœurs • Propagation du VIH/SIDA • Dépendance à la cellule familiale • Vandalisme • Taux élevé du chômage des jeunes • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Affectation de personnels qualifiés au centre de jeunesse - Encadrement des jeunes - Financement des projets des jeunes - Sensibilisation des jeunes sur le Conseil National de la Jeunesse du Cameroun - Sensibilisation des jeunes à la création des associations et des COOP/GIC - Formation des jeunes à la création des activités génératrices de revenus 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 8: ENERGIE ET EAU

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> • Couverture partielle de la Commune par le réseau AES-SONEL (Kopongo-Nkom-Bienkok-Pout Njouma, Somakek et Logbadjeck) • Coût élevé des frais de branchements • Coupures intempestives • Non entretien des équipements du réseau présent • insuffisance de moyens financiers • Absence d'entente entre les populations 	<ul style="list-style-type: none"> • Ralentissement de l'activité économique • Détérioration des denrées alimentaires • Faible revenus des ménages • Absence d'équipement électrique et électroménager • Sous information • Insécurité (vol ; incendie) • Développement des maladies de la vue • Exode rural • Vie en autarcie 	<ul style="list-style-type: none"> - Instauration de la politique des branchements sociaux - Extension du réseau AES-SONEL dans l'ensemble de la commune - Formation à l'utilisation des énergies renouvelables - Création ou relance des comités de développement 	Ville communale et tous les villages
Difficulté d'accès à l'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de points d'eau potables • Absence d'entretien des points d'eau existants • Tarissement des sources • Non réfection de multiples points d'eau défectueux • Mauvais fonctionnement des comités de gestion des points d'eau (CGPE) • Eloignement des points d'eau potable • Plusieurs points d'eau (14) non fonctionnels 	<ul style="list-style-type: none"> • Prolifération des maladies hydriques • Corvées d'eau (longs déplacements à la recherche d'eau) • Epuisement physique • Santé précaire • Appauvrissement • Décès • Recours à l'eau de pluie • Consommation d'eau souillée • Forte pression sur les points d'eau existants 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des forages et puits - Aménagement des sources - Réhabilitation des forages, puits et sources endommagés () - Formation aux méthodes de purification des eaux de boisson - Restructuration des comités de gestion des points d'eau 	Ville communale et tous les villages
Difficulté d'approvisionnement en produits pétroliers	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de station service • Eloignement avec les centres de distributions • Absence de lieu de stockage et de conservation approprié des produits pétroliers • Mauvaise qualité des produits • Enclavement 	<ul style="list-style-type: none"> • Vente clandestine • Risque d'incendie • Perte matériel • Cout élevé des produits pétroliers • Cout élevé des frais de transports • Rareté des produits pétroliers • Détérioration des appareils et engins • Echecs scolaires 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une station service - Dotation en matériel de sécurité de premiers secours 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 9: AFFAIRES SOCIALES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible encadrement des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'un fichier des nécessiteux et indigents à la commune • Absence d'un centre d'assistance social • Insuffisance du personnel d'encadrement • Absence d'un centre d'écoute\ d'accueil • Ignorance de leurs droits par les couches vulnérables • Abandon des vieillards • Absence d'initiatives locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Troubles psychologiques • Stigmatisation des personnes du 3^e âge et des handicapés • Traumatisme • Sous scolarisation des orphelins • Mendicité • Vagabondage • Alcoolisme • Faible espérance de vie 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et construction d'un centre social - Affectation de personnels qualifiés - Elaboration d'un fichier des personnes vulnérables au niveau de la commune - Encadrement et appui aux couches vulnérables 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 10: PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible encadrement des femmes et des familles	<ul style="list-style-type: none"> • Société patriarcale • Absence de maison de la femme • Absence de structure d'encadrement de la femme et de la fille 	<ul style="list-style-type: none"> • Dislocation des foyers • Exode rural • Abandon des études • Abandon des foyers • Séquelles physiques • Prostitution • Statut matrimonial non définit • Multiplicité d'union libre • Les maladies liées au non espacement des naissances • Marginalisation de la femme et de la jeune fille • Faible capacité organisationnelle des femmes • Recrudescence du phénomène de fille-mère • Faible pouvoir économique de la femme • Ignorance des droits et devoirs de chaque membre de la famille • Vagabondage • Manque de formation de la femme aux activités génératrices de revenu. 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction de la maison de promotion de la femme et de la famille de DIBAMBA - Affectation de personnels qualifiés - Multiplication des campagnes de sensibilisation et d'information - Organisation des causeries éducatives - Appui aux projets des femmes - Formation des femmes aux AGR 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 11: ARTS ET CULTURE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible promotion des activités culturelles	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'infrastructures socioculturelles • Absence d'encadrement • insuffisance de foyers communautaires • Absence de promotion de la culture locale • Manque de volonté des personnes âgées • Désintéressement des jeunes • Conflits de génération • Modernisation • Manque de dynamisme des groupes de danses existants • absence de matériels appropriés 	<ul style="list-style-type: none"> • Aliénation culturelle • Acculturation • Inculturation • Dépravation des mœurs • Sous valorisation de la culture • Disparition progressive de la culture locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement des foyers communautaires - Création des comités de gestion pour chaque foyer - Organisations des foires artistiques et culturelles dans la commune - Campagne d'IEC sur l'importance de la culture 	Tous les villages

SECTEUR 12: PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté à promouvoir le secteur artisanal et les Activités Génératrices de Revenus (AGR)	<ul style="list-style-type: none"> • Faible esprit et capacité entrepreneuriale et managériale • Faible promotion du secteur artisanal • Faible capacité organisationnelle des acteurs • Accès limité aux micros crédits • Ignorance des populations sur les procédures et formalités de création d'entreprises • Matériels rudimentaires • Rareté des clients • Manque d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible diversification des revenus • Faible contribution à l'économie locale • Rareté des artisans • Abandon des produits locaux au profit des produits importés 	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement à la mise en place des PME - Décentralisation des services compétents - Création d'une banque des PME - Encadrement et formation des acteurs des PME - Sensibilisation des acteurs à la création des COOP/GIC - Organisation de foires artisanales 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 13: INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible exploitation des ressources minières	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité organisationnelle et structurelle des acteurs • Insuffisance de moyens financiers • Outillage rudimentaire • Insuffisance de voies d'accès 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous exploitation des ressources minières • Faible revenu des ménages • Litiges fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des sites identifiés - Sensibilisation à la création des associations - Encadrement de l'activité - Formation des riverains à l'exploitation durable des différents sites 	Tous les villages

SECTEUR 14: TOURISME ET LOISIRS

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible promotion des activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> • Sites touristiques non aménagés • Faiblesse des moyens financiers • inexistence des structures d'accueil (restauration, auberges...) • absence de guides touristiques • Enclavement • Non maîtrise de l'impact financier du tourisme • Faible esprit d'entrepreneuriat 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible attraction des touristes • Absence d'investissements et d'investisseurs • Faible pouvoir économique des populations et de la commune • Manque d'emploi • Enclavement • Faible poids des revenus du tourisme dans les recettes de l'état 	<ul style="list-style-type: none"> - Aménagement des sites touristiques existants - Construction des centres d'accueils touristiques - Recensement et reconnaissance des éventuels sites touristiques par l'Etat - Formation des guides touristiques - Promotion de l'écotourisme 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 15: CADASTRE, DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté de sécurisation foncière des espaces occupés	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de matérialisation des limites administratives • Laxisme des autorités administratives • Trafic d'influence • Absence de titres fonciers pour les propriétés privées et publiques • Vente anarchique des terres • Délimitations ancestrales • Complexité de la procédure d'obtention du titre foncier • Gestion anarchique de l'espace • Corruption 	<ul style="list-style-type: none"> • Litiges fonciers • Risque de déguerpissement sans dédommagement • Conflits fonciers entre les villages voisins • Divisions familiales 	<ul style="list-style-type: none"> - Un point focal des domaines et affaires foncières dans la commune - Allègement de la procédure d'obtention des titres fonciers - Décentralisation des services du cadastre - Bornage des terrains - établissement de la cartographie de la commune - délimitation matérielle entre les différents villages de la commune 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 16 : COMMERCE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible développement des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence de marchés • Rareté des clients • Equipements marchands non aménagés • Absence de ventes groupées • Coût élevé du transport • Difficulté de ravitaillement • Non harmonisation des prix des produits • Absence de magasin de stockage • Eloignement des marchés voisins • Difficulté d'acheminement des produits sur les marchés voisins 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à écouler les produits • Découragement et reconversion vers d'autres activités • Faible revenu • Abondance des stocks • Perte des marchandises • Pratique arbitraire des prix • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et Construction des marchés - Organisation de marchés périodiques - Organisations des ventes groupées - Construction de magasin de stockage - Organisation de foires communales - Aménagement des routes et pistes 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 17 : TRANSPORTS

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible développement des services de transport	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une gare routière • Absence d'une agence de voyage • Mauvais état des routes • Coût élevé du carburant • Non respect de la réglementation en matière des transports • Absence d'un syndicat des transporteurs • Monopole du marché par les motos taximen • Forte spéculation sur les prix de transport • Etat défectueux des véhicules utilisés par les transporteurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Surcharges • Transports mixtes (personnes et marchandises) • Accidents de circulation très fréquents • Coût élevé de transport • Usagers exposés aux intempéries • Insécurité routière • Prédominance des chauffeurs clandestins • Recours aux motos taxi 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'une gare routière - Régularisation de la tarification au kilométrage - Création d'un syndicat des transporteurs - Création d'une gare pour mototaxi - Création d'une agence communale de transport 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 18 : POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès aux TIC et aux services postaux	<ul style="list-style-type: none"> • Faible Couverture par les réseaux de téléphonie mobile (MTN, Orange) • Eloignement avec les antennes relais installées • Absence d'Antenne CAMTEL • Non maîtrise des NTIC par les populations • Absence d'un Télé centre Polyvalent Communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible ouverture sur le monde extérieur • Difficulté à communiquer avec l'extérieur • Sous information • Capacité de recherche et d'innovation limitée (internet) • Exode rural • Difficultés à faire des transferts d'argent 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement d'un Télé centre Polyvalent Communautaire - Organisation des séances d'initiations à l'outil informatique - Installation de l'antenne CAMTEL - Construction d'une agence de transfert d'argent - Amélioration de la couverture du réseau téléphonique 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 19 : ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté à garantir la paix et la Sécurité des hommes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> • Non respect de l'organigramme de la chefferie traditionnelle • Absence d'un sous chef • Absence permanente du chef • Contestation de l'autorité du chef • Lutte pour le leadership 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépravation des mœurs • Rebellions • Tribalisme • Division du village en clan • Anarchie 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le pouvoir de l'autorité traditionnelle - Mettre sur pied un mécanisme de désignation d'un sous chef - Régler les conflits de chefferies 	LOGBADJECK-GARE KOPONGO MISSOLE I
	<ul style="list-style-type: none"> • Trafic d'influence de certaines élites • Manque de soutien aux chefs par l'autorité administrative • Insuffisance de centre d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> • Incivisme des populations • Chefs vivants dans la précarité • Chefs méprisés 	<ul style="list-style-type: none"> - Restaurer la prime d'excellence - Renforcement des capacités des chefs - Organisation de rencontre régulière entre l'autorité administrative et les chefs 	Tous les villages
	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un poste de police • Absence d'un poste de gendarmerie • Insuffisance du matériel dans l'unique centre d'état civil de la commune • Absence de résidence pour le Sous-préfet 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'actes civils • Difficulté à établir la citoyenneté • Insécurité • Incivisme des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement de la sous-préfecture - Construction et équipement de la résidence du Sous-préfet - Création et construction d'un poste de police - Création et construction d'un poste de gendarmerie - Création et construction des centres d'état civil - Désignation des secrétaires d'état civil - Création et Redynamisation des comités de vigilance 	Ville communale

SECTEUR 20 : FORET ET FAUNE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible préservation des forêts et de la faune	<ul style="list-style-type: none"> • Exploitation abusive des essences forestières et fauniques • Coupe sauvage du bois à des fins lucratives • Absence de reboisement • Braconnage • Pratique de l'agriculture itinérante sur brulis • Faible action des contrôleurs des eaux et forêts • Non respect des droits des riverains par les exploitants • Insuffisance d'informations sur la gestion durable des forêts 	<ul style="list-style-type: none"> • Disparition de certaines espèces fauniques • Destruction de la biodiversité • Changement climatique • Déforestation • Bouleversement du calendrier agricole • Non versement de la redevance forestière 	<ul style="list-style-type: none"> - Création de forêts communautaires - Réglementer l'exploitation forestière dans la localité - Création des pépinières forestières (reboisement) - Création d'une forêt communale - Sensibilisation sur la loi forestière - Intensification de la lutte contre le braconnage 	Tous les villages

SECTEUR 21 : ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

PROBLEMES	Causes	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès aux techniques et méthodes de protection et préservation de l'environnement et de la nature	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'informations et de formation • Manque d'encadrement • Absence d'un service d'hygiène et assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Insalubrité • Destruction de la couche d'ozone • Manque de sensibilisation par les services compétents • Changements climatiques • Sécheresse • Pollution des cours d'eau • Baisse de la production • Absence d'un système de traitement des déchets ménagés • Feux de brousse • Agriculture itinérante sur brûlis • Usage des produits toxiques pour la pêche 	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un centre de traitement des déchets ménagers - Organisation des ateliers de sensibilisation sur la protection de l'environnement - Sensibilisation a la construction des latrines - Interdiction de la divagation des bêtes - Sensibilisation, formation sur les méthodes simples de gestion des ordures ménagères 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 22 : HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès à un habitat décent	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'un plan d'urbanisation de la commune • Insécurité foncière des espaces occupés • Equipements et infrastructures d'assainissement insuffisants • Réseau communal d'adduction d'eau inexistant • Absence de voirie municipale • insuffisance de bâtiment administratif • Absence de toilettes publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Insécurité • Développement progressif des taudis • Déguerpissements sans dédommagement • Abandon des postes de travail par la plupart des fonctionnaires affectés dans la localité • Insalubrité et pollution de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et mise en place d'un service de voirie municipale - Réalisation d'un réseau d'adduction d'eau de la commune - conception d'un plan d'urbanisation 	Ville communale
	<ul style="list-style-type: none"> • Constructions en matériaux provisoires • Insuffisance de moyens financiers • Eloignement des zones d'approvisionnement en matériaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction anarchique des habitations • Promiscuité • Accidents • Risques d'épidémies • Sinistres 	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès aux matériaux définitifs de construction - Sensibilisation à l'utilisation de matériaux locaux - Ouverture d'une usine de fabrication de briquettes - Décentralisation des services de l'Etat 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 23 : EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès à la formation professionnelle et à des emplois décents	<ul style="list-style-type: none"> • Faible capacité entrepreneuriale des chercheurs d'emploi • Absence des structures formation professionnelle • Manque de formation • Faible qualification des chercheurs d'emploi • Laxisme des élites • Coût élevé des frais de formation • Mauvaise orientation scolaire • Eloignement avec les structures d'encadrement existantes • Absence de SAR • Sous scolarisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Délinquance juvénile et sénile • Dépravation des mœurs • alcoolisme • vagabondage • Oisiveté • Exode rural • Chômage • Auto emploi • Faible revenu • Exode rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Décentralisation des services du Fond National de l'Emploi - Rendre accessible les offres d'emploi - Faciliter l'implantation des sociétés et entreprises à travers le désenclavement de la localité - Encouragement de la jeunesse à l'agriculture - Création de plantations communales - Construction des SAR/SM - Construction d'un centre professionnel d'encadrement des jeunes - Ouverture des spécialisations liées à l'agriculture, la pisciculture, l'aquaculture, l'apiculture, etc. 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 24 : TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible épanouissement du travailleur en activité ou retraité	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre insuffisant d'entreprises/organisations viables • Faible organisation et structuration de l'auto emploi • Absence d'organisation syndicale • Absence d'une banque villageoise • Absence de couverture sociale • Absence de contrat de travail • Non respect de la réglementation du travail 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance sociale • Couverture sociale inexistante à la retraite • Eloignement des centres de CNPS • Non paiement des salaires • Diminution du revenu des ménages • Licenciement abusif 	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir les droits des travailleurs - Signature de contrats entre employeurs et employés - S'assurer du versement des cotisations CNPS - Respect du SMIG - Mise en place d'une sécurité sociale à large spectre 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 25 : SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Faible promotion des activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance d'infrastructures sportives • Manque d'encadrement • Absence d'équipements sportifs et d'infrastructures dans les établissements scolaires • Insuffisance d'enseignants/moniteurs d'éducation physique dans les établissements scolaires • Absence d'associations sportives 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'activités sportives • Faible épanouissement physique • Vieillesse précoce • Faible développement des disciplines sportives et des loisirs • Exode rural • Alcoolisme • Délinquance • Abandon de certains stades de football 	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un complexe sportif multidisciplinaire - Aménagement des aires de sports existantes - Affectation de moniteurs de sportif dans les écoles - Organisation des compétitions sportives - Appui aux associations sportives - Construction des aires de sport dans les établissements scolaire 	Ville communale et tous les villages

SECTEUR 26 : RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès aux produits de la recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de structure de recherche • Faible vulgarisation des innovations scientifiques • Absence d'informations sur les innovations agropastorales • Absence de semences améliorées • Coût élevé des produits de la recherche • Manque de moyens financiers • Absence de promotion des nouvelles inventions technologiques dans le domaine rural 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation du matériel végétal à faible potentiel • Technique de production rudimentaire • Faible production • Baisse du revenu des ménages • Economie locale en baisse • Sous développement • Faible développement de l'agro-industrie • Non amélioration de la production animale et agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des paysans chercheurs - Acquisition des innovations agropastorales et piscicoles - Vulgarisation des innovations scientifiques de transformation 	Tous les villages

SECTEUR 27 : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Difficulté d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'université d'Etat à proximité • Manque de moyens financiers de la Commune • Eloignement des institutions universitaires • Manque de moyens financiers des parents • Absence de bourses d'études • Nombre insuffisant d'établissements d'enseignement secondaires • Faible taux de réussite au baccalauréat des enfants du terroir 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes • Abandon des études • Exode rural • Emigration • Délinquance juvénile et sénile • Sous-développement • Nombre insuffisant des élites intellectuelles • Chômage des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> - Octroie des bourses aux diplômés de la commune - Appui à l'enseignement secondaire - Création de nouveaux lycées d'enseignement général et technique - Création d'une cellule de suivi des étudiants autochtones 	Tous les villages

SECTEUR 28 : COMMUNICATION

PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
Accès difficile à l'information	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de radio communautaire dans la commune • Absence d'antenne relais (CRTV) • inexistence d'une structure de distribution de la presse nationale dans la commune de Dibamba 	<ul style="list-style-type: none"> • Sous information • Opportunités manqués • Difficultés à communiquer • Vie en autarcie 	<ul style="list-style-type: none"> - Création et construction d'une radio communautaire dans l'arrondissement - Installation d'une antenne relais (CRTV) - Création d'un point de presse 	Ville communale et tous les villages

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1. Vision et Objectifs du PCD

5.1.1. Vision

S'inspirant du DSCE dont l'un des objectifs phares est la réduction de la pauvreté, la vision de l'institution communale de DIBAMBA à l'horizon 2025 est : « une commune disposant de toutes les infrastructures, où les populations ont des emplois décents, ont un accès facile à des services sociaux de base de qualité et où la pauvreté est réduite à un niveau socialement acceptable».

5.1.2. Objectifs

L'objectif global de la commune de DIBAMBA est « Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable à travers l'augmentation de la disponibilité et de la qualité des services sociaux de base.

Le PCD a dont pour objectifs de :

- Ressortir les besoins et aspirations des bénéficiaires que sont les communautés villageoises ;
- Orienter la politique de développement de la Commune de la DIBAMBA pour les trois (03) prochaines années ;
- Faire de la Commune de la DIBAMBA une destination de choix pour les investisseurs nationaux et internationaux ;
- Valoriser et promouvoir les richesses dont regorge la Commune de la DIBAMBA pour l'épanouissement de l'activité économique de la localité ;
- Promouvoir l'image de la Commune de la DIBAMBA sur le plan national, sous régional, régional et international.

5.2. Cadres logiques par secteur

1- Cadre logique du secteur Agriculture et Développement Rural

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer durablement la production agricole			
Objectifs spécifiques	1. Moderniser l'outillage d'agriculture de la localité par la dotation d'un pool de 03 tracteurs aux producteurs	-03 tracteurs acquis	-PV de réception des tracteurs -Factures d'acquisition des tracteurs	Les ressources financières sont disponibles
	2. Faciliter l'accès aux intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, etc.) à près de 300 producteurs de la Commune de DIBAMBA	-300 producteurs ayant accès aux intrants agricoles	-Enquête auprès des agriculteurs	Un centre d'approvisionnement en intrants est disponible
	3. Faciliter l'accès aux semences (cacaoyer, palmier à huile etc.) de qualité à près de 300 producteurs de la Commune de DIBAMBA	-300 producteurs ayant accès aux semences de qualité	-Enquête auprès des agriculteurs -Etat d'acquisition ou de distribution des plants	un centre d'approvisionnement en semences de base est disponible
	4. Créer et construire de 03 postes agricoles supplémentaires dans la Commune de DIBAMBA; 01 à Missole 2, 01 à Pitti gare et 01 à Bienkok.	-03 de postes agricoles créés et construits	Arrêté ministériel de création des postes -PV de réception des bâtiments	Le terrain est disponible Les Crédits de construction sont votés et disponibles
	5. Renforcer les capacités de 15 associations/GIC d'agriculture par an	-15 associations/GIC ont bénéficié du renforcement des capacités	-Rapport d'activités des GIC et des services d'arrondissement d'Agriculture - Rapport des formations	Les besoins et les thèmes de formation sont identifiés et exprimés par les organisations des producteurs
	6. Construire la délégation d'arrondissement d'agriculture et du Développement rural de DIBAMBA	1 bâtiment abritant les services d'arrondissement de l'agriculture de DIBAMBA disponible	PV de réception des travaux de construction	Le terrain est disponible Les crédits de construction sont votés et disponibles

7. Faciliter l'accès au financement agricole à au moins 02 GICS d'agriculteurs dans chaque village soit 30 GICS par an	30 GIC ont bénéficié d'un financement des activités agricoles dans la Commune de DIBAMBA	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête auprès des producteurs - Rapport d'activités de la DAADER - Lignes de crédit de financement 	Les projets a financer sont élaborés et soumis au financement
8. Recruter 03 conducteurs de tracteurs et 01 mécanicien dans la Commune de DIBAMBA	03 Conducteurs de tracteurs et un mécanicien recruté	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat du travail 	Les tracteurs sont commandés et réceptionnés
9. Construire 01 maison du paysan dans la DIBAMBA	01 maison des paysans construit	<ul style="list-style-type: none"> - PV de réception du bâtiment 	Disponibilité du terrain et du crédit de financement
10. Approvisionner en intrants la maison du paysan	Intrants disponibles dans la maison des paysans	<ul style="list-style-type: none"> - Factures d'achat 	Les financements sont disponibles La maison du paysan est construite
11. Organiser 04 sessions de formation sur le renforcement de capacités des organisations et associations	04 sessions de formation organisées	<ul style="list-style-type: none"> - Support de formation - Rapports de formation - Liste des participants 	Les besoins et les themes de formations pertinents sont identifiés et exprimés par les organisations des producteurs
12. Elaborer de 30 projets/an à soumettre pour les appuis	30 projets élaborés/an	<ul style="list-style-type: none"> - Archives de la commune - Rapport d'activités de la DAADER 	L'agent de développement maîtrise le processus de montage des projets
13. Redynamiser une micro finance pour les agriculteurs de la commune	Présence d'une micro finance pour les agriculteurs dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Visite de terrain 	L'établissement de micro finance existe
14. Créer des pépinières de banane plantain (20 000 rejets/an), de palmier à huile (10 000 plants/an) ; de cacaoyer (30 000 plants/an) et approvisionner 1 000kg de semence de maïs	Nombre de pépinières créé et quantité de semence acquise	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de gestion de la pépinière - Registres de production et de vente - PV de reception des pépinières 	Les sites d'installation des pépinières existent Les financements sont disponibles Les semences de base sont accessibles
15. Appuyer les organisations des producteurs de la coopérative agricole communale (CAC) de DIBAMBA	Nombre d'agriculteur appuyé	<ul style="list-style-type: none"> - Etat de la gestion administrative et financière de la coopérative agricole communale 	Les dossiers de demande d'appui sont disponibles

Résultats	R1 : Un pool de 03 tracteurs est acquis dans la Commune de DIBAMBA	03 tracteurs acquis	PV de réception des tracteurs -Factures d'acquisition des tracteurs	
	R2 : 300 producteurs de la Commune de DIBAMBA ont accès aux intrants agricoles	-300 producteurs ont accès aux intrants agricoles	-Enquête auprès des agriculteurs - Etat d'acquisition des intrants	
	R3 : 300 producteurs de la Commune de DIBAMBA ont accès aux semences de qualités	-Nombre de producteurs ayant accès aux semences de qualités dans la DIBAMBA	-Enquête auprès des agriculteurs - Etat d'acquisition ou de distribution des semences	
	R4 : 03 nouveaux postes agricoles sont créés et construits dans la commune de DIBAMBA	-Nombre de postes créés et construits	Arrêté ministériel de création des postes -PV de réception des bâtiments	
	R5 : 15 associations/GIC par an bénéficient du renforcement des capacités	-Nombre d'associations/GIC ayant bénéficié du renforcement des capacités	-Rapport d'activités des GIC et des services d'arrondissement d'Agriculture	
	R6 : la délégation d'arrondissement d'agriculture est construite	Existence d'un bâtiment abritant les services d'arrondissement de l'agriculture de DIBAMBA	PV de réception des travaux de construction	
	R7 : 30 GIC par an bénéficient d'un financement agricole	-nombre de GIC ayant bénéficié d'un financement agricole dans la Commune de DIBAMBA	-Enquête auprès des producteurs -Rapport d'activités de la DAADER	

Activités		Moyens	Coût		Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1 : Acquisition de 03 tracteurs	x	x	x	105 000 000	Définition des spécifications techniques Disponibilité des tracteurs sur le marché
	A1.2 : Recrutement de 03 conducteurs et 01 mécanicien	x	x	x	14 400 000	Définition des profils souhaités
	A2.1 : Construction d'une maison du paysan	x	x	x	5 000 000	Existence du plan de construction Disponibilité et sécurisation du terrain
	A2.2 : Approvisionnement en intrant de la maison du paysan	x	x	x	40 000 000	Disponibilité des intrants sur le marché
	A2.3 : Création d'une pépinière de banane plantain (20 000 plants/an)	x	x	x	4 000 000	Maîtrise des techniques de production
	A2.4 : Création d'une pépinière de palmier à huile (10 000 plants/an)	x	x	x	12 000 000	Maîtrise des techniques de production
	A2.5 : Création d'une pépinière de cacao (30 000 plants/an)	x	x	x	6 000 000	Maîtrise des techniques de production
	A2.6 : Approvisionnement de 1000 kg de semence de maïs	x	x	x	1 000 000	Disponibilité des semences sur le marché
	A3.1 : Création et construction de 03 postes agricoles	x	x	x	39 000 000	Décret de création, disponibilité du budget et existence du plan de construction
	A4.1 : Organisation de 4 sessions de formation sur le renforcement des capacités des associations/GIC	x	x	x	8 000 000	Existence des TDR
	A5.1 : Construction de la délégation d'arrondissement d'agriculture de la Commune de DIBAMBA	x	x	x	18 000 000	Existence du plan de construction
	A6.1 : Elaboration de 30 projets par an à soumettre pour les appuis	x	x	x	3 000 000	Maîtrise de la technique de montage des projets
	A6.2 : Appuis financiers de 30 GIC	x	x	x	30 000 000	Expression des demandes d'appuis
	A6.3 : Facilitation de la mise en place d'un établissement de microfinance	x	x	x	PM	Existence de potentiels membres
TOTAL	14 projets				285 400 000	

2- Cadre logique du secteur Elevage, Pêches et Industries Animales

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer la production dans les filières animales et halieutiques			
Objectifs spécifiques	1. Former les pêcheurs sur la gestion durable des ressources halieutiques dans l'arrondissement de DIBAMBA d'ici fin 2013.	Nombre de pêcheurs formés dans de la gestion durable des ressources halieutiques.	-Rapport d'activité du sectoriel -Enquête auprès des pêcheurs	Les pêcheurs sont organisés les thèmes de formation sont connus et maîtrisés
	2. Organiser 03 campagnes de sensibilisation sur les méfaits de l'utilisation des produits toxiques dans la pêche à DIBAMBA d'ici fin 2013	03 campagnes organisées	Rapports d'activités de la DA MINEPIA Enquête auprès des pêcheurs	Le personnel et les outils sont disponibles
	3. Créer/renforcer les capacités de 15 GIC au moins (soit au moins 01 GIC par village) sur les techniques modernes de production du poisson dans la commune de DIBAMBA d'ici fin 2012	15 GIC créés et formés aux techniques modernes de production de poisson	Enquête auprès des producteurs Rapports d'activités de la DA MINEPIA	Les producteurs sont regroupés
	4. créer et construire une (01) délégation d'arrondissement d'élevage, pêche et industrie animale d'ici fin 2013	- 01 délégation d'arrondissement d'élevage, pêche et industrie animale construite dans la commune	Décision de création ; Procès-verbal de réception des travaux de construction	Le terrain et les ressources financières sont disponibles
	5. créer et construire un (01) centre zootechnique de contrôle sanitaire et vétérinaire d'ici fin 2013	- 01 centre zootechnique de contrôle sanitaire et vétérinaire créé et construit dans la Commune	Décision de création ; Procès-verbal de réception des travaux de construction	Le besoin est exprimé le terrain est disponible
	6. créer et construire d'un (01) centre d'alevinage contrôle pêche d'ici fin 2012	- 01 centre d'alevinage créé et construit dans la Commune	Décision de création ; Procès-verbal de réception des travaux de construction	Le besoin est exprimé le terrain est disponible la demande en alevins existe.
	7. Former et encadrer au moins 150 éleveurs sur les techniques modernes d'élevage dans la Commune de DIBAMBA d'ici fin 2013	150 éleveurs formés et suivis dans la Commune de DIBAMBA.	rapports d'activités des sectoriels ; rapports de formation	Les éleveurs ayant besoin de la formation existent

Résultats	R1 : (01) Délégation d'arrondissement du MINEPIA de DIBAMBA est créée et construite.	Délégation d'arrondissement du MINEPIA de DIBAMBA	Décision ou arrêté de création; Procès-verbal de réception des travaux de construction	
	R2 : La gestion des ressources halieutiques dans la DIBAMBA est durablement améliorée	Nombre de pisciculteurs formés dans de la gestion durable des ressources halieutiques.	-Rapport d'activité du sectoriel -Enquête auprès des pêcheurs	
	R3 : 03 campagnes de sensibilisation sur les méfaits de l'utilisation des produits toxiques dans la pêche sont organisées dans la commune de DIBAMBA	Nombre de campagne organisée	Rapports d'activités de la DA MINEPIA Enquête auprès des pêcheurs	
	R4 : Au moins 15 GIC sont créés et renforcés sur la production halieutique	150 GIC créé et renforcé	Enquête auprès des producteurs Rapports d'activités de la DA MINEPIA	
	R5 : un centre d'alevinage contrôle pêche est créé et fonctionne dans la commune de DIBAMBA	01 centre de production d'alevins créée	Décision de création ; Procès-verbal de réception des travaux de construction	
	R6 : Au moins 150 éleveurs sont formés et encadrés sur les techniques modernes d'élevage dans la DIBAMBA.	Nombre d'éleveur encadré dans la commune de DIBAMBA	rapports d'activités des sectoriels ; rapports de formation	
	R7 : un centre de zootechnique contrôle sanitaire et vétérinaire est créé et construit dans la Commune de DIBAMBA	un centre de zootechnique contrôle sanitaire et vétérinaire	Décision de création ; Procès-verbal de réception des travaux de construction	

Activités		Moyens	Coût		Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier		
	A1 : Création et construction de la Délégation d'arrondissement MINEPIA de DIBAMBA	x	x	x	30.000.000	Acte de création Disponibilité du terrain et des ressources financières Entreprise d'exécution du marché sélectionnée
	A2 : Organisation de 03 sessions de formation par an sur la gestion durable des ressources halieutiques	x	x	x	2 500 000	Structure de formation identifiée Moyens financiers disponibles
	A3 : Organisation de 03 campagnes de sensibilisation sur les méfaits de l'utilisation des produits toxiques dans la pêche par trimestre	x	x	x	3.000 000	Ressources financières mobilisées Moyens humains et matériels nécessaires disponibles
	A4 : Renforcement des capacités techniques d'au moins 15 GIC dans le secteur halieutique	x	x	x	4.000 000	Structure de formation identifiée Moyens financiers disponibles
	A5 : Création et construction d'un centre d'alevinage contrôle pêche dans la commune de DIBAMBA	x	x	x	30. 000.000	Acte de création Disponibilité du terrain et des ressources financières Entreprise d'exécution du marché sélectionnée
	A6 : Formation et encadrement de 150 éleveurs sur les techniques modernes d'élevage ;	x	x	x	10 000.000	Structure de formation identifiée Moyens financiers disponibles
	A7 : Création et construction d'un centre zootechnique contrôle sanitaire et vétérinaire	x	x	x	30 000 000	Acte de création Disponibilité du terrain et des ressources financières Entreprise d'exécution du marché sélectionnée
Total	07 projets				109 500 000	

3- Cadre logique du secteur Forêt et Faune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Assurer une gestion durable des ressources naturelles			
Objectifs spécifiques	1. Lutter contre l'exploitation illégale et incontrôlée des ressources forestières et fauniques dans la Commune de DIBAMBA	- Nombre des comités de surveillance créés et fonctionnels - Statistiques des saisies et autres actions menées	Statistique Forestière dans l'arrondissement rapport des sectoriels	Les effectifs au poste forestier de l'arrondissement sont renforcés Les moyens matériels sont disponibles
	2. Créer une pépinière communale	- La pépinière et le nombre de plant mis en pépinière	- Arrêté de création - rapport des sectoriels	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	3. Organiser 04 ateliers de vulgarisation des techniques de régénération forestière	- Nombre d'atelier et types de techniques de régénération forestière vulgarisés de la Commune de DIBAMBA.	- Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels, rapport des ateliers.	La structure de formation est identifiée Les moyens financiers sont disponibles
	4 Organiser 04 campagnes de sensibilisation des populations sur les textes et lois relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques.	- 04 campagnes tenues sur les textes et lois sur la gestion des ressources forestières et fauniques	- Rapport d'activités sectorielles	La structure de sensibilisation est identifiée Les moyens financiers sont disponibles
	3 Créer et construire un marché à gibier	- Un marché de gibier	- Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels PV de réception du marché	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	4 Créer une zone d'intérêt cynégétique	- Arrêté de création - Limite de la zone de chasse	- Rapport des sectoriels	Les populations sont sensibilisées La zone est délimitée
Résultats	R1 : La Lutte contre l'exploitation illégale et incontrôlée des ressources forestières est effective	- Nombre des comités de surveillance créés et fonctionnels Statistiques des saisies et autres actions menées	Statistique Forestière dans l'arrondissement rapport des sectoriels	

	R2 : 04 ateliers de vulgarisation des techniques de régénération forestière sont organisés	- Nombre et types de techniques de régénération forestière vulgarisés	Enquête des ménages, rapport d'activités sectorielles	
	R3 : 04 campagnes de sensibilisation des populations sur les textes et lois relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques sont tenues.	- 04 campagnes tenues sur les textes et lois sur la gestion des ressources forestières et fauniques.	Rapport des campagnes	
	R4 : (01) Une pépinière communale créée	-la pépinière et le nombre de plant mis en pépinière	-Rapport des sectoriels	
	R5 : Un marché de gibier est créé	- Le marché de gibier est crée et fonctionnel	-Arrêté de création -rapport des sectoriels	
	R6 : Une zone de chasse est créée	- La zone de chasse protégée et fonctionnelle	-Arrêté de création -rapport des sectoriels	

Activités	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
A1 : Création, opérationnalisation et équipement des comités de vigilance dans chaque village riverain des forêts communautaires	x	x	x	5 000 000	Sensibilisation des populations et formation des membres des comités de vigilance
A2 : Organisation de 04 ateliers de vulgarisation des techniques de régénération forestière	x	x	x	4 000 000	Pertinence et maîtrise des thèmes
A3 : Organisation de 04 campagnes de sensibilisation des populations sur les textes et lois relatifs à la gestion des ressources forestières et fauniques.	x	x	x	3 200 000	Maîtrise de la loi par les animateurs
A4 : création d'une pépinière communale	x	x	x	5 000 000	Disponibilité du personnel
A5 : Création d'un marché à gibier	x	x	x	20 000 000	Disponibilité du gibier et des acteurs du marché
A6 : Création d'une zone d'intérêt cynégétique	x	x	x	10 000 000	Sensibilisation des populations
Total				47 200 000	

4- Cadre logique du secteur Environnement Protection de la Nature et Développement Durable

	Logique d'intervention	Indicateur objectifment vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir une gestion durable des ressources naturelles			
Objectifs spécifiques	1. Créer un centre de traitement des ordures ménagères à DIBAMBA	- 01 centre de traitement des ordures créé dans la Commune de DIBAMBA.	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	L'espace est disponible Le personnel est techniquement qualifié
	2. Sensibiliser les populations sur les méfaits du dépôt des ordures ménagères dans le fleuve DIBAMBA	- Nombre de campagne de sensibilisation organisée de la Commune de DIBAMBA.	- Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Le personnel est disponible
	3. Former les populations de la Commune de DIBAMBA sur les techniques de traitement des ordures ménagères	- Nombre de formation dispensée - Nombre de personne formée	Rapport de formation Archives de la Mairie	Toutes les techniques de traitement des ordures sont maîtrisées par les formateurs
	4. Créer un service de voirie municipal dans la Commune	- Présence d'un service de voirie	- Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Le service est prévu dans l'organigramme et adopté par le conseil municipal
Résultats	R1 : Un centre de traitement des ordures ménagères est crée dans la Commune de DIBAMBA	- 01 centre de traitement des ordures dans la Commune de DIBAMBA.	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R2 : Les populations sont sensibilisées sur les méfaits des ordures ménagères	- Nombre de campagne de sensibilisation organisée	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R3 : les populations de la Commune de DIBAMBA sont formées sur les techniques de traitement des ordures ménagères	- Nombre de formation dispensée - Nombre de personne formée	Rapport de formation Archives de la mairie	
	R4 : Un service de voirie municipal créé dans la Commune de DIBAMBA	- Présence d'un service de voirie	- Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	A1 : Construction d'une décharge municipale dans la Commune DIBAMBA	x	x	x	160.000.000	Disponibilité de l'expertise technique
	A2 : sensibilisation de population sur le traitement de déchets ménagers et utilisations des bacs à ordures	x	x	x	3 200.000	Disponibilité du financement
	A3 : Mise en place des comités locaux de protection de l'environnement	x	x	x	3 000 000	Disponibilité du personnel
	A4 : Construction de toilette publique dans la DIBAMBA	x	x	x	4 000 000	Disponibilité de l'espace
	A5 : Construction d'une fosse d'incinération pour déchets hospitalier à DIBAMBA	x	x	x	3 500 000	Disponibilité du financement
	A6 : Créer l'espace vert à DIBAMBA	x	x	x	3 000 000	Disponibilité du budget
Total	06 projets				176 700 000	

5- Cadre logique du secteur Commerce

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des activités commerciales			
Objectifs spécifiques	1. Organiser 01 foire exposition vente par an dans la Commune de DIBAMBA	-01 minis foires commerciales de vivre et autres produits organisés dans la commune de DIBAMBA	Enquête des ménages, rapport d'activités sectorielles	Le financement est disponible
	2. Construire 02 marchés périodiques dans la Commune de DIBAMBA (1 à Missole2, 1 KOPONGO)	-Nombre de marchés périodiques créés	- Enquête des ménages, rapport d'activités sectorielles	Les Crédits de construction sont votés et disponibles Les terrains sont sécurisés et disponibles
Résultats	R1 : 01 foire exposition vente est organisée par an dans la Commune de Dabamba	-Nombre de mini foire commerciale de vivre et autres produits organisés	Enquête des ménages, rapport d'activités sectorielles	
	R2 : 02 marchés périodiques sont construits	-Nombre de marchés créés	- Acte de création du marché - Rapport de sectoriel	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1 : Sensibilisation /information des exposants	x	x	x	10.000.000	Identification de la structure de sensibilisation/information
	A1.2 : Identification des produits, transport et construction du site de la foire (MISSOLE 2)	x	x	x	15 000.000	Appui des producteurs Identification et mobilisation des partenaires/sponsors
	A1.3 : Tenue de la foire (MISSOLE 2)	x	x	x	25 000 000	Disponibilité de l'espace et du budget
	A2 : Création et construction de 02 marchés périodiques dans les villages (KOPONGO, MISSOLE 2)	x	x	x	100 000 000	-Disponibilité du terrain et des ressources financières - Sélection des entreprises d'exécution des marchés
Total	04 projets				150 000 000	

6- Cadre logique du secteur Santé Publique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité des populations de la Commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Transformer le centre de santé de Logbadjeck en CMA	- CMA créée	Arrêté de transformation	Les Crédits sont disponibles
	2. Affecter : 01 médecin, 01 IDE, 01 IB, 01 AS, 01 Matrone et 01 Comis au CMA de Logbadjeck centre	- Nombre de personnel affecté	Acte d'affectation Certificats de prise de service Attestations de présence effective au poste	Les besoins et les profils du personnels souhaités sont exprimés
	3. Recruter : 02 IDE et 02 Comis dans les centres de santé Missolé II et de Pitti gare	- Nombre de personnel recruté	Acte d'affectation Certificats de prise de service Attestations de présence effective au poste	Les besoins et les profils du personnels souhaités sont exprimés
	4. Equiper le centre de santé de Logbadjeck centre: 05 lits, 01 pharmacie et 02 réfrigérateurs.	- Nombre et Nature de l'équipement acquis	Les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	Les crédits d'équipement sont disponibles
	5. Equiper la case de santé de Pitti gare : 05 lits, 01 pharmacie et 01 réfrigérateur.	- Nombre et Nature de l'équipement acquis	Les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	Les crédits d'équipement sont disponibles
	6. Réhabiliter la case de santé de Pitti gare	- Case de santé et réhabilitée fonctionnelle	Les factures et les PV de réception des ouvrages	Les crédits pour la réhabilitation sont disponibles
	7. Construire des logements d'astreints pour le personnel médical	Nombre de logement construit	Les factures, les PV de réception des ouvrages	Les Crédits de construction sont votés et disponibles Le terrain est disponible
	8. Acquérir une ambulance pour le CMA de Logbadjeck centre	- 01 ambulance acquise	Les bons de commande Les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison du véhicule	Les crédits sont votes et disponibles
	9. Construire et équiper du Centre de santé de Somakek	- Un centre de santé construit et équipé	Les bons de commande les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	Les crédits de construction sont votes et disponibles Le terrain est disponible

Résultats	R1 : Le centre de santé de Logbadjeck centre est transformé en CMA	- CMA crée et construit	Les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	
	R2 : 01 médecin, 01 IDE, 01 IB, 01 AS, 01 Matrone et 01 Comis sont affectés au CMA de Logbadjeck centre	- 06 personnes affectées au CMA de Logbadjeck	Acte d'affectation Certificats de prise de service Attestations de présence effective au poste	
	R3 : 02 IDE et 02 Comis sont recrutés dans le centre de santé de Missolé II, Somakek et la case santé de Pitti gare	- 02 IDE et 02 Comis recrutés	Acte de recrutement Certificats de prise de service Attestations de présence effective au poste	
	R4 : 05 lits, 01 pharmacie et 02 réfrigérateurs sont acquis au CMA de Logbadjeck centre	- Nombre et Nature de l'équipement acquis	Les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	
	R5 : 05 lits, 01 pharmacie et 01 réfrigérateur sont acquis pour la case de santé de Pitti gare	- Nombre et Nature de l'équipement acquis	Les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	
	R6 : La case de santé de Pitti gare est réhabilitée	- Case de santé réhabilitée et fonctionnelle	Les factures et les PV de réception des ouvrages	
	R7 : les logements d'astreint sont construits pour le personnel médical au centre de Logbadjeck	- Nombre de logement construit	Les factures, les PV de réception des ouvrages	
	R8 : Une ambulance est acquise au CMA de Logbadjeck	- Ambulance acquise	Les bons de commande Les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison du véhicule	
	R9 : le centre de santé de Somakek est construit et équipé	- Centre de santé fonctionnel	Les bons de commande les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 : Création et construction du CMA de Logbadjeck centre	x	x	x	150.000.000	Disponibilité de l'espace et du budget
	A2 : Construction du centre de santé de Somakek	x	x	x	50 000 000	Disponibilité de l'espace et du budget
	A3 : Affectation d'01 médecin, 01 IDE, 01 IB, 01 AS, 01 Matrone et 01 Comis au CMA de Logbadjeck centre	x	x	x	PM	Expression (demande) des besoins formulée
	A4 : Acquisition du CSI de Logbadjeck en matériel opératoire, un automate, un appareil de bio	x	x	x	15 000 000	Définition des spécifications techniques
	A5 : Construction de 02 logements d'astreinte au CSI de Logbadjeck et de Somakek	x	x	x	60 000 000	Disponibilité des plans
	A6 : Acquisition d'une ambulance au CMA de Logbadjeck centre	x	x	x	30 000 000	Définition des spécifications techniques
	A7 : Affectation d'01 IDE et 01 commis au CSI SOMAKEK	x	x	x	PM	Expression (demande) des besoins et des profils des personnels souhaités
	A8 : Equipement du CSI SOMAKEK en matériels et en médicaments.	x	x	x	5 000 000	Définition des spécifications techniques
	A9 : Réhabilitation de la case de santé de Pitti gare	x	x	x	5 000 000	Description des travaux à réaliser
	A10 : Affectation de 01 IDE et 01 commis au CSI de Pitti gare	x	x	x	PM	Expression (demande) des besoins et des profils des personnels souhaités
	A11 : Equipement du CSI Pitti Gare en matériels technique e fonctionnement et en médicaments.	x	x	x	40 000 000	Disponibilité des crédits d'équipement
	A12 : Construction du CSI MiSSOLE II	x	x	x	50 000 000	Disponibilité du terrain Disponibilité des crédits
	A13 : Affectation d'01 IDE et d'un commis au CSI MiSSOLE II	x	x	x	PM	Expression (demande) des besoins et des profils des personnels souhaités
	A14 : Equipement du CSI MiSSOLE II en matériels et en médicaments.	x	x	x	5 000 000	Définition des spécifications techniques
	A15 : Création et construction du CSI de LOUNGAHE	x	x	x	50 000 000	Disponibilité du terrain Disponibilité des crédits

	A16 : Equipement du CSI LOUNGAHE en matériels technique e fonctionnement et en médicaments.	x	x	x	5 000 000	Définition des spécifications techniques
	A17 : Affectation d'01 IDE et d'un commis au CSI de LOUNGAHE	x	x	x	PM	Expression (demande) des besoins et des profils des personnels souhaités
	A18 : Recrutement d'un responsable d'hygiène et d'assainissement	x	x	x	5 400 000	Définition du profil souhaité
Total	18 projets				470 400 000	

7- Cadre logique du secteur Education de Base

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité dans la Commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Réhabiliter 12 salles de classe : 02 à Kopongo, 03 à Bonepoupa, 06 à Logbadjeck centre et 01 Loungahe	- 12 salles de classes réhabilitées	Factures et PV de réception	Les moyens de financement sont disponibles
	2. Construire 34 salles de classe : 02 à Loungahe, 04 à Pitti gare, 04 à Kopongo, 04 à Sikoum, 06 Missolé 1, 04 à Kendeck, 04 à Missolé barriere, 02 à MADA, et 04 à Bessombé dans DIBAMBA	- 34 salles de classe construites	Factures et PV de réception	Le terrain et des ressources financières sont disponibles Les entreprises d'exécution des marchés sont sélectionnées
	3. Recruter 15 enseignants : 02 à l'école primaire de somakek, 02 à kopongo, 02 à Loungahé, 02 à Missolé 1, 03 à Kendeck, 02 à Bonepoupa, 02 à Missolé 2.	- 15 enseignants recrutés	Factures et PV de réception	Les ressources financières sont disponibles
	4. Acquérir 376 tables bancs : 60 à Kopongo, 25 à Somakek, 15 à Kendeck, 70 à Logbadjeck centre, 20 à Pitti gare, 26 à Loungahé, 120 à Missolé 1 et 25 à Missolé barrière, 15 à MADA.	- 367 tables bancs acquis	Factures et PV de réception	Les ratios sont respectés Les ressources financières sont disponibles

5. Acquérir 72 bacs à ordures : 01 à Somakek, 01 à Loungahé, 02 à Pitti gare, 04 à Missolé 2, 06 à Missolé 1, 01 à Bessombé, 02 à kendeck, 32 à Logbadjeck centre et 23 à Kopongo	- 72 bacs à ordures acquis	Factures et PV de réception	Les ressources financières sont disponibles Les sites de décharge des ordures sont identifiés
6. Construire 10 points d'eau : 01 point d'eau respectivement dans les différentes écoles suivantes : Somakek, Loungahé, Missolé barrière, Missolé 1, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre et Kopongo, Missolé centre, MADA.	- 10 points d'eau construits	Factures et PV de réception	Les ressources financières sont disponibles la ressource en eau dans les sites existe
7. construire 10 latrines : 01 latrine respectivement dans les écoles suivantes : Somakek, Loungahé, Missolé barrière, Missolé 1, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre, Pitti gare, MADA et Kopongo	- 10 latrines construites	Factures et PV de réception	Les ressources financières sont disponibles Le terrain est disponible
8. Créer/construire 02 écoles maternelles à Logbadjeck gare et à Sikoum.	- 02 écoles maternelles construites	Factures et PV de réception	Les ratios sont respectés Les ressources financières sont disponibles Le terrain est disponible
9. Acquérir 04 bureaux : 01 à Loungahé, 01 à Pitti gare et 01 à kendeck et 01 à Missolé2	- 04 bureaux acquis	Factures et PV de réception	Les ressources financières sont disponibles
10. Acquérir 15 chaises : 03 à Loungahé, 03 à Pitti gare et 03 à kendeck et 03 à Missolé II, 03 à Somakek.	- 15 Chaises acquis	Factures et PV de réception	Les ressources financières sont disponibles
11. Construire 22 logements pour enseignants : 01 respectivement à Somakek(02), Loungahé(02), Missolé barriere(02), Missolé 1(02), Bessombé(02), kendeck(02), Logbadjeck centre(02), Pitti gare(02), MADA(02) et Kopongo(03)	- 22 logements pour enseignants construits	PV de réception	Les ressources financières sont disponibles Le terrain est disponible
12. Construire 08 clôtures : 01 respectivement à Somakek, Loungahé, MADA, Missolé 1, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre et Kopongo	- 08 clôtures construites	PV de réception	Les ressources financières sont disponibles

Résultats	R1. 12 salles de classe dont 02 à Kopongo, 03 à Bonepoupa, 06 à Logbadjeck centre et 02 Loungahe sont réhabilités	- 12 salles de classes réhabilitées	Factures et PV de réception	
	R2. 34 salles de classe dont 02 à Loungahe, 04 à Pitti gare, 04 à Kopongo, 04 à Sikoum, 06 Missolé 1, 04 à Kendeck, 04 à Missolé barriere, 02 à MADA, et 04 à Bessombé sont construites.	- 34 salles de classe construit	Factures et PV de réception	
	R3. 15 enseignants dont 05 à l'école primaire de 02 à l'école primaire de somakek, 02 à kopongo, 02 à Loungahé, 02 à Missolé 1, 03 à Kendeck, 02 à Bonepoupa, 02 à Missolé barrière. sont recrutés.	- 15 enseignants recrutés	Factures et PV de réception	
	R4. 376 tables bancs 60 à Kopongo, 25 à Somakek, 15 à Kendeck, 70 à Logbadjeck centre, 20 à Pitti gare, 26 à Loungahé, 120 à Missolé 1 et 25 à Missolé barrière, 15 à MADA sont acquis	- 367 tables bancs acquis	Factures et PV de réception	
	R5. 72 bacs à ordures dont 01 à Somakek, 01 à Loungahé, 02 à Pitti gare, 04 à Missolé 2, 06 à Missolé 1, 01 à Bessombé, 02 à kendeck, 32 à Logbadjeck centre et 23 à Kopongo sont acquis	- 72 bacs à ordures acquis	Factures et PV de réception	
	R6. 10 points d'eau : 01 point d'eau respectivement dans les différentes écoles suivantes Somakek, Loungahé, Missolé barrière, Missolé 1, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre et Kopongo, Missolé centre, MADA sont construits.	- 10 points d'eau construits	PV de réception	
	R7. 10 latrines : 01 latrine respectivement dans les écoles suivantes : 01 latrine respectivement dans les écoles suivantes : Somakek, Loungahé, Missolé barrière, Missolé I, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre, Pitti gare, MADA et Kopongo sont construites	- 10 latrines construites	PV de réception	
	R8. 06 écoles maternelles (01 respectivement à	- 02 écoles maternelles	PV de réception	

	Sikoum, Loungahé, Pout-njouma, Logbadjeck gare, Nkondjock et Bonepoupa) sont créées/construites	construites		
	R9. 04 bureaux : 01 à Loungahé, 01 à Pitti gare et 01 à kendeck et 01 à Missolé II sont acquis	- 04 bureaux acquis	Factures et PV de réception	
	R10. 15 chaises : 03 à Loungahé, 03 à Pitti gare et 03 à kendeck et 03 à Missolé II, ET 03 à Somakek sont acquis	- 15 Chaises acquis	Factures et PV de réception	
	R11. 22 logements pour enseignants : 01 respectivement à Somakek(02), Loungahé(02), Missolé barrière(02), Missolé 1(02), Bessombé(02), kendeck(02), Logbadjeck centre(02), Pitti gare(02), MADA(02) et Kopongo(03) sont construits	- 22 logements pour enseignants construits	PV de réception	
	R12. Construction de 08 clôtures : 01 respectivement à à Somakek, Loungahé, Missolé 2, Missolé 1, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre et Kopongo	- 08 clôtures construites	PV de réception	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 : Réhabilitation de 06 salles de classe : 02 à Kopongo, 03 à Bonepoupa et 01 Loungahe	x	x	x	30 000 000	Disponibilité des moyens et description des taches à exécuter
	A2 : Construction de 26 salles de classe : 02 à Loungahe, 03 à Pitti gare, 04 à Kopongo, 03 à Sikoum, 06 Missolé I, 03 à Kendeck, 02 MADA et 02 à Missolé barrière.	x	x	x	234 000 000	-Disponibilité du terrain et des ressources financières -Sélection des entreprises d'exécution
	A3 : Recrutement de 15 enseignants : 02 à l'école primaire de somakek, 02 à kopongo, 02 à Loungahé, 02 à Missolé I, 03 à Kendeck, 03 à Bonepoupa et Missolé barrière.	x	x	x	59 400 000	Disponibilité du personnel Disponibilité des moyens financiers
	A4 : Acquisition de 376 tables bancs : 60 à Kopongo, 25 à Somakek, 15 à Kendeck, 70 à Logbadjeck centre, 20 à Pitti gare, 26 à Loungahé 120 à Missolé I et 25 à Missolé barriere et 15 à MADA.	x	x	x	11 280 000	Définir les spécificités techniques

	A5: Acquisition de 72 bacs à ordures : 01 à Somakek, 01 à Loungahé, 02 à Pitti gare, 04 à Missolé 2, 06 à Missolé 1, 01 à Bessombé, 02 à kendeck, 32 à Logbadjeck centre et 23 à Kopongo	x	x	x	1 000 000	Définir les spécificités techniques
	A6 : Construction de 08 points d'eau : 01 point d'eau respectivement dans les différentes écoles suivantes : Somakek, Loungahé, Missolé 2, Missolé 1, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre et Kopongo	x	x	x	64 000 000	Définir les spécificités techniques Existence du plan
	A7 : construction de 10 blocs de latrines : 01 bloc respectivement dans les écoles suivantes : Somakek, Loungahé, Missolé 1, Missolé 2, Bessombé, kendeck, Logbadjeck centre, Pitti gare et Kopongo	x	x	x	20 000 000	-Disponibilité du terrain et des ressources financières -Entreprises d'exécution des marchés sélectionnées
	A8 : création/construction de 01 école maternelle à Logbadjeck gare	x	x	x	16 000 000	-Disponibilité du terrain et des ressources financières -Entreprises d'exécution des marchés sélectionnées
	A9 : Acquisition de 04 bureaux : 01 à Loungahé, 01 à Pitti gare et 01 à kendeck et 01 à Missolé barriere	x	x	x	500 000	Disponibilité des ressources financières
	A10 : Acquisition de 15 chaises : 03 à Loungahé, 03 à Pitti gare et 03 à kendeck et 03 à Missolé barriere et 03 à Somakek.	x	x	x	500 000	Disponibilité des ressources financières
	A11 : Construction de 22 logements pour enseignants : à Somakek(3), Loungahé(2), Missolé barriere (2), Missolé 1(2), Bessombé(2), kendeck(2), Logbadjeck centre(2), Pitti gare(2), MADA (2) et Kopongo(3)	x	x	x	105 000 000	-Disponibilité du terrain et des ressources financières -Sélection des entreprises d'exécution des marchés
	A12 : Construction de 08 clôtures : 01 respectivement à à Somakek, Loungahé, MADA, Missolé 1, kendeck, Logbadjeck centre et Kopongo	x	x	x	32 000 000	Définition des spécificités techniques
	A13. Construction d'aires de jeux	x	x	x	100 000 000	Disponibilité du terrain, Disponibilité des ressources financières Définition des spécificités techniques
Total	13 projets				673 680 000	

8- Cadre logique du secteur Enseignements Secondaires

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire dans la Commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Construire 07 salles de classes : (02) au CES de Missolé, (02) au CETIC de Kopongo et (03) au lycée de Logbadjeck centre.	- 07 salles de classe construites	PV de réception	Les ressources financières sont disponibles Le terrain est disponible
	2. Construire 02 points d'eau : 01 au CES de Missolé et 01 au CETIC de Kopongo.	- 02 points d'eau construits	PV de réception	Les ressources financières sont disponibles La ressource en eau est disponible dans les sites
	3. Construire 03 blocs administratifs (l'un au CES de Missolé, l'autre au CETIC de Kopongo et enfin au Lycée de Logbadjeck).	- 03 blocs administratifs construits	PV de réception	Les ressources financières sont disponibles Le terrain est disponible
	4. Construire 03 clôtures : 01 au CES, 01 au CETIC et 01 au Lycée	- 03 clôtures construites	PV de réception	Les ressources financières sont disponibles
	5. Construire 14 logements pour enseignant à Kopongo, Missolé et Logbadjeck	- 14 logements construits	PV de réception	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	6. Recruter et affecter 12 enseignants d'état ou vacataire donc respectivement 04 au CES de Missolé, 04 au lycée de Logbadjeck centre et 04 au CETIC de kopongo	- 12 enseignants recrutés et/ou affectés	Contrat de travail	Les ressources financières sont disponibles
	7. Construire et équiper de 03 ateliers au CETIC de Kopongo dans la commune de DIBAMBA d'ici fin 2014.	- 03 ateliers équipés au CETIC de Kopongo	PV de réception	- Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	8. Construire et équiper une bibliothèque et une salle d'informatique respectivement au CES de Missolé et au lycée de Logbadjeck centre	- 02 bibliothèques et 02 salles d'informatiques construites et équipés	PV de réception	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	9. Octroyer 60 tables-bancs aux 03 établissements secondaires	- 60 tables-bancs sont octroyés aux 03 établissements secondaires	PV de réception	Les ressources financières sont disponibles

	10. Eriger le CES de Missolé II en Lycée Bilingue	- Lycée bilingue de Missolé	Arrêté de transformation	La demande est rédigée et déposée
	11. Construire et équiper du centre multimédia au Lycée de Logbadjeck	- 01 centre multimédia construit et équipé au lycée de Logbadjeck	PV de réception	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	12. .Créer et construire un CES à SOMAKEK	- 01 CES crée et construit	Arrêté de création PV de réception des bâtiments	Le dossier de création est élaboré Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
Résultats	R1 : 07 salles de classes : (02) au CES de Missolé, (02) au CETIC de Kopongo et (03) au lycée de Logbadjeck centre sont construites.	- 07 salles de classe construites	PV de réception	
	R2 : 02 points d'eau : 01 au CES de Missolé et 01 au CETIC de Kopongo sont Construites.	- 02 points d'eau construits	PV de réception	
	R3 : 03 blocs administratifs 01 au CES de Missolé, 01 au CETIC de Kopongo et 01 au Lycée de Logbadjeck Centre sont construits.	- 02 blocs administratifs construits	PV de réception	
	R4 : 03 clôtures : 01 au CES, 01 au CETIC et 01 au Lycée sont construits	- 03 clôtures construites	PV de réception	
	R5 : 14 logements pour enseignant à Kopongo, Missolé et Logbadjeck sont construits	- 14 logements construits	PV de réception	
	R6 : 12 enseignants donc respectivement 04 au CES de Missolé II, 04 au lycée de Logbadjeck centre et 04 au CETIC de kopongo sont recrutés	- 12 enseignants recrutés et/ou affectés	Contrat de travail	
	R7 : Les 03 ateliers du CETIC de Kopongo sont construits et équipés	- 03 ateliers équipés au CETIC de Kopongo	PV de réception	
	R8 : une bibliothèque et une salle d'informatique sont respectivement construit et équipé au CES de MissoléII et au lycée de Logbadjeck centre	- 02 bibliothèques et 02 salles d'informatiques construites et équipés	PV de réception	
	R9 : 60 tables-bancs sont octroyées aux 03 établissements secondaires	- 60 tables-bancs sont octroyés aux établissements secondaires	PV de réception	
	R10 : Le CES MissoléII est transformé en Lycée bilingue et construit	- Un lycée bilingue à Missolé	Arrêté de transformation PV de réception de nouveaux bâtiments	

	R11 : 01 centre multimédia construit et équipé au lycée de Logbadjeck	- Un centre multi fonctionnel à Logbadjeck	PV de réception	
	R12 :01 CES est crée et construit	- 01 CES est crée et construit à SOMAKEK	Arrêté de création PV de réception des bâtiments	
	R13 : Des aires de jeux praticables sont réalisées dans les établissements existants	- Trois complexes pour sport sont réalisés au Lycée de Logbadjeck, au CETIC de Kopongo et au CES de Missolé II	PV de réception des aires de jeux	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 : Construction de 07 salles de classe respectivement (02) au CES de MissoléII, (02) au CETIC de Kopongo et (03) au lycée de Logbadjeck centre.	x	x	x	63 000 000	Disponibilité du plan et des spécificités techniques
	A2 : Construction de 02 points d'eau au CES de MissoléII et CETIC de Kopongo	x	x	x	16 000 000	Disponibilité du plan et des spécificités techniques
	A3 : Construction de 03 blocs administratifs (l'un au CES de Missolé II, l'autre au CETIC de Kopongo et enfin au Lycée de Logbadjeck).	x	x	x	81 000 000	Disponibilité du plan et des spécificités techniques
	A4 : Construction 03 clôtures : 01 au CES, 01 au CETIC et 01 au Lycée	x	x	x	150 000 000	
	A5 : Construction de 14 logements pour enseignant à Kopongo, Missolé et Logbadjeck	x	x	x	80 000 000	Disponibilité du plan et des spécificités techniques
	A6 : Recrutement de 12 enseignants donc respectivement 04 au CES de MissoléII, 04 au lycée de Logbadjeck centre et 04 au CETIC de kopongo.	x	x	x	69 120 000	Définition des profils recherchés
	A7 : Construction et équipement des ateliers au CETIC de Kopongo	x	x	x	96 000 000	Disponibilité du plan et des spécificités techniques
	A8 : Construction et équipement d'une bibliothèque et salle d'informatique au CES et au Lycée	x	x	x	120 000 000	Disponibilité du plan et des spécificités techniques
	A9 : Dotation de 60 tables-bancs dans le 03 établissements	x	x	x	1 800 000	Définir des spécificités techniques

	A10 : Construction de 2 bâtiments au nouveau Lycée Bilingue de Missoléli	x	x	x	36 000 000	Existence de l'arrêté de transformation Disponibilité du terrain Disponibilité des crédits
	A11 : Construction et équipement du centre multimédia au Lycée de Logbadjeck	x	x	x	60 000 000	Disponibilité du plan et des spécificités techniques
	A12 : Création et construction du CES de SOMAKEK (1 bloc administratif, 2 salles de classe)	x	x	x	45 000 000	Existence de l'arrêté de transformation Disponibilité du terrain Disponibilité des crédits
	A13 : Réalisation de 03 complexes pour sport dans les trois établissements d'enseignement secondaire	x	x	x	60 000 000	Disponibilité des espaces
Total	13 projets				877 920 000	

9- Cadre logique du secteur Enseignement Supérieur

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux études supérieures			
Objectifs spécifiques	1) Octroyer des bourses à 100 jeunes ressortissants de la Commune de DIBAMBA durant 3 ans (soit 30 bourses par an)	- 30 bourses/an octroyés aux jeunes bacheliers de la Commune	Fiches de décharge	Les ressources financières sont mobilisées
Résultats	R1 : 100 jeunes ressortissants de DIBAMBA sont boursiers.	- Nombre de bourses octroyé aux jeunes	Fiches de décharge	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 : Recensement des jeunes diplômés ressortissant de DIBAMBA	x	X	x	2 000 000	Proclamation des résultats des examens
	A2 : Organisation d'une cérémonie de remise des bourses	x	X	x	45.000.000	Disponibilité des résultats du recensement
Total	02 projets				47 000 000	

10- Cadre logique du Secteur Emploi et Formation Professionnelle

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations aux emplois décents et à une formation professionnelle de qualité dans la Commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Créer, construire et équiper une SAR/SM dans la Commune de DIBAMBA	- 01 SAR à DIBAMBA construit	PV de réception des travaux	Les ressources financières sont disponibles Le terrain est disponible
	2. Créer et construire un centre professionnel de formation aux métiers de bois dans DIBAMBA	- 01 centre professionnel pour jeunes construit	PV de réception des travaux	Le terrain est disponible Les ressources financières sont disponibles
	3. Orienter 200 jeunes vers les formations professionnelles	- 200 jeunes formés à des professions	Archives de la Commune de DIBAMBA	Les jeunes sont engagés et disponibles Les ressources financières sont disponibles
Résultats	R1 : Une SAR/SM est construite et équipée à DIBAMBA	- 01 SAR à DIBAMBA construit	PV de réception des travaux	
	R2 : un centre professionnel de formation aux métiers de bois dans DIBAMBA est construit	- 01 centre professionnel pour jeunes construit	PV de réception des travaux	
	R3 : 200 jeunes formés dans des filières professionnelles	- 200 jeunes professionnalisés	Rapport du sectoriel Archives de la Commune de DIBAMBA	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 : Construction et équipement d'une SAR/SM à dans la commune de DIBAMBA	x	x	x	356 000	Existence de l'arrêté de création, Disponibilité du plan de construction Disponibilité du terrain Disponibilité des crédits
	A2 : Construction d'un centre professionnel d'encadrement des jeunes à DIBAMBA	x	x	x	90.000.000	Existence de l'arrêté de création, Disponibilité du plan de construction Disponibilité du terrain Disponibilité des crédits
	A3 : formation de 200 jeunes dans des filières professionnelles	x	x	x	30 000 000	Identification des jeunes volontaires Disponibilité des crédits
Total	03 projets				476 000 000	

11- Cadre logique du secteur Jeunesse et Education Civique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes de la Commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Faciliter l'insertion de 100 jeunes de DIBAMBA dans les activités du PIASI, PAJER-U et PAIJA	- 100 jeunes insérés dans des programmes	rapport des activités de DAJEC	Des jeunes sont disponibles et volontaires
	2) Stimuler 50 jeunes de DIBAMBA à l'identification et à la création des AGR	- 50 jeunes sont bénéficiés d'une formation en AGR	rapport des activités de DAJEC	Des jeunes sont disponibles et volontaires
	3) Affecter plus de cadres au MINJEC (10)	Nombre d'encadreur augmenté	rapport des activités de DAJEC	Les cadres sont disponibles

	4) Doter la jeunesse de la commune d'infrastructure de loisirs	La Commune est dotée d'infrastructure de loisir	rapport des activités de DAJEC	La volonté politique existe
	5) Créer et construire une délégation d'arrondissement	01 délégation d'arrondissement créée	Rapport sectoriel DAJEC et rapport suivi PCD	Les ressources financières sont disponibles Le terrain est disponible La Volonté politique existe
Résultats	R1 : 100 jeunes sont insérés dans les activités du PIASI, PAJER-U et PAIJA	- Nombre de projet productifs des jeunes appuyés par les différents programmes	Enquête INS Rapports d'activités des programmes	
	R2 : 100 jeunes sont stimulés à l'identification et à l'élaboration d'une AGR	- Nombre de jeunes ayant bénéficié d'une formation en AGR	Enquête INS	
	R3 : Les cadres sont recrutés (10).	Nombre affecté	Arrêté / Décision Certificat de prise de service.	
	R4 : la jeunesse de la commune dispose de centres multifonctionnels de promotion de jeune	02 centres construits	PV de réception des travaux	
	R5 : Délégation d'arrondissement du MINJEC créée et construite	01 délégation d'arrondissement créée	Rapport sectoriel DAJEC et rapport suivi PCD	

Activités	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
A1-1 : Sensibilisation et identification les 100 jeunes à inscrire dans les programmes	x	x	x	1 000 000	Disponibilité des jeunes
A1 -2 : Elaboration et soumission des 100 microprojets des jeunes aux financements des programmes	x	x	x	20 000 000	Maîtrise du processus de montage des projets par l'agent de développement
A2-1 : Formation des jeunes à l'identification d'une AGR	x	x	x	1 500 000	Disponibilité du budget et la maîtrise des thèmes par l'agent de développement
A2-2 : Appui de 100 jeunes dans la réalisation d'une AGR	x	x	x	100 000 000	Disponibilité des crédits

	A3 : Affectation de 10 cadres de MINJEC	x	x	x	PM	Disponibilité des cadres
	A4 : Construction et équipement de 02 centres multifonctionnels de promotion de jeune	x	x	x	320 000 000	Existence de l'arrêté de création, disponibilité du budget et existence du plan de construction
	A5 : Construction et équipement d'une DA MINJEC	x	x	x	60 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du plan de construction
Total	07 projets				502 500 000	

12- Cadre logique du secteur Travaux Publics

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Désenclaver certains villages de la commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Entretien régulièrement des routes : Sikoum-Loungahé, Pitti gare – kendeck-Nkondjock-Missolel, Kopongo - Ndogmakoi, Sikoum - (entrée Dizanguè) environ 38 km	- 38 Km de tronçons entretenus	PV de réception des travaux	Les ressources financières sont disponibles
	2. Aménager la route Logbadjeck gare – Kopongo (8km)	- Route aménagée	PV de réception des travaux	Les ressources financières sont disponibles
	3. Ouverture de 02 pistes agricoles Loungahé – Bessombé (15 km) et Somakek-Maboudou (25Km)	- Nombre de Km de piste ouvert	PV de réception des travaux	La décision politique existe
	4. Construire des ouvrages d'arts	- Nombre de ponts et ponceaux construits	PV de réception des travaux	Les ponts et ponceaux sont identifiés
Résultats	R1 : les routes Sikoum-Loungahé, Pitti gare-kendeck, Kopongo-Ndogmakoi, Sikoum (entrée Dizanguè) sont reprofilées ou aménagées.	- Nombre de Km de route reprofilés	PV de réception des travaux	
	R2 : La route Kopongo – Logbadjeck gare est réhabilitée.	- Route réhabilitée	PV de réception des travaux	
	R3 : Les pistes agricoles Loungahé – Bessombé et Somakek – Maboudou sont ouvertes.	- 02 Pistes ouvertes	PV de réception des travaux	
	R4 : 06 ponceaux et 01 ponts sont construits.	- 06 ponceaux construits	PV de réception des travaux	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financaeb		
	A1 : Reprofilage des routes (Sikoum-loungahé, Somakek-Maboudou, Somakek-Song kwalla et Kopongo-Ndogmakoi) environ 38km	x	x	x	152 000 000	Définir les spécificités techniques Disponibilité des crédits
	A2 : Réhabilitation de la route Logbadjeck gare – Kopongo (07km)	x	x	x	42 000 000	Définir les spécificités techniques Disponibilité des ressources financières
	A3 : Ouverture des pistes agricoles Loungahe-Bessombe (15 km) et Somakek-Maboudou (25Km)	x	x	x	150 000 000	Disponibilité des ressources financière
	A4 : Construction de 06 ouvrages d'art 5<p<8m.	x	x	x	270 000 000	Définir les spécificités techniques Disponibilité des ressources financière
	A5 : Pont définitif 8<p<10m sur Ngombé à SOMAKEK	x	x	x	60 000 000	Définir les spécificités techniques Disponibilité des ressources financières
Total	05 projets				674 000 000	

13- Cadre logique du secteur Affaires Sociales

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'encadrement et l'épanouissement des personnes socialement vulnérables dans la commune			
Objectifs spécifiques	1. Construire et équiper des centres sociaux	- Nombre de centres sociaux construits	PV de réception des travaux	La volonté politique existe
	2. Recruter 02 travailleurs sociaux d'ici fin 2012 pour la commune de DIBAMBA	- 02 travailleurs recrutés	Archives de la Commune de DIBAMBA Décision de recrutement Certificat de prise de service Contrat de travail	Les cadres des affaires sociales sont disponibles
	3. Recenser les personnes vulnérables et élaborer un fichier y relatif	Un fichier des personnes vulnérables élaboré et disponible	Archives de la Commune de DIBAMBA Rapport de recensement	Personnes vulnérables sont sensibilisées
	4. Appuyer les cibles à l'organisation en association	Nombres des associations des cibles créées	Récépissé de déclaration d'associations disponible Enquête auprès des associations	Les personnes socialement vulnérables existent
	5. Appuyer les associations de personnes socialement vulnérables à la création d'AGR	03 associations appuyées à la création des AGR	- Décharges de fond par les associations disponibles	Personnes cibles sont organisées
Résultats	R1.02 Centres sociaux sont construits et équipés		PV de réception des travaux	
	R2. 02 travailleurs sociaux sont recrutés	02 travailleurs sociaux recrutés	Arrêté / Décision de recrutement Certificat de prise de service Contrat d'engagement	
	R3. Le fichier des personnes socialement vulnérables est élaboré et disponible	Un fichier des personnes vulnérables élaboré et disponible	Archives de la Commune de DIBAMBA Rapport de recensement	
	R4. Cibles organisées en association	Nombres des associations des cibles créées	Récépissé de déclaration d'associations disponible	
	R5. Les AGR des associations sont financées et mises en œuvre.	03 associations appuyées à la création des AGR	- Décharges de fond par les associations disponibles - Rapport des sectoriels	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 : Construction et équipement deux centres sociaux à Bienkok et un Autre à Logbadjeck	x	x	x	180.000.000	Disponibilité du budget et existence d'un plan de construction
	A2. Recrutement de 02 travailleurs sociaux	x	x	x	5.000.000	Définition des profils souhaités
	A3. Recensement de PSV et élaboration d'un fichier.	x	x	x	2 000 000	Disponibilité des PSV
	A4. Appui à l'organisation des cibles en associations	x	x	x	1 000 000	Disponibilité des crédits
	A5. Appui à la création des AGR pour 03associations des cibles	x	x	x	3 000 000	Disponibilité du fichier des personnes vulnérables
Total	5 projets				191 000 000	

14- Cadre logique du secteur Tourisme et de Loisirs

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la capitalisation du potentiel touristique pour impulser le développement de la commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Construire 01 complexe touristique (Auberge, Restaurant et salle de fête) municipal à Logbadjeck	- 01 complexe touristique construit	PV de réception des travaux Archives de la Commune et rapport de sectoriel	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	2. Construire 01 hôtel à Kopongo	- 01 centre d'accueil construit	Archives de la Commune	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	3. Aménager 03 sites touristiques à fort potentiel de développement dans la commune de DIBAMBA	- 03 sites touristiques aménagés	Plan d'aménagement des sites Rapport du sectoriel, Archives de la Commune	Les crédits sont disponibles et le fichier des sites potentiels existe
	4. Identifier et sécuriser tous les sites touristiques éventuels dans la Commune de DIBAMBA	- Sites touristiques identifiés et sécurisés	Archives de la Commune	Les sites potentiels existent
	5. Mettre sur pied un système d'information touristique et de promotion du Tourisme (carte touristique, site web).	- Carte touristique élaborée	Plaquette de présentation de la Commune rapport de sectoriel	Les ressources financières sont disponibles
	6. Recruter et former les intervenants dans le domaine du tourisme	- Nombre d'intervenants formés ou recrutés	Rapport sectoriel	Des personnes ayant l'expertise dans le domaine sont disponibles
Résultats	R1. 01 complexe touristique (Auberge, Restaurant et salle de fête) municipal est construit à Logbadjeck	- 01 complexe touristique construit	Les bons de commande les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison des ouvrages	

	R2. 01 hôtel est construit à Kopongo	- 01 hôtel construit	Les bons de commande les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	
	R3. 03 sites touristiques à fort potentiel de développement sont aménagés dans la Commune de DIBAMBA	- 03 sites touristiques aménagés	Les bons de commande les factures, les PV de réception et bordereaux de livraison	
	R4. tous les sites touristiques éventuels dans la Commune sont identifiés et sécurisés	- Sites touristiques identifiés et sécurisés	Rapport du sectoriel Archives de la commune	
	R5. un système d'information touristique et de promotion du Tourisme (carte touristique, site web) existes.	- Carte touristique élaborée	Archives de la Commune et rapport de sectoriel	
	R6. Les intervenants dans le domaine touristique sont recrutés et formés	- Nombre d'intervenants formés ou recrutés	Acte de recrutement Certificats de prise de service	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Construction et équipement de l'office communal de tourisme à Logbadjeck	x	x	x		Existence de l'acte de création, Disponibilité du budget et du plan de construction
	A2. Construction 01 complexe touristique (Auberge, Restaurant et salle de fête) municipal à Logbadjeck	x	x	x	60.000.000	Existence du plan de construction et définition des spécificités techniques
	A3. Identification de tous les sites touristiques de la commune				2.000 000	Disponibilité des ressources financières
	A4. Construction d'01 hôtel à Kopongo	x	x	x	90 000 000	Disponibilité du terrain Disponibilité des crédits
	A5. Recrutement et formation des guides touristique et autres intervenants dans le domaine du tourisme	x	x	x	20 000 000	Définition les profils souhaités
	A6. Mise sur pied d'un système d'information touristique et de promotion du Tourisme (carte touristique, site web).	x	x	x	5 000 000	Disponibilité des ressources financières
	A7. Aménagement, mise en valeur et sécurisation 03 sites touristiques à fort potentiel de développement dans la commune de DIBAMBA	x	x	x	30 000 000	Disponibilité des sites Disponibilité des ressources financières
Total	07 projets				247 000 000	

15- Cadre logique du secteur Habitat et Développement Urbain

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'habitat des populations de la commune de Dibamba			
Objectifs spécifiques	1. Elaborer et mettre en œuvre le plan d'urbanisation de l'espace urbain de la commune de DIBAMBA	- Existence d'un plan d'urbanisation	Rapport d'activité du sectoriel	Les ressources financières sont disponibles
	2. Mettre en place un service de la voirie municipale dans la commune de DIBAMBA	- Existence d'un service de voirie municipale	Rapport d'activité de la Commune	Le service est dans l'organigramme et adopté par le conseil municipal
	3. Aménager un cimetière municipal à DIBAMBA	- 01 cimetière municipal	Arrêté de création du cimetière	Le terrain est disponible
	4. Promouvoir l'utilisation des matériaux définitifs de construction	- Nombre de personnes ayant accès aux matériaux définitifs de construction -Nombre de quincailleries disponibles	Rapport d'activité de la Commune	Les ressources financières sont disponibles
	5. Construction des logements sociaux à DIBAMBA	- 40 logements sociaux construits à DIBAMBA	Rapport sectoriel	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
Résultats	R1. Un plan d'urbanisation de la commune est élaboré et mis en œuvre	- Existence d'un plan d'urbanisation	Rapport d'activité de la Commune	
	R2. Un service de voirie municipale est mise en place	- Existence d'un service de voirie municipale	Rapport d'activité de la Commune	
	R3. Un cimetière municipal aménagé	- 01 cimetière municipal	Rapport d'activité de la Commune	
	R4. Les matériaux définitifs sont utilisés dans les constructions	- Nombre de personnes ayant accès aux matériaux définitifs de construction -Nombre de quincailleries disponibles	Rapport d'activité de la Commune	
	R5. 40 Logements sociaux construits	- 40 logements sociaux construits à DIBAMBA	Rapport sectoriel	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1 Elaboration et mise en œuvre du plan d'urbanisation de la commune de DIBAMBA	x	x	x	20.000.000	Définition des spécificités techniques et disponibilité du financement
	A1.2- Création de lotissements communaux viabilisés				300 000 000	
	A2. Réhabilitation et entretien des routes en terre du centre urbain (15 km)	x	x	x	42 500 000	Définition des spécificités techniques et disponibilité du financement
	A3. Aménagement d'un cimetière municipal	x	x	x	10 000 000	Disponibilité des ressources financières
	A4. Construction de 40 logements sociaux dans DIBAMBA	x	x	x	120.000 000	Existence du plan de construction Définition les spécificités techniques
	A5. Campagne de sensibilisation, d'information et de formation aux règles générales d'urbanismes				2 000 000	Maitrise des thèmes par les formateurs
	A6. Organisation des campagnes de promotion des matériaux définitifs dans la construction des maisons d'habitation	x	x	x	5 000 000	Identification de la structure de promotion Disponibilité des moyens financiers
Total	07 projets				499 500 000	

16- Cadre logique du secteur Energie et Eau

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique, à l'eau potable et aux produits pétroliers			
Objectifs spécifiques	1. Construire 42 forages dans la commune de DIBAMBA répartis comme suit : 03 à Pout-Njouma, 06 à Sikoum, 04 Pitti gare, 03 à Loungahe, 08 à Bonepoupa, 02 Somakek, 02 à Bienkok, 02 à Kopongo, 04 MISSOLE1, 04 MISSOLE2, 03 Kendeck, 01 BESSOMBE.	- 42 forages construits	PV de réception des ouvrages	Les sites potentiels sont disponibles Les ressources financières sont disponibles
	2. Réhabiliter 03 forages et 10 puits dans la commune de la DIBAMBA d'ici fin 2014, Soit 01 à Sikoum, 01 à MISSOLE 1, 01 à MISSOLE 2, 02 à Logbadjeck gare, 02 pout-Njouma, 02 à Kopongo, 02 bienkok, 02 Somakek.	- 03 forages, et 10 puits réhabilités	PV de réception des ouvrages	Les pannes sont diagnostiquées Les pieces de rechanges existent
	3. Organiser de 03 campagnes de branchement social à Pout-Njouma, Bienkock, Somakek et Nkom	- 03 campagnes de branchement	PV de réception des ouvrages	Les besoins des populations sont exprimés et les coûts y relatifs estimés
	4. Etendre le réseau électrique dans 09 villages non électrifiés	- 09 villages électrifiés	PV de réception des ouvrages Visite dans les villages	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	5. Construire un dépôt pétrolier dans la Commune dans DIBAMBA	- 01 dépôt pétrolier construit dans DIBAMBA	PV de réception des ouvrages	Les potentiels opérateurs sont identifiés Le terrain est disponible
	6. Installer un réseau d'adduction d'eau dans la DIBAMBA	- 01 Réseau d'adduction d'eau potable	PV de réception des ouvrages	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles

Résultats	R1. 42 forages sont construits dans la DIBAMBA répartis comme suit : 03 à Pout-Njouma, 06 à Sikoum, 04 Pitti gare, 03 à Loungahe, 08 à Bonepoupa, 02 Somakek, 02 à Bienkok, 02 à Kopongo, 04 MISSOLE1, 04 MISSOLE2, 03 Kendeck, 01 BESSOMBE.	- 42 forages construits	PV de réception des ouvrages	
	R2. 03 forages et 10 puits sont réhabilités	- 03 forages, et 10 puits réhabilités	PV de réception des ouvrages	
	R3. 03 campagnes de branchement social sont organisées à Pout-Njouma, Bienkok, Somakek et Nkom	- 03 campagnes de branchement	PV de réception des ouvrages	
	R4. Le réseau d'électrification est étendu à 09 villages	- 09 villages électrifiés	PV de réception des ouvrages	
	R5. Une station service est construite dans la commune de DIBAMBA	- 01 dépôt pétrolier construit dans DIBAMBA	PV de réception des ouvrages	
	R6. Le réseau d'adduction d'eau est installé dans la commune de DIBAMBA	- 01 Réseau d'adduction d'eau potable	PV de réception des ouvrages	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	A1. Construction de 42 forages (respectivement 03 à out-Njouma, 06 à Sikoum, 04 à Pitti- gare, 03 à Loungahé, 08 à Bonépoupa, 02 à Somakek, 02 à Bienkock, 02 à Kopongo, 04 à Missolé1 , 03 à Nkondjock, 03 à Kendeck, 01 à Bessombe et 02 à Missolé 2 dans la DIBAMBA	x	x	x	348 5	Disponibilité des ressources financières et définition des spécificités techniques
	A2. Réhabilitation de 03 forages (1 à Sikoum, 1 à Missolé1 et 1 à Missolé 2) et 10 puits (donc 02 à Logbadjeck gare, 02 à Pout-Njouma, 02 à Kopongo, 02 à Bienkock, 02 à Somakek)	x	x	x	52 000 000	Disponibilité des ressources financières et définition des spécificités techniques
	A 3. Organiser de 03 campagnes de branchement social à Pout-Njouma, Bienkock, Somakek et Nkom	x	x	x		Disponibilité des ressources financières
	A4. Extension du réseau électrique dans 09 villages non électrifiés (Sikoum, Loungahé, Bonépoupa, Logbadjeck gare, Bessombe, Missolé1, Missolé2, Kendeck et Nkondjock)	x	x	x	200 000 000	Disponibilité des ressources financières et définition des spécificités techniques
	A5. Construction d'une station-service (04 pompes, 04 citernes etc...) dans la commune dans DIBAMBA	x	x	x	70 000 000	Disponibilité des ressources financières et définition des spécificités techniques
	A6. Installation d'un réseau d'adduction d'eau dans la commune de DIBAMBA	x	x	x	220 000 000	Disponibilité des ressources financières et définition les spécificités techniques
Total	06 projets				890 500 000	

17- Cadre logique du secteur Mine, Industrie et Développement Technologique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Accroître la rentabilité du secteur minier dans la commune de DIBAMBA			
	1. Organiser les acteurs du secteur minier de la commune	Nombre d'acteur du secteur minier organisé en associations	Rapport d'activité sectoriel	Les exploitants miniers sont identifiés et disponibles
	2. Suivre et contrôler mensuellement les carrières	Nombre de jour de contrôle réalisé	Rapport de suivi/contrôle	Les personnels de suivi sont disponibles et leurs responsabilités sont définies
Résultats	R1. Les acteurs du secteur minier sont organisés	Nombre d'acteur du secteur minier organisé ;	Rapport d'activité	
	R2. Les exploitant de 3 carrières de sable de la Commune sont organisés	Nombre de carrière de sable exploitée	PV de création d'une structure regroupant les exploitants	
	R3. Mission de suivi et de contrôle des carrières	respect des engagements	Rapport de suivi	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
A1. Organisation et structuration des acteurs du secteur minier		x	x	x	2.0	Expression de la volonté des acteurs a la structuration du corps
A2. Réunions de sensibilisation des exploitants sur le respect mutuel du cahier de charge.		x	x	x	1 000 000	Elaboration du cahier des charges Disponibilité des moyens financiers
A3. Mission de suivi et de contrôle des carrières		x	x	x	3 600 000	Disponibilité des ressources financières et logistiques
Total	03 projets				6 600 000	

18- Cadre logique du secteur Domaine, Cadastre et Affaires Foncières

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter les procédures de sécurisation et l'accès à la propriété foncière			
Objectifs spécifiques	1. Créer un point focal du domaine des affaires foncières dans la commune de DIBAMBA	- Présence d'un point focal	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Le personnel est disponible Les ressources financières sont disponibles
	2. Vulgariser les procédures d'obtention du titre foncier	- Nombre de titre foncier acquis - Nombre de personnes touchées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	La population de chaque village est organisée Le sectoriel est disponible
	3. Mettre en place un système de lotissement communal dans DIBAMBA	- Système de lotissement communal fonctionnel	Enquête ménages, rapport d'activités des sectoriels	Le processus est maîtrisé Les spécificités techniques sont définies
	4. Matérialiser par des bornes des limites entre les villages dans la commune de DIBAMBA	Nombre de villages délimités	Enquête ménages, rapport d'activités des sectoriels	La population de chaque village est organisée
Résultats	R1. Un point focal des affaires foncières est créé dans la commune	- Présence d'un point focal	Enquête ménages, rapport d'activités des sectoriels	
	R2. Les procédures d'obtention du titre foncier sont vulgarisées et connues de tous	- Nombre de titre foncier acquis - Nombre de personnes touchées	Enquête ménages, rapport d'activités des sectoriels	
	R3. Le système de lotissement communal est mis en place	- Système de lotissement communal fonctionnel	Enquête ménages, rapport d'activités des sectoriels	
	R4. Les limites entre les villages sont matérialisées par des bornes	Nombre de limites ancestrales bornées	Enquête ménages, rapport d'activités des sectoriels	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Recrutement du point focal des affaires foncières	x	x	x	5 000 000	Définition du profil souhaité
	A2. Organisation de 04 campagnes de sensibilisation sur les procédures d'obtention d'un titre foncier	x	x	x	21 000 000	Disponibilité du budget
	A3. Création de 03 lotissements communaux	x	x	x	300 000 000	Disponibilité du financement
	A4. Matérialisation des limites entre les villages de la commune	x	x	x	225 000 000	Disponibilité du budget
Total	04 projets				551 000 000	

19- Cadre logique du secteur Art et Culture

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Préserver et valoriser l'héritage socioculturel des populations de la commune			
Objectifs spécifiques	1. Construire 7 foyers culturels : 01 à Missolé 2 ; 01 Logbadjeck gare; 01 à Bienkok; 01 Bessombe ; 01 Missolé 1 ; 01 Pout-Njouma et 01 à Somakek	- 07 foyers culturels construits	Enquête ménages, rapports d'activités du sectoriel	Les populations sont sensibilisées et organisées Le terrain est disponible
	2. Achever les travaux de construction d'un foyer communautaire de Kopongo	- 01 Foyer achevé	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les travaux à réaliser sont évalués
	3. Elaborer un fichier des organisations à caractère culturel de la Commune	- 05 groupes appuyés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les organisations sont disponibles
	4. Organiser une foire artistique et culturelle dans la commune (fête Longasse)/an	- 01 festival organisé/an	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les populations sont sensibilisées et organisées
	R1. 07 foyers communautaires sont construits	- 07 foyers culturels construits	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R2. La construction du foyer de kopongo est achevée	- 01 Foyer achevé	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R3. 05 groupes socioculturels de le Commune sont appuyés	- 05 groupes appuyés	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R4. Une foire artistique et culturelle dans la commune (fête LONGASSE) est annuellement organisée	- 01 festival organisé/an	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	

Activités	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
A1. Construction de 07 foyers culturels	x	x	x	140 000 000	Définition des spécificités techniques, Disponibilité du budget
A2. Achèvement du foyer communautaire de Kopongo, Bienkok et Bessombe	x	x	x	15 000 000	Disponibilité du budget
A3. 05 groupes socioculturels de le Commune sont appuyés	x	x	x	6 000 000	Disponibilité du fichier des organisations et du budget
A4.1. Organisation de la foire artistique et culturelle dans la commune (fête de NGALE)	x	x	x	5 000 000	Disponibilité du financement
A4.2. Organisation des projections vidéo mensuelles des films à caractère culturel	x	x	x	1 200 000	
Total	05 projets			167 200 000	

20- Cadre logique du secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

	Logique d'intervention	Indicateur objectifment vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des activités artisanales génératrices de revenus dans la commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	Faciliter la création d'au moins 50 PME locales dans la commune de DIBAMBA;	- Nombre de PME locales créés ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	La volonté politique existe et les opérateurs économiques sont disponibles
	Créer un village artisanal communal à Logbadjeck centre	- 01 village artisanal communal créé ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	La volonté politique existe
	Organiser un salon annuel de l'artisanat à Logbadjeck	- 01 salon annuel de l'artisanat organisé	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	La volonté politique existe
Résultats	R1. Au moins 50 PME locales sont créées à la DIBAMBA	- 50 PME locales créés ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R2. Un village artisanal communal est créé à Logbadjeck;	- 01 village artisanal communal créé ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R3. un salon annuel de l'artisanat à Logbadjeck est organisé	- 01 salon annuel de l'artisanat organisé	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	

Activités	Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
A1.1. Création, équipement et nomination d'un bureau de l'artisanat au sein de commune	x	x	x	1 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget
A1.2. Faciliter la création de 50 PME ou GIC en regroupant les acteurs par domaine d'activité	x	x	x	1 000 000	Disponibilité du budget
A2. Identification des matières premières existantes et former les artisans identifiés	x	x	x	5 000 000	Définition des spécificités techniques
A3.1. Construction d'un village artisanal à Logbadjeck	x	x	x	40 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget existence du plan de construction
A3.2. Organiser un salon annuel de l'artisanat à Logbadjeck	x	x	x	2 000 000	
A4.1. Construction et équipement de 08 unités de transformation des noix de palme (Logbajeck, Missole 2, Bonepoupa, Sikooum, Bienkok, Bessombe, Somakek, Missole 1)	x	x	x	400 000 000	Disponibilité du budget Existence du plan de construction
	x	x	x		Existence de l'acte de création Disponibilité du budget existence du plan de construction
A4.2. Construction et équipement de 02 unités de transformation du manioc à Logbajeck gare et à Missole 2.	x	x	x	100 000 000	100 000 000
A4.3. Création d'une usine de fabrication e brique en terre cuite à Logbadjeck centre					
Total	08 projets			649 000 000	

21- Cadre logique du secteur Promotion de la Femme et de la Famille

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'encadrement des femmes et des familles			
Objectifs spécifiques	1. Renforcer le RAFADIB	- Nombre d'associations féminines encadrées au sein du RAFADIB	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les membres de RAFADIB sont engagés et disponibles
	2. Construire et équiper un centre promotionnel de la femme et de la famille dans la Commune de DIBAMBA plus de 04 spécialités	- 01 centre d'encadrement des femmes et de la famille construit et équipé ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	3. Sensibiliser toutes les populations sur les droits de la Femme et de la famille (150 ménages sensibilisés)	- 150 ménages sensibilisés sur les droits de la femme et de la famille	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	Les ménages sont disponibles
Résultats	R1. Les associations féminines de DIBAMBA sont fichées et renforcées créées et encadrées	- Nombre d'associations féminines encadrées	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R2. Un centre d'encadrement des femmes et de la famille est construit et équipé ;	- Nombre de centre d'encadrement des femmes et de la famille construit et équipé ;	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R3. Toutes les populations (150 ménages) sont sensibilisées sur les droits de la Femme et de la famille.	- Nombre de personnes sensibilisé sur d'encadrement des femmes et de la famille	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1. Encadrement des Associations Féminines (FA/RAFADIB)	x	x	x	10 000 000	Disponibilité du personnel encadreur
	A1.2. Renforcement des Associations Féminines aux filières d'AGR.	x	x	x	30 000 000	Disponibilité du budget
	A2.1. Construction et équipement d'un Bâtiment à usage de Bureau pour la Délégation d'arrondissement de la Femme et de la Famille de DIBAMBA	x	x	x	20 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget Disponibilité du terrain
	A2.2. Construction et équipement du Centre de promotion de la Femme.	x	x	x	90 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget Disponibilité du terrain
	A2.3. Organisation les ateliers de formation des femmes rurales aux petits métiers (teinture, Broderie, transformation des produits alimentaires etc.) aux AGR /filières d'activités	x	x	x	10 000 000	Définition des TDR et maîtrise des thèmes
	A3. Organisation de 03 campagnes de sensibilisation de toutes les populations sur les droits de la Femme et de la famille	x	x	x	3 000 000	Maitrise des thèmes et disponibilité du budget
	A4. Organisation d'une cérémonie de célébration collective de mariages e 100 couples	x	x	x	2 400 000	La volonté politique existe et disponibilité des finances
	A5. Célébration de toutes les journées commémoratives MINPROFF	x	x	x		Disponibilité des femmes
Total	08 projets				165 400 000	

22- Cadre logique du secteur Travail et Sécurité Sociale

	Logique d'intervention	Indicateur objectif vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir l'épanouissement des travailleurs et des retraités			
Objectifs spécifiques	1. Assurer tous les travailleurs des entreprises communales et de la mairie à la CNPS	- Nombre de travailleur affiliés à la CNPS ;	Rapport d'activités des sectorielles	Les employeurs sont disposés à affilier leurs employés
	2. Renforcer les capacités des partenaires sociaux de la commune de DIBAMBA en matière de loi et règlements sociaux	- Nombre de formation	Archives de la commune rapport d'activités des sectorielles	Les thèmes de formation sont maîtrisés
Résultats	R1. Tous les travailleurs des entreprises communales et de la mairie de DIBAMBA sont affiliés à la CNPS ;	- Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS ;	Rapport d'activités des sectorielles	Les employeurs sont disposés et immatriculés à la CNPS
	R2 Les capacités des partenaires sociaux de la commune sont renforcées	- Nombre de formation	Rapport d'activités des sectorielles	Les thèmes de formation sont maîtrisés

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A.1. Affiliation de tous les travailleurs des entreprises communales à la CNPS ;	x	x	x	6 000 000	Disponibilité du budget
	A.2. Formation périodique (semestrielle) en matière sociale, dans le cadre des séminaires, de tous les acteurs sociaux en activité dans la commune de DIBAMBA, par la DDT/SM	x	x	x	1 500 000	Disponibilité du budget
Total	02 projets				7 500 000	

23- Cadre logique du secteur Sport et Education Physique

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Promouvoir les activités sportives dans la commune de DIBAMBA			
Objectifs spécifiques	1. Construire 03 complexes sportifs multisports dans la commune de la DIBAMBA (Logbadjeck, Missole et Somakek).	- 03 complexes sportifs multisports construits dans la Commune de DIBAMBA	PV de réception du complexe, rapport d'activités sectorielles	La volonté politique existe Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	2. Recruter et affecter les encadreurs sportifs dans les établissements scolaires	- Nombre d'encadreurs recrutés et affectés	Actes de recrutement et d'affectation, rapport d'activités des sectoriels	Le personnel encadreur est disponible
	3. Créer et affilier une équipe de football dans le championnat départemental de la Sanaga Maritime	- 01 équipe de football créée et fonctionnelle	Rapport du sectoriel	La ligue départementale de football existe
	4. Appuyer l'organisation des championnats de vacances	Nombre de championnat annuel de vacances organisé	rapport d'activités des sectoriels	Les championnats de vacances sont organisés
Résultats	R1. 03 complexes sportifs multisports dans la commune de DIBAMBA construit	- 03 complexes sportifs multisports construits dans la Commune de DIBAMBA	Enquête ménages, rapport d'activités sectoriels	
	R2. les encadreurs sportifs dans les établissements scolaires sont recrutés et affectés	- Nombre d'encadreurs recrutés et affectés;	Actes de recrutement et d'affectation, rapport d'activités des sectoriels	
	R3. une équipe de football dans le championnat départemental de la Sanaga Maritime est créée et fonctionnelle	- 01 équipe de football créée et fonctionnelle	rapport d'activités des sectoriels	
	R4. Les championnats de vacances sont organisés et appuyés.	- 01 championnat annuel de vacances organisé et appuyés	rapport d'activités des sectoriels	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Construction de 03 complexes sportifs multisports dans la commune à Logbadjeck, Somakek et Missolé	x	x	x	600 000 000	Disponibilité de l'acte de création, Disponibilité des crédits et des plans de construction
	A.2. Recrutement de 06 encadreurs sportifs dans les établissements scolaires à KOPONGO (02), MISSOLE (02), SIKOUM (02);	x	x	x	216 000 000	Définition des profils souhaités
	A.3. Création et affiliation d'une équipe de football dans le championnat départemental de la Sanaga Maritime	x	x	x	100 000 000	Disponibilité du budget
	A.4. Appui à l'organisation d'un championnat annuel de vacance par la commune.	x	x	x	20 000 000	Disponibilité du budget
Total	04 projets				936 000 000	

24- Cadre logique du secteur Recherche Scientifique et Innovations

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer l'accès aux résultats de la recherche			
Objectifs spécifiques	1. Former 50 paysans chercheurs par an dans la commune de DIBAMBA d'ici fin 2015	- Nombre de paysans chercheurs formés	Réunions de formation et liste de présence	Les chercheurs ont la volonté de partager les innovations avec les paysans
	2. Organiser des journées portes ouvertes de la recherche dans la commune de DIBAMBA	- Nombre de journées portes ouvertes organisées	Rapports des sectoriels, Archives communales.	Des innovations sont disponibles
Résultats	R1. 50 paysans chercheurs sont formés par an dans DIBAMBA	- Nombre de paysans chercheurs formés	Réunions de formation et liste de présence	
	R2. Des journées portes ouvertes de la recherche dans la commune de DIBAMBA sont organisées	- Nombre de journées portes ouvertes organisées	Rapports des sectoriels, Archives communales	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Identification et formation de 50 paysans chercheurs par an	x	x	x	20 000 000	Disponibilité des crédits
	A.2. organisation d'une journée porte ouverte de la recherche dans la commune de DIBAMBA chaque année	x	x	x	5 000 000	Disponibilité des ressources financières
Total	02 projets				25 000 000	

25-Cadre logique du secteur Transport

	Logique d'intervention	Indicateur objectifment vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux services de transport de qualité			
Objectifs spécifiques	1. Construire une gare routière à KOPONGO	- 01 de gare routière existante	PV de réception des travaux	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	2. Construire une gare routière à Missole	- 01 de gare routière existante	PV de réception des travaux	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	3. Organiser le transport par Moto dans la commune de DIBAMBA	- Niveau d'organisation du transport par Motos	Rapports des réunions et liste de présence	Les conducteurs de motos sont disponibles
Résultats	R1. Une gare routière est construite à KOPONGO	- 01 gare routière existante	PV de réception des travaux	
	R2. Une gare routière est construite à Missole	- 01 gare routière existante	PV de réception des travaux	
	R3. Le transport des mototaxis est organisé	- Niveau d'organisation du transport par Mototaxis	Rapports des réunions et liste de présence	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Construction de 02 gares routières à KOPONGO et à Missole	x	x	x	60 000 000	Existence de l'acte de création, Disponibilité du budget
	A.2. Construction d'une aire de repos pour les gros porteurs	x	x	x	15 000 000	Décret de création, Disponibilité du budget
	A.3.1. Organisation des moto-taximen en syndicat et des campagnes de prévention et de sensibilisation pour les motos taximen (04/an)	x	x	x	2 000 000	Disponibilité du budget et maîtrise du thème
	A.3.2. Structuration des acteurs de transport en motos	x	x	x	1 000 000	Disponibilité des acteurs concernés
Total	04 projets				78 000 000	

26-Cadre logique du secteur Poste et Télécommunications

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux TIC et aux services postaux			
Objectifs spécifiques	1. Construire et équiper 01 télécentre communautaire à Logbadjeck	- 01 télécentre communautaire est opérationnel	PV de réception des travaux Rapport MINPTT, mairie	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	2. Construire et équiper un service postal dans la Commune de DIBAMBA	Un service postal existe dans la Commune	PV de réception des travaux Rapport MINPTT, mairie	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
	3. Améliorer la couverture du réseau téléphonique dans la Commune de DIBAMBA	Présence des antennes de relais téléphoniques.	PV de réception des travaux Rapport MINPTT et ART, mairie	Les opérateurs de téléphonie sont disposés à améliorer le niveau de couverture

Résultats	R1. Un télé centre communautaire est construit et équipé dans la Commune de DIBAMBA	- Un télé centre communautaire est opérationnel	PV de réception des travaux Rapport MINPTT et ART, mairie	
	R2. Un service postal est construit dans la Commune de DIBAMBA	Un service postal existe dans la commune	PV de réception des travaux Rapport MINPTT, mairie	
	R3. Couverture du réseau téléphonique dans la Commune de DIBAMBA est améliorée	- Présence des antennes de relais téléphoniques.	PV de réception des travaux Rapport MINPTT, mairie	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Construction et équipement d'un télécentre communautaire dans la Commune de la DIBAMBA	x	x	x	70 000 000	Disponibilité du terrain et des crédits
	A2. Construction d'un service postal dans la Commune de DIBAMBA	x	x	x	30 000 000	Existence de l'acte de création, Disponibilité du budget
	A3. Construction et installation des antennes de relais MTN et ORANGE.	x	x	x	200 000 000	Le terrain est disponible Les crédits sont disponibles
Total	03 projets				300 000 000	

27- Cadre logique du secteur Administration Territoriale, Décentralisation et maintien de l'ordre

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Garantir la paix et la sécurité des biens et des personnes dans la commune de Dibamba			
Objectifs spécifiques	1. Créer et construire un poste de police à Missolell	- 01 poste de police construit	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	2. Créer et construire un poste de gendarmerie LOGBAJECK CENTRE	- 01 poste de gendarmerie construit	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	3. Créer et équiper des comités de vigilance dans tous les villages de la commune	- Nombre de comité créés et fonctionnels	Actes de création, Rapports de la Sous Préfecture	La population est organisée
	4. Construire la sous préfecture	01 Sous-préfecture construite	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	La volonté politique existe
	5. Construire la résidence du Sous Préfet	01 résidence de sous-préfet construite	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	La volonté politique existe
Résultats	R1. un poste de police crée et construit à Missole 2	- 01 poste de police construit	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	
	R2. Un poste de gendarmerie crée et construit à LOGBAJECK CENTRE	- 01 poste de gendarmerie construit	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	
	R3. Des comités de vigilance sont créés et fonctionnent dans tous les villages de la commune	- Nombre de comité créés et fonctionnels	Actes de création, Rapports de la Sous Préfecture	
	R4. Le bâtiment de la sous préfecture est construit	- 01 Sous-préfecture construite	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	
	R5. La résidence du Sous-préfet est construite.	- 01 résidence de sous-préfet construite	Rapport du sectoriel et PV de réception des travaux	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Construction du poste de police à Missole 2	x	x	x	50 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
	A2. Création et construction du poste de gendarmerie LOGBAJECK CENTRE	x	x	x	50 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
	A3. Création et équipement des comités de vigilance dans tous les villages de la commune	x	x	x		Disponibilité du personnel
	A4. Construction la sous préfecture	x	x	x	80 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
	A5. Construction de la résidence du Sous Préfet	x	x	x	70 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
Total	05 projets				250 000 000	

28- Cadre logique du secteur Communication

	Logique d'intervention	Indicateur objectif vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'information			
Objectifs spécifiques	1. Créer et construire une radio communautaire dans la Commune de DIBAMBA	- 01 radio communautaire créée et construite	Rapport MINCOM,	La volonté politique existe
	2. Installer une antenne relais de la CRTV d'ici fin 2013	- 01 antenne relais de la CRTV installée	Rapport MINCOM	La volonté politique existe
	3. Créer un point de vente de la presse	- 01 point de vente des journaux	Rapport MINCOM	Les opérateurs sont disponibles

	4. Créer un journal communal	- 01 journal communal créé	Rapport MINCOM, rapport mairie	Les ressources financières sont disponibles
Résultats	R1. Une radio communautaire est créée et construite	fonctionnement d'une radio communautaire	Rapport MINCOM, rapport mairie	
	R2. Une antenne relais de la CRTV est installée	Présence d'une antenne relais de la CRTV	Rapport MINCOM, rapport mairie	
	R3. Un point de vente des journaux est créé et construit	- Existence d'un point de vente des journaux	Rapport MINCOM, rapport mairie	
	R4. Un journal communal est créé	- Existence d'un journal communal	Rapport MINCOM, rapport mairie	

Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1. Création et construction d'une radio communautaire dans DIBAMBA	x	x	x	80 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
	A.2 Installation d'une antenne relais de la CRTV dans DIBAMBA	x	x	x	40 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
	A.3. Création et construction d'un point de vente des journaux	x	x	x	5 000 000	Disponibilité des crédits
	A.4 Création d'un journal communal	x	x	x	500 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
Total	04 projets				125 500 000	

29. Cadre logique de l'Institution Communale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer les capacités d'intervention de la mairie			
Objectifs spécifiques	1. Organiser 01 atelier de renforcement de capacité des 25 conseillers municipaux à la Commune de DIBAMBA	- 01 atelier de renforcement des capacités	- Liste de présence - rapport des ateliers	Les TDR sont définis et les thèmes de formation formulés
	2. Définir de nouvelles taxes (sur l'exploitation des produits forestier non ligneux (PFNL), des carrières, le cubage du bois etc...)	- Des nouvelles taxes Communal	- Arrêté de création - Rapport des activités de la Commune	La volonté politique existe
	3. Redéfinir le système de recouvrement des taxes de la Commune de DIBAMBA	- Un nouveau système de recouvrement des taxes	- Rapport des activités de la Commune	La volonté politique existe
	4. Construire l'hôtel de ville de DIBAMBA	- 01 hôtel de ville	- PV de réception du bâtiment	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	5. Mettre à jour le fichier du patrimoine Communal	- Fichier du patrimoine Communal mis à jour	- Rapport des activités de la Commune.	Le personnel est disponible
	6. Acquérir le matériel de bureau à la Commune.	- Le matériel de bureau	- Les factures - Bilan financier des activités de la Commune	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	7. Acheter du matériel roulant dans la Commune	- Matériel roulant	- Les factures - Bilan financier des activités de la Commune	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	8. Acheter du matériel informatique de la Commune	- Matériel informatique	- Les factures - Bilan financier des activités de la Commune	La volonté politique existe Les ressources financières sont disponibles
	9. Créer 2 forêts communautaires dans la Commune de DIBAMBA	- 02 forêts communautaires créées dans la Commune	- Arrêté de création - rapport des sectoriels	Le processus de création de la forêt communautaire est maîtrisé La population est sensibilisée sur l'importance et l'utilisation des forêts communautaires

Résultats	R1. Un atelier de renforcement des capacités des 25 conseillers Municipaux mis en place.	- 01 atelier de renforcement des capacités	- Liste de présence - rapport des ateliers	
	R2. Des nouvelles taxes Communal sont créées	- Des nouvelles taxes Communal	- Arrêté de création - Rapport des activités de la Commune	
	R3. Un nouveau système de recouvrement des taxes est mis en place	- Un nouveau système de recouvrement des taxes	- Rapport des activités de la Commune	
	R4. 01 hôtel de ville construit	- 01 hôtel de ville	- PV de réception du bâtiment	
	R5. Fichier du patrimoine Communal mis à jour	- Fichier du patrimoine Communal mis à jour	- Rapport des activités de la Commune.	
	R6. Le matériel de bureau acheté	- Le matériel de bureau	- Les factures - Bilan financier des activités de la Commune	
	R7. Matériel roulant est acheté	- Matériel roulant	- Les factures - Bilan financier des activités de la Commune	
	R8. Matériel informatique est acheté	- Matériel informatique	- Les factures - Bilan financier des activités de la Commune	
	R9. 2 forêts communautaires dans la Commune de DIBAMBA sont créées	- 02 forêts communales créées	-Arrêté de création - rapport des sectoriels	

Activités	Moyens		Coût		Conditions préalables de réalisation
	Humain	Matériel	financier		
A1. Organisation d'un atelier de formation des 25 conseillers municipaux à la commune de DIBAMBA	x	x	x	3 000 000	Elaboration des TDR et disponibilité du budget
A2. Définition de nouvelles taxes (sur l'exploitation des produits forestiers non ligneux (PFNL), des carrières, le cubage du bois etc ...)	x	x	x	500 000	Définition des spécificités techniques
A3. Redéfinition du système de recouvrement des taxes	x	x	x	500 000	Définition des spécificités techniques
A4. Construction d'un hôtel de ville à la DIBAMBA	X	x	x	100 000 000	Disponibilité du budget et existence du plan de construction
A5. Construction d'une résidence pour le Maire de DIBAMBA	X	X	X	40 000 000	Disponibilité du budget et existence du plan de construction
A6. Mise à jour du fichier du patrimoine communal	x	x	x	500 000	Disponibilité du budget
A7. Acquisition du matériel de bureau à la commune	x	x	x	3 000 000	Définition les spécificités techniques du matériel souhaité
A8. Achat du matériel roulant dans la commune	x	x	x	15 000 000	Définition les spécificités techniques du matériel souhaité
A9. Achat du matériel informatique de la commune	x	x	x	5 000 000	Définition les spécificités techniques du matériel souhaité
A10. Création de 02 forêts communales	x	x	x	20 000 000	Existence de l'acte de création Disponibilité du budget et du terrain
Total	10 projets			187 500 000	

5.3. Coût estimatif du PCD

Tableau 3: Cout Estimatif du PCD

N°	SECTEUR	NBRE PROJETS	COUT ESTIMATIF
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	14	285 400 000
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	7	109 500 000
3	FORET ET FAUNE	6	47 200 000
4	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE	6	176 700 000
5	COMMERCE	4	150 000 000
6	SANTE PUBLIQUE	18	470 400 000
7	EDUCATION DE BASE	13	673 680 000
8	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	13	877 920 000
9	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2	47 000 000
10	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	3	476 000 000
11	JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	7	502 500 000
12	TRAVAUX PUBLICS	5	674 000 000
13	AFFAIRES SOCIALES	5	191 000 000
14	TOURISME ET LOISIRS	7	247 000 000
15	HABITAT ET DEVELOPPEMENT URBAIN	7	499 500 000
16	ENERGIE ET EAU	6	890 500 000
17	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	3	6 600 000
18	DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	4	551 000 000
19	CULTURE ET ARTS	5	167 200 000
20	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	8	649 000 000
21	PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE	8	165 400 000
22	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	2	7 500 000
23	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	4	936 000 000
24	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	2	25 000 000
25	TRANSPORT	4	78 000 000
26	POSTE ET TELECOMMUNICATIONS	3	300 000 000
27	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	5	250 000 000
28	COMMUNICATION	4	125 000 000
29	INSTITUTION COMMUNALE	10	187 500 000
TOTAL		185	9 766 500 000

5.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Figure 1 : Plan actuel d'utilisation et de gestion durable des terres de l'espace communal

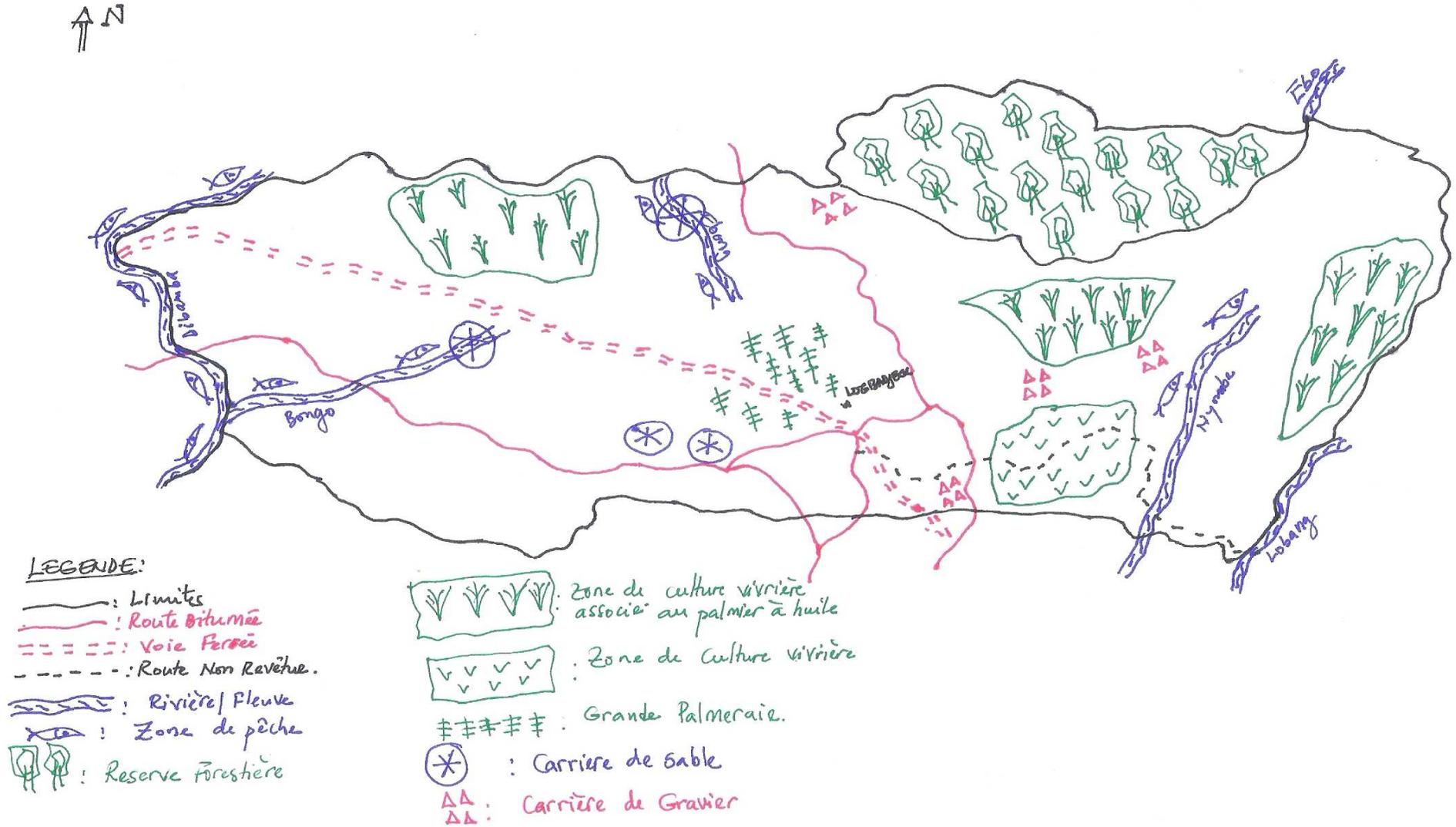
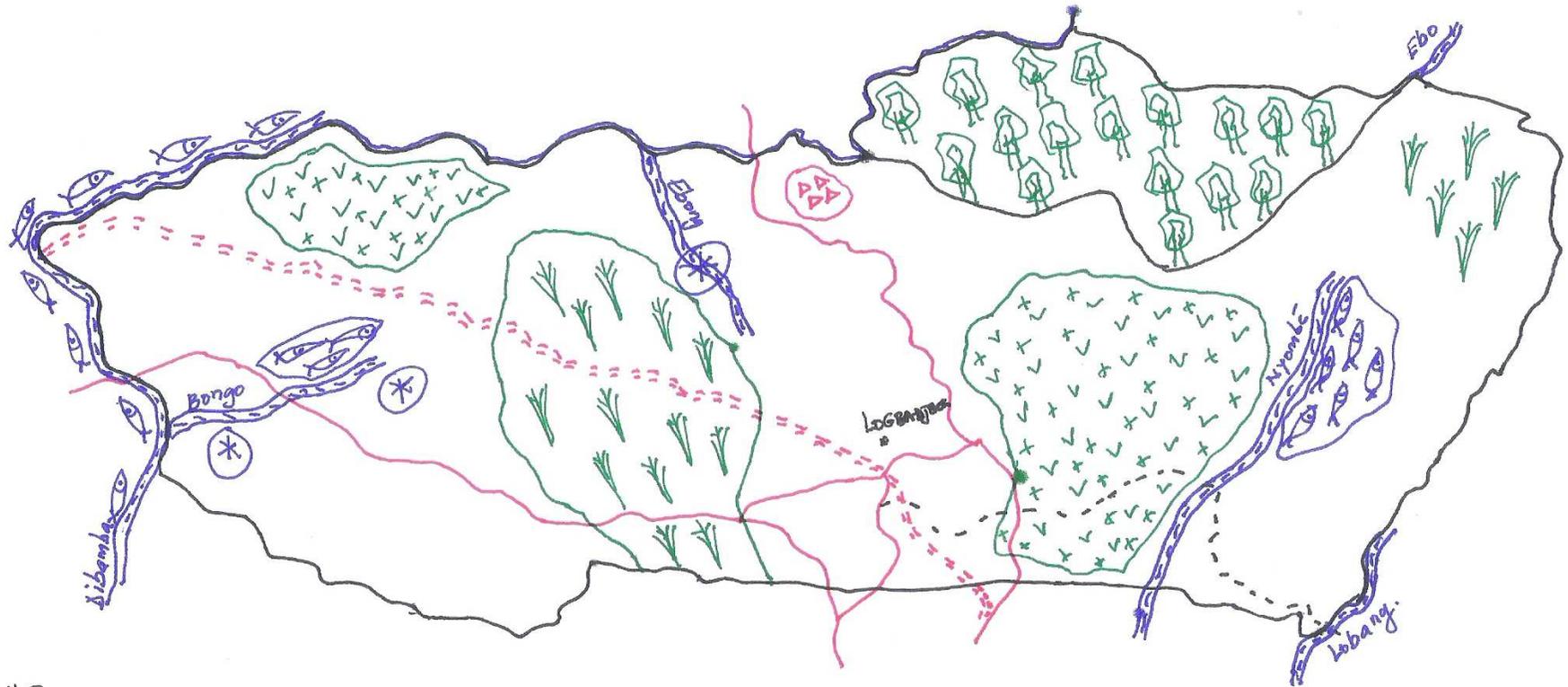


Figure 2 : Proposition du Plan d'utilisation et de gestion durable des terres de l'espace communal



LEGENDE:

- : Limites
- : Route Bitumeé
- - - : Voie Ferée
- ~~~~~ : Rivière / Fleuve
- ⊞ : Zone piscicole.
- - - - : Route Non Revêtué

- ⊞ : Zone de Développement des cultures Vivrières
- ⊞ : Réserve Forestière.
- ⊞ : Carrière de sable
- ⊞ : Carrière de Gravier.

6. PROGRAMMATION

6.1. Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Le tableau ci-dessous présente les projets prioritaires de la commune de DIBAMBA pour les années 2013 à 2015. Ce Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) comporte 25 projets validés au cours de l'atelier de planification.

Tableau 4 : Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires

N°	Secteur	Activité	Indicateur de résultat	Responsable et collaborateur	Période de réalisation			Ressources			Coût (FCFA)	Sources de financement
					2013	2014	2015	H	M	F		
01	Energie et Eau	Extension du réseau électrique sur le tronçon Logbadjeck-Sikoum (8 km)	8 km d'extension de réseau réalisé	Maire DD MINEE				X	X	X	48 000 000	COMMUNE PNDP
02	Agriculture et développement Rural	Financement du GIC HEMLES de Somakek	GIC HEMLES de Somakek financé	Maire et DAADER				X	X	X	2 500 000	BIP
03		Financement du GIC JAD de Bonepoupa	GIC JAB de Bonepoupa financé	Maire et DAADER				X	X	X	3 000 000	BIP
04	Travaux publics	Reprofilage du tronçon Bessombe-Pitti gare (15 km) en passant par Loungahe avec construction d'un ponceau	Tronçon Bessombe – Sikoum passant par Loungahe reprofilé	Maire DD MINTP				X	X	X	28 000 000	COMMUNE
05		Acquisition de 376 table-bancs	376 tables – bancs ont été acquis	Maire DD MINEBASE				X	X	X	11 280 000	COMMUNE

N°	Secteur	Activité	Indicateur de résultat	Responsable et collaborateur	Période de réalisation			Ressources			Coût (FCFA)	Sources de financement
					2013	2014	2015	H	M	F		
06	Education de Base	Construction de 03 blocs de 02 salles de classes : 01 à l'EP Pitti gare ; 01 à l'EP Missole barrière ; 01 à l'EP Kendeck	Construction de 03 blocs de 02 salles de classe : 01 à l'EP Pitti gare ; 01 à l'EP Missole barrière ; 01 à l'EP Kendeck	Maire et DD MINEBASE				X	X	X	54 000 000	COMMUNE
07	Enseignements secondaires	Construction d'un atelier de menuiserie au CETIC de Kopongo	01 atelier de menuiserie	Maire et DDMINESEC				X	X	X	25 000 000	BIP
08	Administration territoriale décentralisation et maintien de l'ordre	Construction de la sous-préfecture	01 sous-préfecture construit	Maire Préfet				X	X	X	80 000 000	BIP
09		Construction de la brigade de gendarmerie	01 brigade de gendarmerie	Maire et COCOM				X	X	X	80 000 000	BIP
10	Santé publique	Construction d'01 CSI à Kopongo	01 CSI construit à Kopongo	Maire DDMINSANTE				X	X	X	50 000 000	BIP
11	Elevage, pêches et industries animales	Appui aux organisations d'éleveurs de la coopération pastorale et halieutique communale (CPC) de DIBAMBA	Nombre d'organisations appuyés	Maire et MINEPIA				X	X	X	200 000 000	BIP

N°	Secteur	Activité	Indicateur de résultat	Responsable et collaborateur	Période de réalisation			Ressources			Coût (FCFA)	Sources de financement
					2013	2014	2015	H	M	F		
12	Travaux Publics	Réhabilitation du tronçon kopongo-logbadjeck gare (07 km)	tronçon Kopongo – Logbadjeck gare réhabilité	Maire DD MINTP				X	X	X	20 000 000	COMMUNE
13	Enseignements secondaires	Construction des latrines au CETIC de Kopongo	Les latrines construites au CETIC de Kopongo	Maire et DDMINESEC				X	X		7 500 000	BIP
14	Administration territoriale décentralisée et maintien de l'ordre	Construction de la résidence du sous-préfet	01 résidence du sous-préfet construite	Maire Préfet				X	X	X	70 000 000	BIP
15		Construction de la résidence du commandant de brigade de gendarmerie dans la commune	01 résidence du commandant de brigade construite	Maire et COCOM				X	X	X	50 000 000	BIP
16	Sport et éducation physique	Plate forme sportive à Logbadjeck	01 plate forme sportive construite	Maire et DDMINSEP				X	X	X	25 000 000	BIP
17	Enseignements secondaires	Raccordement du CETIC de Kopongo au réseau AES Sonel	Le CETIC de Kopongo électrifié	Maire et DDMINESEC				X	X	X	25 000 000	BIP
18		Construction de l'atelier de maçonnerie au CETIC de Kopongo	01 atelier maçonnerie	Maire et DDMINESEC				X	X	X	25 000 000	BIP

N°	Secteur	Activité	Indicateur de résultat	Responsable et collaborateur	Période de réalisation			Ressources			Coût (FCFA)	Sources de financement
					2013	2014	2015	H	M	F		
19	Santé publique	Construction d'01 CSI à Bessombe	01 CSI construit à Bessombe	Maire DDMINSANTE				X	X	X	50 000 000	BIP
20	Santé publique	Construction du CSI de Kendeck	01 CSI construit à Kendeck	Maire et DDMINSANTE				X	X	X	25 000 000	BIP
21		Construction et équipement du CSI de Somakek	01 CSI construit à Somakek	Maire et DDMINSANTE				X	X	X	25 000 000	BIP
22		Réhabilitation du CSI de Pitti-gare et équipement en matériel technique de fonctionnement et premier stock de médicament	CSI de Pitti-gare est réhabilité et équipé et approvisionné en médicaments	Maire DASPF				X	X	X	15 000 000	COMMUNE
23		Energie et Eau	Réhabilitation de 10 puits : 02 à Logbadjeck gare, 02 à Pout-Njouma, 02 à Kopongo, 02 à Bienkock, 02 à Somakek	10 Puits réhabilités	Maire DD MINEE				X	X	X	18 500 000
TOTAL : 23											937 780 000	

6.2. Cadre sommaire de gestion environnementale et sociale du PIA et CDMT

Les projets du CDMT ci après sont ceux dont la réalisation sera soumise à une étude d'impact environnementale (cf visés par l'arrêté n° 0070/ MINEP du 22 avril 2005 fixant les catégories d'opérations)

➤ Projets de construction

- Construction 01 salle de classe à l'école maternelle de Pitti-gare
- Construction et équipement de 02 salles de classe pour les écoles maternelles à Sikoum et à Bessombe
- Construction de 04 salles de classe au lycée de logbadjeck
- Construction de 02 salles de classe au CES de Missole
- Construction de la Sous-préfecture
- Construction de la brigade de gendarmerie
- Construction de 03 blocs de 02 salles de classes : 01 à l'EP Pitti gare ; 01 à l'EP Missole barrière ; 01 à l'EP Kendeck
- Construction des latrines au CETIC de Kopongo
- Construction de la résidence du Sous-préfet
- Construction d'01 CSI à Kopongo
- Construction d'01 CSI à Bessombe
- Construction du CSI de Kendeck
- Construction de logements pour enseignants à l'école publique de Somakek

➤ Projets hydrauliques

- Réhabilitation de 03 forages
- Réhabilitation de 10 puits : 02 à LogbadjeckK gare, 02 à Pout-Njouma, 02 à Kopongo, 02 à Bienkock, 02 à Somakek

➤ Projets structurant

- Electrification du village Nkondjock MT (4km)
- Reprofilage des routes : Sikoum-loungahe, Somakek- Maboudou et Somakek-Song Kwalla et Kopongo-Ndogmakoi, Sikoum-entrée Dizangue
- Réhabilitation du tronçon kopongo-logbadjeck gare (07 km)
- Reprofilage du tronçon Bessombe-Pitti gare (15 km) en passant par Loungahe avec construction d'un ponceau
- Extension du réseau électrique sur le tronçon Logbadjeck-Sikoum (8 km)
- Raccordement de CETIC de Kopongo au réseau AES Sonel

➤ Projets de gestion des ressources naturelles

- Création des pépinières de banane plantain de palmier à huile de Cacao.

6.2.1. Principaux impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation ou d'atténuation

TABLEAU 5 : Principaux impacts sociaux des projets de construction du CDMT

TYPE DE PROJET	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
PROJETS DE CONSTRUCTION :	- Amélioration des revenus dans la zone du projet	- Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, utiliser la technique HIMO ;	- Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du projet	- Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site ; - Sécuriser le site par l'obtention d'un titre foncier.
	-	-	- Risque de déplacement involontaire et réinstallation	- Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées conformément aux dispositions du PDIR
	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers la consultation du public	- Implication des populations lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage	- Mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien
	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;	- Sensibiliser les populations sur les techniques de mobilisation des fonds pour le financement des projets communautaires	Impacts divers liés aux choix de site	- Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, flancs de montagnes, etc ;

TYPE DE PROJET	Principaux impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation	Principaux impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation
	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base. : Amélioration des conditions de fréquentation des élèves ; - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Développement des activités culturelles et des mouvements associatifs ; - Désenclavement des localités ; - Développement des activités socio-économiques, etc. 	Bénéfices sociaux selon la nature du projet.	Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA,	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH/SIDA, et sur le braconnage, par des affiches et réunions
			<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'insécurité pour les personnes et les biens 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre des panneaux de signalisation dans les chantiers ; - Respecter les règles de sécurité.
			<ul style="list-style-type: none"> - Risque de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire en sorte que les interventions profitent à toutes les couches sociales.
			<ul style="list-style-type: none"> - Risque de conflits au sein des bénéficiaires des projets dus à l'insatisfaction des attentes des populations, le choix non consensuel des sites d'implantation des projets ; leadership autour de la gestion des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Organiser régulièrement des réunions d'information et de sensibilisation - Retenir un site qui permette à la majorité de profiter des effets du projet

TABLEAU 6 : PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX SUR LES PROJETS DE CONSTRUCTION DU CDMT

TYPE DE PROJET	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
	-	-	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	<ul style="list-style-type: none"> - Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées
	-	-	- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés et changer régulièrement les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
	-	-	- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
	-	-	- Pollutions liées aux déchets générés pendant les travaux	<ul style="list-style-type: none"> - -Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m du cours d'eau) - - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
	-	-	- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser les alentours de l'ouvrage
	-	-	- Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées; - Dénommer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR

TABLEAU 7 : PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS D'HYDRAULIQUE (Puits, Forage, Sources aménagées) DU CDMT

PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIF	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
<ul style="list-style-type: none"> - Diminution des maladies d'origine hydrique ; - Facilitation de l'accès à l'eau potable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur le bien-fondé de boire l'eau potable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risque d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ; - Risque de mauvaise manipulation des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Formation du comité de gestion au dosage à l'eau de javel dans les puits ; - Gestion des risque d'envasement et maintenance des ouvrages.
<ul style="list-style-type: none"> - Facilitation l'accès à l'eau potable des populations de la commune ; - Réduction des maladies hydriques ; - Amélioration de la santé des populations ; - Rapprochement des populations des points d'eau. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur l'entretien des points d'eau - Aménagement des pistes conduisant aux sources ; - Mise en place des comités de gestion d'eau potables ; - Disposition des points d'eau dans des lieux neutres ; Recrutement de la main d'œuvre locale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risque de conflits au sein des bénéficiaires du projet ; - Risque de marginalisation des populations vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des sous-comités de vigilance, nettoyage et cartonnage des alentours des ouvrage ; construction des clôtures autour de l'ouvrage ; - Prendre en compte les priorités des minorités ; - Solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives.
<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des revenus 	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement de la main d'œuvre locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site
<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base 	<ul style="list-style-type: none"> - 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR
<ul style="list-style-type: none"> - 	<ul style="list-style-type: none"> - 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - -mettre en place un comité de gestion du projet incluant les femmes et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien

PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIF	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
		Impacts divers liés aux choix de site	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que marécages, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de fraysère, flancs de montagnes, etc ;
		Risques d'accident dus aux travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site
-	-	- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	<ul style="list-style-type: none"> - Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
-	-	- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
-	-	- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
-	-	- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	<ul style="list-style-type: none"> - Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser
		Risques d'accident dus aux travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre les panneaux de signalisation du chantier; - observer les règles élémentaires de sécurité (port de tenues appropriées, limitation de vitesse, etc.) - Sécuriser le site

TABLEAU 8 : PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX SUR LES PROJETS D'HYDRAULIQUE

PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
-	-	- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau
-	-	- Impacts liés à la pollution des huiles de vidanges de l'engin d'exhaure	- Utiliser les engins adaptés/ changer les filtres - Mettre en place des bacs de récupération des huiles de vidange, et les retourner aux entreprises spécialisées
-	-	- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent
-	-	- Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site	- Reboiser au delà de l'emprise de l'ouvrage, ou convenir sur un site à reboiser
-	-	- Impacts liés aux déchets générés pendant les travaux	- Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mise en dépôt dans les anciennes zones d'emprunt
-	-	- Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	- Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation éventuelle dans un puits perdu et sécurisé
-	-	- Risques de contamination et d'infiltration des eaux sales ou boueuses	- Sécuriser le point d'eau en le clôturant : imperméabiliser les alentours par le carrelage ou pierres maçonnés
		Perturbation de la qualité de l'eau	- Procéder régulièrement au traitement physico-chimique de l'eau
-	-	- Pollution du point d'eau soit par les produits phytosanitaires, soit par la latrine	- Interdire les champs utilisant les produits phytosanitaires aux abords immédiats de l'ouvrage (maintenir une distance d'au moins 300 mètres) - Maintenir les latrines à au moins 50 m du point d'eau

TABLEAU 9 : PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS STRUCTURANTS

PROJETS STRUCTURANTS	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux - Facilitation de la circulation des biens et des personnes, Réduction du cout de transport, - Incitation des opérateurs économiques à s'installer 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations ; - Mise en place des comités de gestion de routes ; - Pose des panneaux de signalisation ; - Recrutement de la main d'œuvre locale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Augmentation de la prévalence des IST/VIH/SIDA, et éventuellement le braconnage 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touches sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;
PROJETS D'ELECTRIFICATION	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux - Amélioration les conditions de vie des populations ; - Incitation des opérateurs économiques à s'installer - Amélioration de l'accès aux moyens de télécommunication ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations ; - Mise en place des comités d'entretien - Pose des panneaux de signalisation ; - Recrutement de la main d'œuvre locale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les personnes touchées; - Préparer éventuellement un PAR ; - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;

PROJETS STRUCTURANTS	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
<p style="text-align: center;">PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'accès aux services sociaux - Amélioration des conditions de santé des populations - Augmentation du revenu des paysans ; - Accessibilité aux produits vivriers aux populations de la commune et aux étrangers; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations ; - Mise en place des comités de gestion des ouvrages ; - Recrutement de la main d'œuvre locale ; - Primauté des places accordée aux riverains. 	<ul style="list-style-type: none"> - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien, y compris le coût d'abonnement - Sensibiliser les populations riveraines et le personnel sur les IST et le VIH, et sur le braconnage, par des affiches et réunions - Poser des affiches pour la prévention - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente ; - Privilégier le recrutement des locaux dans la main d'œuvre à mobiliser, ainsi que la technique HIMO ;

TABLEAU 10 : PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PROJETS STRUCTURANTS

PROJETS STRUCTURANTS	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
PROJETS DE TRAVAUX PUBLICS			<ul style="list-style-type: none"> - Impacts divers liés aux choix de site - Modification de l'équilibre naturel des sites - Pollution par les huiles de vidange - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - nuisances sonores ; - risque de perturbation de régime des eaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour des sites 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Arroser les zones des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt - Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Utiliser les déchets biodégradables pour en faire de l'engrais organique - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation
PROJETS D'ELECTRIFICATION	-	-	<ul style="list-style-type: none"> - Modification de l'équilibre naturel des sites - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - nuisances sonores ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Mettre en dépôt la partie biodégradable dans les anciennes zones d'emprunt - Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation

PROJETS STRUCTURANTS	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
<p style="text-align: center;">PROJETS D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE</p>			<ul style="list-style-type: none"> - Modification de l'équilibre naturel des sites - Impacts liés aux excavations générées pendant les travaux - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage - Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins - nuisances sonores ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) - Eviter de déposer les déchets dans les cours d'eau (à au moins 100m, et les étaler) - Eviter de déposer les terres de mauvaise tenue dans les cours d'eau (à au moins 100m des cours d'eau) - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation -

TABLEAU 11 : PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX DES PROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

MICROPROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	DE DES	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS SOCIAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
Création des pépinières de banane plantain de palmier à huile de Cacao		<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation du revenu des populations - Création des emplois - Faciliter l'accès des populations au matériel végétal de qualité 	<ul style="list-style-type: none"> - Recruter de la main d'œuvre locale 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site - Conflits liés à l'utilisation, et à la non pérennisation de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et informer les personnes touchées sur la nécessité d'un site et les critères de choix - Obtenir un acte de donation foncière, signé du Chef du village et du propriétaire du site - Evaluer le nombre de personnes à déplacer et leurs biens - Indemniser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions du PDIR - mettre en place un comité de gestion du projet et établir les règles d'usage, ainsi que le mécanisme de fonctionnement, et d'entretien

TABLEAU 12 : PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES PROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

MICROPROJETS DE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX POSITIFS	MESURES D'OPTIMISATION	PRINCIPAUX IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX NEGATIFS	MESURES D'ATTENUATION
Création des pépinières de banane plantain de palmier à huile de Cacao			<ul style="list-style-type: none"> - Impacts divers liés au choix de site - Perte des espèces ligneuses liée au dégagement du site - Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour du site - Erosion du site 	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter systématiquement d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles telles que, zone sacrée, cours d'eau, parcs et aires protégées, zones de frayère, etc ; - Reboiser les alentours de l'ouvrage - Prévoir si nécessaire un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation - Mettre en place des bonnes pratiques de gestion durable des terres ; -

6.2.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le tableau ci-dessous nous permet d'identifier pour les mesures environnementales envisagées du programme triennal, les acteurs de mise en œuvre, de suivi, les coûts liés aux dites mesures

Tableau 13 : Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Formation de l'agent de développement local à la prise en compte des questions socio-environnementales dans les projets ;	préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir l'atelier	PNDP	2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	200 000	C'est un coût indicatif
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental pour les projets de la notice d'impact	Remplissage du formulaire par les bénéficiaires ; Catégorisation des projets ; Identification des impacts socio-environnementaux possible ; Mesures d'atténuation/optimisation à envisager.	Agent de développement local Consultant des études de faisabilité technique, financière, économique, socio-environnementales population	2012-2014	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	-	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	préparer les TDR - Inviter les participants ; - Tenir l'atelier	PNDP	2012-2014	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ;	500 000	
Réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires pour les projets identifiés ci-dessus.	-Préparer les TDR ; -faire approuver les TDR ; - recruter les consultants ; -réaliser les études proprement dites	Commune PNDP, Mairie (conseil municipal)	2012-2014	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	7 millions X nbre d'études	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Provision pour les compensations des personnes déplacées/Biens détruits	Inventaire des personnes déplacées et des biens endommagés au cours du montage des projets	Commune	2012-2014	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; Délégation du MINADER ; Sous-préfecture	7 500 000	A prendre en compte dans les études de faisabilité
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs, ainsi que les mesures environnementales des projets retenus ; Surveillance environnementale.	-extraction des mesures environnementales des projets ; -élaboration d'un plan de suivi des mesures	Agent de développement Prestataire	2012-2014	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	500 000	Coût estimatif peut être revu
Respect des clauses socio-environnementales du DAO et des mesures environnementales des Microprojets		Entrepreneurs		Délégation MINEPDED ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM	Coût à intégrer dans les microprojets
Intégration systématique des points d'eau, latrines, unités de destruction des déchets, dispositifs de collecte des déchets dans les projets de construction divers	Inclure ces préoccupations	Consultants, Conseil municipal, PNDP	au cours du montage des projets	Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM	Les coûts y afférents doivent être intégrés dans les coûts de la conception du microprojet
Activation et formation des comités locaux de gestion des infrastructures	Assurer la pérennisation des infrastructures au niveau local	Commune/Agents de Développement/ Prestataire	Au cours de la réalisation de l'infrastructure	Prestataire, Agent de développement, Sectoriels concernés, PNDP	-PM	Former les comités sur la maintenance des ouvrages Les coûts y afférents doivent être intégrés dans les coûts de la conception du microprojet

Secteur	Intitulé du projet	Lieu d'implant.	Indic. de résultat	Période de réalisation												Porteur du projet	Coût	Sources de financement					
				J	F	M	A	M	J	J	O	S	O	N	D			PNDP	Budget communal	FEICOM	BIP	Coopération décentralisée	
	Construction et équipement de 02 salles de classe pour maternelle dont 01 à Sikoum et 01 à Bessombe	Sikoum Bessombe	02 salles de classe construites et équipées														COMMUNE PNDP	16 000 000	14400 000	1 600 000			
Enseignement secondaire	Construction de 04 salles de classe au lycée de Logbadjeck	Logbadjeck	04 salles de classe construites au lycée de Logbadjeck													MINESEC	36 000 000					36 000 000	
	Construction de 02 salles de classe au CES de Missolell	Missolell	02 salles de classe construites au CES de Missolell													MINESEC	18 000 000					18 000 000	
	Construction d'un atelier d'électricité au CETIC de Kopongo	Kopongo	01 atelier d'électricité construit													MINESEC	25 000 000					25 000 000	
Administration territoriale et Décentralisation	Construction de l'hôtel de ville	Logbadjeck	Hotel de ville construit à DIBAMBA												COMMUNE FEICOM MINATD	100 000000			100 000000				
	TOTAL		12 projets													291 800 000	97250 000	13750 000	100 000 000	80 800 000			

6.3.2. Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables

Tableau 16 : Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables

Activités	Indicateur de résultat	Période de réalisation												Responsables et collaborateurs	Coût estimatif	Source de financement					
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			PNDP	Commune	BIP	FEICOM	Coopération décentralisée	
Construction et équipement d'un centre social au centre urbain de la Commune	01 centre social construit et équipé															90 000 000			X		
Recrutement de 02 travailleurs sociaux	02 travailleurs sociaux recrutés et en fonction															5 000 000		X			
Recensement de Personnes vulnérables et élaboration d'un fichier.	Nombre de personnes vulnérables existant dans la Commune par type de vulnérabilité															2 000 000		X			
Appui à l'organisation des cibles en associations	Nombre d'associations mises en place															500 000		X			
Appui à la création des AGR	03 associations appuyées															3000000		X			
TOTAL													100500000								

6.4. Plan de passation des marchés

Le tableau ci-dessous présente le Plan des Marchés du PIA de DIBAMBA.

Tableau 17: Plan de Passation des Marchés des microprojets du Plan d'Investissement Annuel de la Commune de la DIBAMBA

Désignation	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	sources financem ent du projet	Préparation (Termes de Référence/D AO/ DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception		observati on (s)	
	Date prévu	Date réalisé	Date prévu	Date réalisé							Date	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue		Date réalisée
Réhabilitation de 03 forages (1 à Sikoum, 1 à Missolé1 et 1 à Missolé 2)	07/05/2012		14/05/2012		Maire	CCPM, Exécutif Communal	demande de cotation	6 000 000	PNDP, Commune	25/05/2012	15/06/2012	27/06/2012		10/07/2012		12/07/2012		17/07/2012								
Electrification du village Nkondjock MT (4km)	07/05/2012		14/05/2012		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	32 000 000	PNDP, Commune	26/05/2012	15/06/2012	27/06/2012		10/07/2012		12/07/2012		17/07/2012								
Création des pépinières de banane plantain (20 000 plts/an), de palmier à huile (10 000 plts/an), de Cacao 30 000 plts/an et approvisionnement de 1 000kg de semence de maïs.	07/05/2012		14/05/2012		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	17 000 000	PNDP, Commune	27/05/2012	15/06/2012	27/06/2012		10/07/2012		12/07/2012		17/07/2012								

Désignation	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	sources financem ent du projet	Préparation (Termes de Référence/D AO/ DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception		observation (s)			
	Date prévu	Date réalisé	Date prévu	Date réalisé							Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée		Date prévue	Date réalisée	Date prévue
Fourniture du matériel de laboratoire au CSI de Logbadjeck: un automate, un appareil de biologie	07/05/12		14/05/12		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	15 000 000	PNDP, Commune	28/05/2012	15/06/12		27/06/12		10/07/12		12/07/12		17/07/12									
Reprofilage des routes (Sikoumloungahé, Somakek-Maboudou, Somakek-Songkwalla et Kopongo-Ndogmakoi) environ 38km	07/05/12		14/05/12		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	15 000 000	PNDP, Commune	29/05/2012	15/06/12		27/06/12		10/07/12		12/07/12		17/07/12									
Equipement de la maison des jeunes	07/05/2012		14/05/12		Maire	CCPM, Exécutif Communal	demande de cotation		BIP																			
Construction et équipement de 03 salles de classe pour maternelle dont 01 à Sikoum, 01 à Bessombe et 01 à Pitti-Gare	07/05/12		14/05/12		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	16 000 000	PNDP, Commune	30/05/2012	15/06/12		27/06/12		10/07/12		12/07/12		17/07/12									

Désignation	Elaboration de la convention		Elaboration de la requête		Responsable	Partenaires	Méthode de sélection	Montant	sources financement du projet	Préparation (Termes de Référence/DAO/ DP)	Consultation, Avis d'Appel d'Offres		Evaluation technique et financière		Non objection de la CNC		Négociation		Attribution et signature du contrat		Exécution		Réception		observation (s)		
	Date prévu	Date réalisé	Date prévu	Date réalisé							Date	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue	Date réalisée	Date prévue		Date réalisée	Date prévue
Construction de 04 salles de classe au lycée de logbadjeck	07/05/12		14/05/12		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	36 000 000	BIP	30/05/2012	15/06/12	27/06/12		10/07/12		12/07/12		17/07/12									
Construction de 02 salles de classe au CES de Missole						CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert		BIP																		
Construction d'un atelier d'électricité au CETIC de Kopongo	20/06/12		27/06/12		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	25 000 000	BIP	09/07/12	20/07/12	29/07/12		07/8/12		14/08/12		21/08/12									
Construction de l'hôtel de ville	19/10/12		26/10/12		Maire	CCPM, Exécutif Communal	Appel d'offre ouvert	100000000	FEICOM	05/11/12	12/11/12	19/11/12		26/11/12		02/12/12		10/12/12									

7. MECANISME DE SUIVI EVALUATION

7.1. Le suivi évaluation interne

De manière générale, les acteurs de la mise en œuvre de ce Plan sont les habitants de la Commune de la DIBAMBA. Le maître d'ouvrage étant la l'institution communale, la supervision sera faite sur le plan interne par le **Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE)**. Le rôle du comité est de s'assurer que le PCD s'exécute en respectant les coûts et la programmation établie.

Composition et attributions du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) de mise en œuvre du PCD

Le comité est crée par un arrêté municipal définissant sa composition et son organisation. Les réflexions du comité porteront sur les modalités de mise en œuvre endogène du PCD : fonctionnement des dispositifs de pilotage et de suivi-évaluation, mobilisation du travail et des ressources communales, mobilisation des contributions externes.

Le comité est composé de six (06) personnes dont :

- Un président
- Un rapporteur
- 04 membres.

Les membres de droit sont : le Premier adjoint au Maire et l'agent de développement.

Le 1^{er} Adjoint au Maire de la Commune : En tant que Président du CCSE, anime le Comité et coordonne ses activités. A ce titre, il :

- convoque et préside les réunions du CCSE et les assemblées générales de la Commune;
- signe, conjointement avec les partenaires au développement identifiés, les contrats de prestations de services;
- procède à l'ordonnancement des dépenses;
- signe les documents administratifs, tels que les convocations et invitations aux réunions, les correspondances de toute nature adressées à des tiers, les P-V de réunions ;
- est le cosignataire sur le compte de la Commune auprès des établissements financiers ;

Il est assisté dans ses fonctions par le Vice président, à qui il peut déléguer une partie de ses attributions à l'exception de l'ordonnancement des dépenses.

L'Agent Communal de Développement : En tant que technicien de l'aspect développement au sein de la Commune, assure le Secrétariat Permanent du Comité. A ce titre il :

- prépare pour soumettre à la signature du Président les convocations, invitations et toutes autres correspondances;
- rédige les procès verbaux et les comptes rendus des réunions et assemblées générales de la communauté ;
- conserve les archives de la communauté.

Les autres membres du comité sont choisis au sein des groupes sociaux ci-après.

Les associations des Communautés à la base : Etant devenu des acteurs au développement au niveau local, leur participation au CCSE permet de prendre en compte des besoins de la base qu'ils représentent.

Les chefs traditionnels : Garant de l'autorité traditionnelle au niveau local, il a un rôle consultatif au sein du Comité.

Le Conseil Municipal : Généralement, une Commune est divisée en secteur. Les Conseillers Municipaux étant originaires de l'un ou de l'autre secteur de la Commune, ils ont un double rôle. En effet, le rôle d'un Conseiller est de prendre les préoccupations de la base afin de les présenter aux sessions du Conseil, puis de tenir informer les populations de son secteur au courant des décisions du Conseil. Ils sont donc les yeux de la Commune répandus à travers les villages, tout comme ils le sont pour les populations de leurs secteurs respectifs.

Les services déconcentrés (sectoriels). Lors des sessions du CCSE, leur rôle consiste en un apport d'expertise. En effet, appartenant tous à un domaine particulier dans lequel la Commune devra agir pour mettre en œuvre son PCD. Ces sectoriels apporteront entre autres : leurs conseils avisés dans les projets à réaliser, aideront au montage des projets, etc.

Dans le cadre de la réalisation de son mandat, le comité peut faire appel à des Personnalités ressources en fonction de leurs compétences.

7.2. Le suivi évaluation indépendant

Le PCD étant d'intérêt communautaire, sa mise en œuvre devra prendre en compte les préoccupations de tous les bénéficiaires. Ceux-ci sont représentés par les divers comités de concertation élus au niveau de chaque village. Par ailleurs, il serait opportun qu'un suivi et surtout une évaluation indépendante soit réalisé. Ce suivi-évaluation indépendant pourrait

être mis en œuvre par une structure ayant en son sein, les membres de la société civile (association diverses) les membres des groupes religieux, les élites. Le fonctionnement d'un tel comité indépendant est tributaire de la volonté et de l'engagement des diverses parties prenantes.

7.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

Tableau 18: Indicateurs de suivi et d'évaluation du PIA

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION
ENERGIE ET EAU	1) Réhabilitation de 03 forages (1 à Sikoum, 1 à Missolél et 1 à Missolé II)	Les forages sont opérationnels et les populations environnantes utilisent de l'eau potable (rapport et PV de validation) + PV de réception
	2) Electrification du village Nkondjock MT (4km)	L'électrification rurale est effectivement réalisée et opérationnelle (PV de réception). Les populations sont desservies en énergie électrique (nombre de branchements effectués)
SANTE PUBLIQUE	3) Fourniture du matériel opératoire : un automate, un appareil de bio au CSI de Logbadjeck	Les centres sanitaires sont approvisionnés et les populations ont un accès réguliers aux soins de santé (PV de réception et rapport du le comité de gestion)
EDUCATION DE BASE	4) Construction et équipement de 02 salles de classe pour maternelle dont 01 à Sikoum et 01 à Bessombe	L'école maternelle est construite, réceptionnée et utilisée par les élèves
	5) Construction d'une salle de classe maternelle équipée à Pittigare	01 salle de classe est construite, réceptionnée et utilisée par les élèves
ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	6) Construction de 04 salles de classe au lycée de Logbadjeck	04 salles de classe sont construites, réceptionnées et utilisées par les élèves
	7) Construction de 02 salles de classe au CES de Missole	02 salles de classe sont construites, réceptionnées et utilisées par les élèves
AGRICULTURE	8) Création à Logbadjeck des pépinières de banane plantain (20 000 plts/an), de palmier à huile (10 000 plts/an), de Cacao 30 000 plts/an et approvisionnement de 1 000kg de semence de maïs.	Des pépinières sont créés et les populations ont accès aux plants
TRAVAUX PUBLICS	9) Reprofilage des routes (Sikoum-loungahé, Somakek-Maboudou, Somakek-Song kwalla et Kopongo-Ndogmakoi) environ 38km	Les tronçons sont réfectionnés et la circulation est de nouveau possible et PV de réception
JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE	10) Equipement de la maison des jeunes	La maison des jeunes est équipée et PV de réception

7.4. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Acteurs	Outils	Fréquence du reporting
Les membres du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) du PCD	Réunion d'évaluation ; Descente de terrain ; Production des Rapports mensuels (agents de développement communaux et PV), Rapports trimestriels pour le CCSE	La fréquence de suivi des activités se fera de manière trimestrielle (cependant, les 02 agents communaux recrutés feront des descentes mensuelles afin de faciliter les activités du CCSE)

7.5. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

7.5.1. Préparation du PIA

La mise en œuvre du PCD se fera à travers des PIA successifs. La préparation du PIA d'une année se fera à travers les cinq (05) étapes suivantes :

1. Evaluation des activités de l'année écoulée : Il s'agira ici d'évaluer les activités précédentes du PIA, afin de faire un état des lieux des activités qui ont été réalisées et de reconduire dans le prochain PIA celles qui n'ont pas été réalisées ;
2. Production du rapport annuel des activités qui ont été menées ;
3. Evaluation des ressources disponibles au niveau de la Commune : Il s'agit ici pour la Commune de présenter les ressources financières disponibles pour l'année en cours, ce qui permettra d'enclencher la prochaine étape ;
4. Identification des activités à inscrire dans le nouveau PIA : Il s'agira ici d'identifier les activités à conduire la nouvelle année ces activités devront sortir du CDMT qui a été élaboré lors de l'atelier de planification ;
5. Elaboration du nouveau PIA.

NB : les activités du précédent PIA n'ayant pas été réalisées devront être reconduite prioritairement pour le nouveau PIA.

7.5.2. Révision du PCD

Pendant sa mise en œuvre, le PCD devrait être évalué au moins deux fois avant son terme. Une évaluation à mi - parcours et une autre au terme du deuxième CDMT. Ces diverses évaluations permettront de vérifier si le Plan a été bien mis en œuvre et quels ont été ses impacts sur la qualité de vie des populations ; quel a été le niveau d'implication des bénéficiaires dans sa mise en œuvre et quels ont été les problèmes rencontrés.

Ces diverses évaluation seront faites par ou sous la supervision du Comité Communal de Suivi-Evaluation. Pour cela, il doit élaborer un bon plan de suivi et évaluation.

La révision du PCD se fera après une évaluation des activités déjà réalisées. Les critères utilisés lors des évaluations seront : la cohérence, l'efficacité, l'efficience, la viabilité, la fiabilité, la pérennité etc. Les évaluations permettront ainsi de déterminer les acquis à consolider, les orientations à modifier et les moyens à mettre en œuvre. Cette révision devra être réalisée par un Organisme d'Appui Local recruté selon les procédures en vigueur (appel à manifestation d'intérêt, appel d'offres restreint).

8. PLAN DE COMMUNICATION

La mise en œuvre du PCD interpelle plusieurs acteurs. Leur implication dans cette action est fonction de la connaissance qu'ils ont du document, de ses objectifs et de sa stratégie de mise en œuvre. Ainsi, pour permettre à ces divers acteurs d'avoir une bonne connaissance de leur rôle dans la réalisation du PCD, il est important que la communication soit bien faite. Une bonne communication interne et externe permet d'assurer une meilleure participation des acteurs à l'exécution du Plan.

Ainsi, pour faire connaître le document à un grand nombre d'acteurs et de partenaires ; le plan d'action préconisé a pour objectifs de:

- Faire connaître le PCD de la DIBAMBA ;
- Faire financer les projets qui y sont contenus.

Ce plan de communication s'articule autour des réunions de sensibilisation et d'information, des spots publicitaires à travers la presse écrite, la radio et la télévision.

Les cibles du plan de communication sont :

- Les Partenaires au Développement ;
- Les élites ;
- Les Ministères techniques en fonction des thématiques identifiées ici ;
- Les Potentiels Bailleurs de fonds externes ;
- Les Population de la DIBAMBA ;
- Les Elus Locaux.

Les actions à réaliser dans le cadre du plan de communication sont :

- ✓ la synthétisation du document de PCD
- ✓ le montage de spot publicitaire (radio et télé) en français et en langue locale (Bassa)
- ✓ la création d'un site internet pour la commune de DIBAMBA
- ✓ l'organisation de galas pour la présentation du PCD aux partenaires
- ✓ l'organisation de galas pour la collecte des fonds

Les organes de presse à utiliser seront: CRTV (Radio et Télé) ; Canal 2 International ; SWEET Fm ; Cameroon Tribune ; le Messenger ; le Communal (journal du FEICOM) ; la lettre la commune

Les cérémonies de présentation du PCD et de collecte de fonds regrouperont les associations locales, nationales et internationales ; les Ministères, les Ambassades, le PNDP, le FEICOM, les Partenaires au Développement (GIZ, DED, PAM, PNUD, etc.) et d'autres potentiels Bailleurs de Fonds (Banque Mondiale, FMI, Union Européenne, etc.).

Coût de la campagne de communication :

Les coûts liés à cette campagne sont liés au montage et à la diffusion du spot publicitaire, la création du site internet, l'organisation de deux soirées de gala (location salle, divertissement, confection des documents etc.)

Tableau 19 : coût de la campagne de communication du PCD

Rubrique	Coût
Montage et diffusion de spot radio (français et bassa)	500 000
Montage et diffusion de spot télévisé	1 500 000
Publication dans les journaux	200 000
Cérémonie de présentation du PCD	1 000 000
Organisation du gala de mobilisation des fonds	1 000 000
Création et entretien du site internet	300 000
TOTAL	4 500 000

BIBLIOGRAPHIE

- Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC ; PNDP, 96p.
- Diagnostic institutionnel communal guide méthodologique
- Programme d'appui à la décentralisation et au développement local au Cameroun, GTZ, 47p
- DSCE (Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010 – 2020), 174p.
- Guide méthodologique de planification régionale et locale, 2010, MINEPAT, 98p

ANNEXES

Annexe 1 : Fiches des projets du PIA

FICHE DE PROJET N°1				
1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement	Janvier	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
	Département	Sanaga Maritime		
	Région	Littoral		
	Titre du Projet	Réhabilitation de 03 forages (1 à Sikoum, 1 à Missolé I et 1 à Missolé II)		
3	Financement du PROJET (sur 5 ans)			
	Libellés			Montants
	Contribution sur budget Communal			600 000
	Contribution sur budget de l'Etat			
	Autres co-financements confirmés			
	Montant sollicité			5 400 000
	Total			6 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET			
	Groupes cible bénéficiaires	Les populations des villages Sikoum (01), Missolé I (01) et Missolé II (01)		
	Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le centre urbain		
	Objectifs globaux	Réhabiliter les forages et puits d'eau moderne		
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Diagnostiquer la panne ; - Réhabiliter l'ouvrage 		
	Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Puits/Forage est fonctionnel 		
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD	Activité de la première année		
	Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès de toutes les couches à l'eau potable		
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
	Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°2			
1		Mois	Année
Date d'établissement		Janvier	2012
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
Département	Sanaga Maritime		
Région	Littoral		
Titre du Projet	Electrification du village Nkondjock MT (4km)		
3	Financement du PROJET (sur 5 ans)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			3 200 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres cofinancements confirmés			
Montant sollicité			28 800 000
Total			32 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes bénéficiaires	cible	Les populations du village Nkondjock MT	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'énergie électrique		
Objectifs globaux	Electrifier toute la commune		
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier le site ; - Installer les ouvrages électriques 		
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Nkondjock MT est électrifié 		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Activité de la première année		
Stratégie sectorielle	Faciliter l'accès de toutes les couches à l'énergie électrique		
Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°3			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	avril	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
Département	Sanaga Maritime		
Région	littoral		
Titre du Projet	Création des pépinières de banane plantain (20 000 plts/an), de palmier à huile (10 000 plts/an), de Cacao 30 000 plts/an et approvisionnement de 1 000kg de semence de maïs.		
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			2 550 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres cofinancements confirmés			
Montant sollicité			14 450 000
Total			17 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
Groupes cible bénéficiaires	Les producteurs agricoles de la Commune de DIBAMBA		
Problèmes à résoudre	Manque ou insuffisance du matériel végétal de qualité		
Objectifs globaux	Assurer une production durable en quantité et en qualité		
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - rendre disponible les plants de cacaoyer de bananier et de palmier à huile; - approvisionner les producteurs en semence de maïs 		
Résultats attendus	- La maison des jeunes est équipée		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)		
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre en matériel végétal de qualité		
Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°4			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	avril	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
Département	Sanaga Maritime		
Région	littoral		
Titre du Projet	Fourniture au CSI de Logbadjeck du matériel de laboratoire : un automate, un appareil de biologie		
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			1 500 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres cofinancements confirmés			
Montant sollicité			13 500 000
Total			15 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
Groupes cible bénéficiaires	Les populations malades de la Commune de DIBAMBA		
Problèmes à résoudre	Absence d'un laboratoire fiable au CSI de Logbadjeck		
Objectifs globaux	Assurer une santé de qualité aux populations		
Objectifs spécifiques	- Améliorer la qualité des diagnostics; -		
Résultats attendus	- Le laboratoire du CSI est équipés et fonctionnel		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)		
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre en soins de santé de qualité		
Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°5			
1		Mois	Année
	Date d'établissement	Janvier	2012
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
	Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA	
	Département	Sanaga Maritime	
	Région	Littoral	
	Titre du Projet	Reprofilage des routes : Sikoum-loungahe et missole1-kondjock-Pitti gare	
3	Financement du PROJET (sur 5 ans)		
	Libellés	Montants	
	Contribution sur budget Communal	1 500 000	
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres cofinancements confirmés		
	Montant sollicité	13 500 000	
	Total	15 000 000	
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
	Groupes cible bénéficiaires	Les populations de la Commune de la DIBAMBA	
	Problèmes à résoudre	L'enclavement de la commune	
	Objectifs globaux	Améliorer l'accès aux villages de la Commune de DIBAMBA	
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre praticable les routes - 	
	Résultats attendus		
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.	
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PCD	Activité programmée au cours de la première année	
	Stratégie sectorielle	Développer les infrastructures de communication	
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)	
	Autres à préciser		
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
	Titre	Bailleur (s)	Terminé
			En cours
			Cocher

FICHE DE PROJET N°6			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Janvier	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
Département	Sanaga Maritime		
Région	littoral		
Titre du Projet	Equiperment de la maison des jeunes		
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			
Contribution sur budget de l'Etat			1 800 000
Autres cofinancements confirmés			
Montant sollicité			
Total			1 800 000
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
Groupes cible bénéficiaires	Les jeunes de la DIBAMBA		
Problèmes à résoudre	- Faible épanouissement de la jeunesse		
Objectifs globaux	Faciliter l'épanouissement des jeunes		
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Lancer l'appel d'offre ; - Fournir la maison des jeunes en équipements 		
Résultats attendus	- La maison des jeunes est équipée		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)		
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'épanouissement de la jeunesse		
Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°7				
1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement	Janvier	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
	Département	Sanaga Maritime		
	Région	Littoral		
	Titre du Projet	Construction et équipée d'une salle de classe maternelle à Pitti-gare		
3	Financement du PROJET (sur 5 ans)			
	Libellés	Montants		
	Contribution sur budget Communal	800 000		
	Contribution sur budget de l'Etat			
	Autres cofinancements confirmés			
	Montant sollicité	7 200 000		
	Total	8 000 000		
4	OBJECTIFS DU PROJET : Construction de l'hôpital de référence			
	Groupes cible bénéficiaires	Les élèves de l'EM de Pitti gare		
	Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité		
	Objectifs globaux	Construire O1 salle de classes à Pitti-gare		
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier le site ; - Construire l'ouvrage 		
	Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Salle de classe construite 		
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD	Activité programmée la première année		
	Stratégie sectorielle	Améliorer l'accès de toutes les couches à une éducation de qualité		
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
	Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	
		FEICOM	X	

FICHE DE PROJET N°8				
1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement	Janvier	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
	Département	Sanaga Maritime		
	Région	Littoral		
	Titre du Projet	Construction et équipement de 02 salles de classe pour maternelle dont 01 à Sikoum et 01 à Bessombe		
3	Financement du PROJET (sur 5 ans)			
	Libellés	Montants		
	Contribution sur budget Communal	1 600 000		
	Contribution sur budget de l'Etat			
	Autres co-financements confirmés			
	Montant sollicité	14 400 000		
	Total	16 000 000		
4	OBJECTIFS DU PROJET : Construire 02 salles de classe pour EM dont 01 à Sikoum et 01 à Bessombe			
	Groupes bénéficiaires	cible	Les élèves des EM de Sikoum et Bessombe	
	Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'éducation de qualité		
	Objectifs globaux	Construire un bloc maternel		
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier le site ; - Construire l'ouvrage 		
	Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> - Salles de classe construites 		
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD	L'activité se déroule la première année		
	Stratégie sectorielle	L'accès de toutes les couches à une éducation de qualité		
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
	Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°9				
1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement	Janvier	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
	Département	Sanaga Maritime		
	Région	Littoral		
	Titre du Projet	Construction de 04 salles de classe au lycée de LOGBADJECK		
3	Financement du PROJET			
	Libellés			Montants
	Contribution sur budget Communal			
	Contribution sur budget de l'Etat			36 000 000
	Autres cofinancements confirmés			
	Montant sollicité			
	Total			36 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET : Construire quatre salles de classe au lycée de LOGBADJECK			
	Groupes cibles bénéficiaires	Les élèves du lycée de LOGBADJECK		
	Problèmes à résoudre	Facilité la prise en charge scolaire		
	Objectifs globaux	Construire des salles de classe		
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier le site de construction ; - Lancer l'appel d'offre ; - Construire les salles de classe 		
	Résultats attendus	04 salles de classe sont construites à LOGBADJECK		
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD	Activité programmée la première année		
	Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services éducatifs de qualité		
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
	Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°10				
1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement	Janvier	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
	Département	Sanaga Maritime		
	Région	Littoral		
	Titre du Projet	Construction de 02 salles de classe au CES de MISSOLE		
3	Financement du PROJET			
	Libellés			Montants
	Contribution sur budget Communal			
	Contribution sur budget de l'Etat			18 000 000
	Autres cofinancements confirmés			
	Montant sollicité			
	Total			18 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET : Construire deux salles de classe au CES de MISSOLE			
	Groupes cibles bénéficiaires	Les élèves du lycée de MISSOLE		
	Problèmes à résoudre	Faciliter la prise en charge scolaire		
	Objectifs globaux	Construire des salles de classe		
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier le site de construction ; - Lancer l'appel d'offre ; - Construire les salles de classe 		
	Résultats attendus	02 salles de classe sont construites à LOGBADJECK		
	Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD	Activité programmée la première année		
	Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services éducatifs de qualité		
	Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
	Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°1			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement	Janvier	2012	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	DIBAMBA		
Département	Sanaga Maritime		
Région	littoral		
Titre du Projet	Construction d'un atelier d'électricité au CETIC de Kopongo		
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			
Contribution sur budget de l'Etat			25 000 000
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			25 000 000
4	OBJECTIFS DU PROJET :		
Groupes cible bénéficiaires	Les jeunes de la DIBAMBA		
Problèmes à résoudre	- Absence de pratique au CETIC		
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation professionnelle		
Objectifs spécifiques	- Construire et équiper l'atelier d'électricité;		
Résultats attendus	- L'atelier construit, équipé et fonctionnel		
Activités	Étude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation du marché ; Exécution du projet ; Evaluation et réception.		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Activité de la première année du PCD (PIA et CDMT)		
Stratégie sectorielle	Améliorer la qualité de la formation professionnelle		
Politique nationale (DSCE)	Réduire la pauvreté à un niveau socialement acceptable (2035)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

Annexe 2 : Atlas des cartes

Annexe 3 :

Rapport consolidé des données du diagnostic